COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION DE LA REGION DIEPPOISE

DIEPPE MARITIME

Conseil communautaire du 9 mai 2017

Rapport d'orientations budgétaires 2017

NOTE EXPLICATIVE DE SYNTHÈSE

FINANCES

Objet : Rapport d'Orientation Budgétaire pour 2017.

Conformément aux dispositions de L'article L.2312-1, alinéa 2, du code général des collectivités territoriales (CGCT), par renvoi de l'article L.5211-1, « dans les établissements publics de 3 500 habitants et plus, un débat a lieu sur les orientations générales du budget de l'exercice, dans un délai de deux mois précédant l'examen de celui-ci et dans les conditions fixées par le règlement intérieur prévu à l'article L.2121-8 ».

Le décret 2016-841 du 24 juin 2016 précise le contenu ainsi que les modalités de publication et de transmission du rapport d'orientation budgétaire à savoir :

- **les orientations budgétaires**, évolution prévisionnelle des dépenses et des recettes, en fonctionnement comme en investissement,

- **les engagements pluriannuels envisagés**, la présentation des engagements pluriannuels, notamment les orientations envisagées en matière de programmation d'investissement comportant une prévision de dépense et de recettes,

- **des informations relatives à la structure et la gestion de l'encours de la dette contractée**, et les perspectives pour le projet de budget (profil de l'encours de dette que vise la collectivité pour la fin de l'exercice auquel se rapporte le projet de budget),

- **à la structure des effectifs**,

- **aux dépenses de personnel** comportant notamment des éléments sur la rémunération tels que les traitements indiciaires, les régimes indemnitaires, les nouvelles bonifications indiciaires, les heures supplémentaires rémunérées et les avantages en nature,

- **à la durée effective du travail**

Il présente en outre l'évolution prévisionnelle de la structure des effectifs et des dépenses de personnel pour l'exercice auquel se rapporte le projet de budget.

Le rapport, ci-annexé, doit être transmis dans un délai de 15 jours à compter de son examen, au représentant de l'Etat ainsi qu'aux maires des communes membres et mis à disposition du public qui doit en être informé par tout moyen. Le rapport sera publié sur le site internet de Dieppe-Maritime.

Le DOB constitue donc une étape essentielle du cycle budgétaire de la collectivité. Il permet d'informer les élus sur la situation économique et financière de la collectivité afin d'éclairer leur choix de vote du budget primitif 2017.

Il se présente sous la forme de notes d'information spécifiques à chaque budget de l'agglomération auxquelles sont jointes des prospectives financières jusqu'à la fin de ce mandat, en 2020.

Après avoir exposé le contexte général dans lequel se prépare le budget principal pour 2017, les orientations budgétaires des différents budgets annexes seront présentées selon l'ordre suivant :

- Budget principal ;

- Budgets annexes pouvant nécessiter une contribution financière du budget principal :

  - Budget des transports ;
  - Budget principal et budget annexe « commercialisation de produits touristiques » de la Régie Office de Tourisme Dieppe-Maritime ;
  - Budget des zones d'activités économiques ;

- Budgets annexes devant s'équilibrer sans participation du budget principal :

  - Budget de l'eau ;
  - Budget l'assainissement ;
  - Budget du service public de l'assainissement non collectif ;
  - Budget des déchets ménagers et assimilés.

Il est donc demandé au conseil communautaire de :

- procéder au vote du débat d'orientation budgétaire pour 2017

- prendre acte de la tenue du Débat d'Orientation Budgétaire pour 2017,

- prendre acte de l'existence du Rapport d'Orientation Budgétaire sur la base duquel se tient le Débat d'Orientation Budgétaire.

RAPPORT D'ORIENTATIONS

BUDGETAIRES 2017

FINANCES

Objet : Budget Principal (prospective budgétaire 2017-2020).

Préambule

Dieppe-maritime : l'ambition d'un pôle d'équilibre régional

Après trois ans de blocage, une grande majorité d'élus de Dieppe Maritime se retrouve autour d'un projet intercommunal d'intérêt général. Celui d'une intercommunalité respectueuse des communes, soucieuse de mise en partage des projets et des équipements utiles aux habitants et au territoire.

Ce projet résulte d'une vision partagée : Dieppe est un pôle d'équilibre du territoire régional dans la Normandie réunifiée. Le territoire a des atouts indéniables :

- économiques, avec l'industrie, le commerce et les ports
- touristiques, avec un patrimoine naturel et historique remarquable
- sportifs et culturels, avec des sites, des équipements et une programmation importante

L'Agglo doit être reconnue par les instances départementales et régionales. Elle doit parler d'une seule voix sur les sujets structurants afin de garantir la prise en compte des intérêts des communes et de mobiliser les financements nécessaires au développement du territoire.

Les intérêts des habitants du bassin de vie doivent être défendus dans tous les domaines : santé, transports, services publics, aménagement, développement des infrastructures. Un travail commun et des collaborations accrues avec les communes nouvelles ainsi qu'une recherche de collaborations à l'échelle du PETR doivent être conduits.

Les différences entre les élus existent et ne sont pas gommées, mais l'intérêt général prime et fonde le contrat d'intercommunalité.

Un projet partagé, un territoire en commun

Le projet de la communauté d'agglomération doit se fonder sur une vision ambitieuse du territoire et une compréhension de ses enjeux dans les domaines de compétence : développement économique et touristique, logement, eau et assainissement, gestion des déchets, développement durable.

La grille de lecture des projets doit être celle de l'intérêt général des communes et de leurs habitants dans les domaines de vie quotidienne. Il vise à mettre en œuvre une vision stratégique de développement du territoire, à développer la réponse de services et la solidarité à la population tout en maîtrisant la pression fiscale et en réduisant l'impact des comportements sur notre environnement.

Une dynamique de projet et de contrat d'agglomération

Construire un nouveau contrat d'agglomération, cela suppose de fixer des objectifs et des priorités pour les trois années qui viennent :

- Faire aboutir le projet d'ensemble des piscines
- Rénovation des fronts de mer
- Reconstruction de la route de la mer avec les conséquences sur la pratique du sport et la relocalisation des équipements
- Gestion de la pelouse du stade Jean Dasnias avec un projet d'utilisation de ce complexe
- Mobilisation générale des moyens pour soutenir et développer l'emploi et l'économie locale
- Mise en œuvre d'une stratégie d'attractivité économique et touristique
- Modernisation des réseaux (eau, assainissement, transport, fibre optique) avec comme objectif leur meilleure adaptation et leur développement à l'échelle de l'agglomération et comme mécanisme de financement la recherche d'une uniformisation tarifaire permettant des économies d'échelle
- Mise en œuvre du développement d'Alpine sur le site Thoumyre
- Participation financement du Transmanche en y entraînant les autres communautés
- Réflexion sur les modalités de collecte des ordures ménagères
- Réflexion sur l'Implantation des services de l'Agglomération à court et moyen terme

Mettre en commun le meilleur : transferts et mutualisations

Les transferts sont une source d'augmentation des dotations. C'est pourquoi, il est nécessaire que des transferts interviennent en faveur de l'Agglo, en masse et à très court terme.

Toutefois, ces transferts ne doivent ni être des fardeaux pour l'Agglomération ni une dépossession des communes comme elles en ont souvent le sentiment.

Pour cela, il faut passer avec les communes qui transfèrent des conventions de gestion pour le même montant, les mêmes personnels et les mêmes biens mobiliers et immobiliers. (L 5216-7-1 du CGCT).

la coopération conventionnelle entre les communes permettra de répondre au plus proche des besoins selon les modalités suivantes :

- **mise à disposition de service communal ((article L 5211-4-1 II du CGCT) :** la commune peut conserver tout ou partie du service concerné par un transfert de compétences à un EPCI. Dans ce cas de figure, le service n'est pas transféré mais est mis en tout ou partie à disposition de l'EPCI auquel la commune adhère pour l'exercice des compétences de celui-ci.
- **mise à disposition d'un service communautaire (article L 5211-4-1 III du CGCT) :** les services d'un EPCI peuvent être mis à disposition d'une ou plusieurs de ses communes membres, pour l'exercice de leurs compétences, dès lors que cette mise à disposition présente un intérêt, dans le cadre d'une bonne organisation des services.

- **construction de service commun (article L 5211-4-2 du CGCT) :** un dispositif de mutualisation, mis en œuvre en dehors de compétences transférées, pour assurer des missions opérationnelles, fonctionnelles (gestion de personnel, gestion administrative et financière, informatique, expertise juridique, expertise fonctionnelle) ou d'instruction des décisions prises par les maires au nom de la commune ou de l'État.

Gouvernance : le respect des maires et des communes

En premier lieu, l'agglomération doit être respectueuse des maires et des communes. Elle se dotera d'une conférence des maires à réunion mensuelle dans un premier temps pour prendre l'avis des élus de proximité sur tous les sujets d'importance. L'agglomération sera également au service des communes : elle développera des services supports d'aide aux communes sur les sujets régaliens afin de mobiliser les compétences au service des habitants et des projets communaux. Chaque élu de proximité trouvera ainsi un interlocuteur et un soutien auprès de l'intercommunalité Le bureau communautaire sera composé de 20 membres, intégrant chaque Maire ou le cas échéant son représentant, ainsi que quatre sièges attribués à l'exécutif dieppois.

Le contexte général

Ce débat d'orientation budgétaire s'inscrit en tenant compte des dispositions de la loi de finances pour 2017 et des évolutions législatives imposant aux collectivités de nouvelles obligations.

La loi de finances 2017

La loi de finances pour 2017 réaffirme la participation des collectivités à la réduction du déficit public et reconduit le soutien à l'investissement public local.

Ces deux objectifs poursuivis par le Gouvernement se révèlent, cependant, difficiles à concilier pour les collectivités locales d'autant que la loi de finances pour 2017 confirme la poursuite de la baisse des dotations.

En effet, les concours financiers de l'État aux collectivités territoriales diminueront à nouveau en 2017 de 2,63 milliards d'euros, soit un montant de contributions de 1,33 % des recettes réelles de fonctionnement 2016 de l'ensemble des collectivités locales. La contribution des collectivités territoriales au redressement des comptes publics est de 27 milliards d'euros sur la période 2014-2017 (sur un total de 49 milliards d'euros pour l'ensemble des administrations publiques).

La loi de programmation des finances publiques 2014-2019 ne comporte pas d'indication au-delà de 2017.

Il est cependant à noter que la baisse de la DGF a été réduite de moitié pour les communes et EPCI par rapport au prévisionnel.

Cet effort affecte la DGF comme suit :

	2014	2015	2016	2017	
Baisse 2014	1,5 Md€	1,5 Md€	1,5 Md€	1,5 Md€	**Total cumulé**
Baisse 2015		3,67 Md€	3,67 Md€	3,67 Md€	
Baisse 2016			3,67 Md€	3,67 Md€	
Baisse 2017				2,63 Md€	
Total annuel	**1,5 Md€**	**5,17 Md€**	**8,84 Md€**	**11,47 Md€**	**27 Md€**

La répartition de l'effort entre les trois catégories de collectivités territoriales en 2017 sera effectuée, comme sur les deux derniers exercices, proportionnellement à leurs recettes réelles de fonctionnement constatées dans les comptes de gestion, soit :

	Montant	Pourcentage
Communes	*0,725 Md€*	*27,5 %*
EPCI	*0,310 Md€*	*11,8 %*
Bloc communal	1,035 Md€	39,3 %
Départements	1,148 Md€	43,6 %
Régions	0,451 Md€	17,1 %
Total	**2,634 Md€**	**100 %**

L'exonération de contribution au redressement des finances publiques pour les communes nouvelles, dont l'effet a été accordé à celles se créant au-delà du 31 décembre 2015 sous conditions, va mécaniquement augmenter la ponction opérée au détriment des autres communes contributrices.

La contribution des EPCI n'étant pas impactée par ces concentrations territoriales, le montant du prélèvement opéré en 2017 devrait être proche de 50% de celui constaté en 2016.

De plus, à compter de 2017, les communes comme les EPCI auraient dû bénéficier d'un plafonnement de cette contribution au redressement des finances publiques respectivement à 50% de la dotation forfaitaire communale et 50% de la DGF intercommunale, telles qu'issues de la réforme de la DGF. Cependant, cette réforme a été abrogée par la loi de finance 2017.

En parallèle, pour atténuer les impacts sur les collectivités les plus fragiles et soutenir l'investissement local, la loi de finances pour 2017 prévoit plusieurs mesures.

La réforme des dotations de péréquation se poursuit en prolongeant et accentuant les mesures prises les années précédentes :

- La péréquation verticale :
    - Abondement de la péréquation en 2017 :
        - Communes + 360 M € répartie à part égale entre la DSU et la DSR,
        - Départements + 20 M € répartie entre la DPU et DFM.

- L'impact de la péréquation sur la Contribution au Redressement des Finances Publiques (CRFP)
    - Augmentation de la DSU-DSR,
    - Réduction des allocations de compensation,
    - Ecrêtement de la dotation forfaitaire.
- Réforme de la Dotation d'intercommunalité (DI)
    - Revalorisation de la DI moyenne des communautés d'agglomération (CA) de 48,08 € /habitant contre 45,40 €,
    - Extension au Communauté d'Agglomération de la pondération du CIF,
    - Suppression du coefficient de mutualisation des services,

- La péréquation horizontale :
    - Stabilisation du FPIC en 2017 : de 780 millions en 2015, porté à 1 milliard d'euros en 2016 et maintenu à 1 milliard d'euros en 2017 (au lieu des 1,15 milliards prévus initialement). Cependant il est prévu le report du rythme de croisière en 2018.
    - Le gel de l'enveloppe globale du FPIC est justifié essentiellement par l'impossibilité d'évaluer l'impact des fusions d'EPCI sur l'équilibre global du FPIC.
    - Les mécanismes de sortie du reversement du FPIC ont été modifiés afin de prendre en compte le nombre massif de fusions d'EPCI ainsi que l'élargissement de leur périmètre.
    - Les communes qui ont un potentiel financier par habitant (PFI) deux fois supérieur au PFI/habitant moyen des communes de leur territoire sont exclues du reversement FPIC.

- la dotation de soutien à l'investissement local (DSIL)

Elle est maintenue en 2017 pour un montant de 562 M€ constitué de deux enveloppes :

- la 1ère enveloppe répond au financement des pactes métropolitains d'innovation, des projet de territoires ruraux et des grandes priorités d'aménagement du territoire
- la 2ème enveloppe répond au financement des pôles d'équilibre territoriaux et ruraux

- la dotation d'équipement des territoires ruraux (DETR)

Un crédit supplémentaire de 384 M€ permet d'atteindre une enveloppe totale de 1 Md €.

Enfin, diverses autres dispositions de la loi de finances pour 2017 impactent la préparation du budget :

- Majoration des valeurs locatives foncière 0,4 %
- Taxe d'habitation des résidences secondaires
    - Pour les communes éligibles de droit à la TH sur les logements vacants, une majoration est possible de 5% à 60 % (contre 20%), de la part de TH due au titre des logements meublés non affectés à l'habitation principale
        - Cette majoration n'est pas prise en compte pour l'application du vote des taux et est limitée aux taux plafonds nationaux ou départementaux.

- Exonération de la CFE
    - Entreprises de spectacle : dans la limite de 100%, des lieux de diffusion de spectacles vivant, lorsque l'entreprise exerce l'activité d'entrepreneur de spectacles vivants, d'une capacité moyenne d'accueil du public intérieure à 1 500 places
    - Diffuseurs de presse : l'exonération facultative est rendue obligatoire mais compensée par l'Etat
- Exonérations obligatoires et non plus facultatives de 7 ans au titre de la TFPB et de la CFE pour les installations et bâtiments de production de biogaz, d'électricité et de chaleur par méthanisation.

Les obligations législatives pour 2017 issue de la loi NOTRe

A compter du 1er janvier 2017, l'accueil des gens du voyage devient une compétence obligatoire et la compétence en matière de développement économique s'élargit,

- par le transfert des zones d'activités existantes (suppression de l'intérêt communautaire),

- par la mise en place d'actions de développement économique dans le cadre du schéma régional de développement économique, d'innovation et d'internationalisation (SRDEII), d'une politique locale du commerce et de soutien aux activités commerciales d'intérêt communautaire et d' actions en matière de promotion du tourisme.

Autre disposition législative

Il est rappelé, qu'à défaut d'avoir élaborer un pacte financier et fiscal , dans la première année de mise en œuvre du contrat de ville, l'EPCI à fiscalité propre est tenu d'instituer, dans le cadre d'un contrat de ville, une dotation de solidarité communautaire (DSC), dont le montant minimum de l'enveloppe de DSC est fixé par l'article 57 de la loi du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République « NOTRe ».

La DSC est obligatoirement affectée aux communes concernées par les dispositifs du contrat de ville et son montant doit être au minimum fixé à 50 % de la différence entre les produits des impositions mentionnées au I et aux 1 et 2 du I bis de l'article 1609 nonies C du code général des impôts au titre de l'année du versement de la dotation et le produit de ces mêmes impositions constaté l'année précédente.

Le contexte territorial

Il est difficile, à ce jour, d'avoir une visibilité optimale quant à l'environnement financier à court et moyen termes.

Si les évolutions des dotations de l'Etat pour 2017 ont été exposées précédemment, la réforme de la DGF prévue pour 2018 pourrait avoir des conséquences (positives ou négatives) aujourd'hui impossible à évaluer.

Plus encore, les échéances électorales de 2017 pourraient, ce n'est pas à exclure, remettre en cause l'application même de cette réforme.

Par ailleurs, le nouveau SDCI, issu de la loi NOTRe, n'a pas étendu le périmètre de la communauté d'agglomération. Le périmètre de notre agglomération reste notoirement insuffisant pour mener de véritables politiques de développement pertinentes ou pour bénéficier d'une assiette de recettes nécessaires à la construction d'une politique ambitieuse. C'est par exemple le cas de la compétence transport financée par le versement transport.

Une réflexion doit donc s'engager sans attendre sur les enjeux territoriaux prioritaires devant être partagés à l'échelle du Pays Dieppois-Terroir de Caux, seule échelle efficiente pour l'exercice de certaines compétences. Cette réflexion est la suite logique du SCOT qui sera approuvé définitivement cette année.

Les dépenses pérennes de fonctionnement, bien que maîtrisées, vont évoluer à un rythme qui restera plus rapide que les recettes d'exploitation. Dès lors, à l'heure où les dotations de l'Etat se raréfient pour tous, la solidarité territoriale et la mise en commun d'actions et de moyens doivent être une priorité pour le développement de Dieppe-Maritime, sans avoir recours au levier fiscal ménage qui doit être écarté.

Pour rappel, Dieppe-Maritime a perçu, en 2016, une recette de dotation d'intercommunalité de 1 289 473 Euros **soit –361 508 euros** par rapport à 2015 (soit une diminution de l'ordre de **22%**).
Concernant le FPIC, Dieppe-Maritime est contributeur à hauteur de 118 216 euros soit -**250 243 euros** par rapport à 2015.
La perte totale de dotation s'élève donc à **-611 751 euros**.

Par ailleurs, le produit de taxe d'habitation attendu a été amputé d'un montant d'environ 200 000 € compte tenu de la reconduction des exonérations en 2016.

Pour 2017, la collectivité s'attend à une diminution du produit global de ses dotations.

L'EVOLUTION DES CHARGES ET RECETTES DE GESTION

Evolution des chapitres de gestion

Dépenses Hors reports							
Chap	Libellé	2013	2014	2015	2016	Evolution 2015/2016 en montant	Evolution 2015/2016 en %
011	Charges à caractères général	2 243 871,15	2 057 796,55	2 175 136,82	2 224 511,66	49 374,84	2,27%
012	Charges de personnel	2 975 590,76	3 210 401,10	3 380 495,62	3 135 541,86	- 244 953,76	-7,25%
65	Autres charges de gestion courante	3 312 147,01	3 760 523,11	4 270 914,87	4 180 275,65	- 90 639,22	-2,12%
67	Charges exceptionnelles	425 896,71	402 071,87	418 981,38	349 399,08	- 69 582,30	-16,61%
Total		8 957 505,63	9 430 792,63	10 245 528,69	9 889 728,25	- 355 800,44	-3,47%

Recettes Hors reports							
Chap	Libellé	2013	2014	2015	2016	Evolution 2015/2016 en montant	Evolution 2015/2016 en %
70	Produits de services	959 229,75	986 005,39	1 055 617,12	1 146 679,85	91 062,73	8,63%
73	Impôts et Taxe	13 031 184,19	13 101 933,49	13 579 905,84	13 659 297,58	79 391,74	0,58%
74	Dotations	5 914 651,64	6 501 251,59	6 504 034,28	6 247 501,14	- 256 533,14	-3,94%
75	Autres produits de gestion courante	49 873,96	44 728,46	147 741,68	85 137,26	- 62 604,42	-42,37%
77	Produits exceptionnels	28 934,72	18 682,70	78 624,88	58 329,49	- 20 295,39	-25,81%
Total		19 983 874,26	20 652 601,63	21 365 923,80	21 196 945,32	- 168 978,48	-0,79%

Cette évolution montre bien les efforts de gestion réalisés sur 2016 (- 355 800 €), en grande partie sur les dépenses de personnel.

Cependant, dans le même temps, la perte globale des recettes s'élève à un total de 168 978,48 € principalement concentrée sur le chapitre 74.

Pour rappel, la perte de dotation de l'Etat entre 2015 et 2016 s'élève à un montant de 611 751 €. Cette diminution est compensée par l'encaissement exceptionnel de reliquat de subventions européennes concernant le PLIE.

Les recettes de fiscalité entre 2015 et 2016 augmentent que de 0,58%. Compte tenu de l'évolution des bases prévue dans la loi de finances 2016 (1%) ; l'évolution physique est de -0,42%.

	Nouveau total des attributions de compensation provisoires = AC provisoires 2017 (1) voté en décembre 2016	Nouveau total des attributions de compensation provisoires = AC provisoires 2017 tenant compte du DOB DMA	Ecart au bénéfice de la Commune
Ancourt	14 913,85 €	14 913,85 €	0,00 €
Arques-la-Bataille	242 610,23 €	242 610,23 €	0,00 €
Aubermesnil-Beaumais	1 862,00 €	1 862,00 €	0,00 €
Colmesnil-Manneville	-2 102,00 €	-921,00 €	1 181,00 €
Dieppe	5 663 677,16 €	5 663 677,16 €	0,00 €
Grèges	4 549,39 €	4 549,39 €	0,00 €
Hautot-sur-Mer	580 391,24 €	580 391,24 €	0,00 €
Martigny	-10 729,00 €	-10 729,00 €	0,00 €
Martin-Eglise	1 100 333,61 €	1 100 333,61 €	0,00 €
Offranville	751 754,03 €	760 214,03 €	8 460,00 €
Rouxmesnil-Bouteilles	1 242 474,70 €	1 254 564,70 €	12 090,00 €
Saint-Aubin-sur-Scie	117 265,50 €	126 277,50 €	9 012,00 €
Sainte-Marguerite-sur-Mer	7 124,86 €	7 124,86 €	0,00 €
Sauqueville	21 743,52 €	26 873,52 €	5 130,00 €
Tourville-sur-Arques	-4 674,70 €	229,30 €	4 904,00 €
Varengeville-sur-Mer	20 225,59 €	20 225,59 €	0,00 €
TOTAL	9 751 419,98 €	9 792 196,98 €	40 777,00 €

A - EVOLUTION PREVISIONNELLE DES DEPENSES ET DES RECETTES EN FONCTIONNEMENT ET EN INVESTISSEMENT DE 2017 A 2020

Les orientations budgétaires 2017 qui ont été présentées précédemment nécessitent aujourd'hui un réajustement et le recours à un cabinet d'expert dont la mission portera sur l'organisation générale de l'agglomération, afin de diagnostiquer les marges de manœuvre financière de l'Agglomération tant au niveau des mutualisations, de la création de services communs et de transferts qu'au niveau de sa capacité à emprunter pour des investissements d'avenir.

En effet, la prospective ci-après a été réalisée sur la base des éléments connus au jour de son élaboration et sur un scénario au fil de l'eau afin de montrer l'évolution des équilibres financiers de Dieppe-Maritime.

Aussi, il convient de nuancer cette prospective, du fait de la volonté d'adopter en cours d'exercice un budget supplémentaire actant les orientations et réflexions suivantes :

- Participation de Dieppe-Maritime au Transmanche,
- Transfert des contributions communales du SDIS à Dieppe-Maritime,
- Mise en œuvre de mutualisations et création de services communs et/ou mise à disposition de services, après évaluation dans l'intérêt d'une intercommunalité utile aux communes et aux habitants.
- Regroupement des services en termes de locaux pour optimiser les charges de fonctionnement.
- Etude sur la capacité d'emprunt de Dieppe-Maritime pour relancer davantage les investissements sur le territoire,
- Sollicitation de l'EPFN sur l'acquisition de l'ex siège de la CCI pour réduire les coûts de portage immobilier et réaffecter ces crédits initialement prévus pour cette opération,
- Enveloppe de crédits supplémentaires afin d'élaborer un contrat d'agglomération 2017-2020 pour les projets suivants : Programme des piscines, Fronts de Mer, Phare d'Ailly, Relocalisation des équipements sportifs dans le cadre de la reconstitution de la RD75.
- Diminution de 30 % de l'enveloppe globale consacrée aux indemnités des élus,
- Mise en œuvre d'une stratégie d'attractivité économique et touristique (participation à la Solitaire du Figaro, etc.),
- Soutien et développement de l'emploi et de l'économie locale (Alpine, transmanche, etc…).

La prospective du budget principal est la suivante :

RECETTES FONCTIONNEMENT	CA 2016 prévisionnel	2017	2018	2019	2020	Observations
Produit CFE	4 625 498	4 658 141	4 793 227	4 932 231	5 075 265	Revalorisation des bases + 2,9 %
Produit CVAE	2 989 137	3 010 061	3 031 131	3 052 349	3 073 716	Revalorisation des bases + 0,7 %
Produit TASCOM	1 019 459	1 019 459	1 019 459	1 019 459	1 019 459	Pas de revalorisation
Produit IFER	116 881	121 215	125 710	130 371	135 205	Revalorisation des bases + 3,71 %

Sous-total taxes économiques	**8 750 975**	**8 808 876**	**8 969 527**	**9 134 410**	**9 303 645**	
Produit TH	4 281 729	4 350 879	4 470 528	4 593 468	4 719 788	Revalorisation des bases + 2,75 %
Produit TFB	0	0	0	0	0	
Produit TFNB	15 980	16 092	16 205	16 318	16 432	Revalorisation des bases + 0,7 %
Produit TATFNB	65 886	65 886	65 886	65 886	65 886	Pas de revalorisation
Sous-total taxes sur les ménages	**4 363 595**	**4 432 857**	**4 552 619**	**4 675 672**	**4 802 106**	
Produit Taxe sur les paris PMU	51 134	52 157	53 200	54 264	55 349	Revalorisation de + 2 %
Produit compensations exonérations nouveaux régimes	470 161	470 161	470 161	470 161	470 161	Pas de revalorisation
Produit DCRTP	46 468	46 468	46 468	46 468	46 468	Pas de revalorisation
Produit FNGIR	88 375	88 375	88 375	88 375	88 375	Pas de revalorisation
Produit CPS (ex TP)	3 462 324	3 289 208	3 124 747	2 968 510	2 820 085	Revalorisation de - 5 %
Sous-total autres taxes et compensations	**4 118 462**	**3 946 368**	**3 782 951**	**3 627 778**	**3 480 437**	
Produit Dotation d'Intercommunalité	1 289 473	1 082 329	994 792	911 632	832 630	Pour 2017 application de la loi de finances soit perte équivalente à 50 % de celle de N-1
Produit net versement FPIC	-118 216	-118 216	-144 696	-147 590	-150 542	Pour 2017 gel de l'enveloppe au niveau national, donc maintien au niveau de 2016
Sous-total dotations	**1 171 257**	**964 113**	**850 096**	**764 042**	**682 088**	
Produit des subventions PPF	1 058 471	653 333	647 633	710 402	647 633	Ecart lié pour 200 000 € par des encaissements sur 2016 de reliquat de subvention du PLIE sur exercice antérieur
Reliquats recettes anciennes AP	131 069					
Produits divers et autres recettes	1 146 722	1 029 700	1 050 294	1 071 300	1 092 726	Evolution de 2% / an ligne correspondant aux remboursements de salaire, environnement de poste et assurance aux Budgets annexes et satellites
Sous-total autres recettes	**2 336 262**	**1 683 033**	**1 697 927**	**1 781 702**	**1 740 359**	

Amortissement des subventions d'investissement	53 731	285 846	55 105	47 163	37 935	Sur éléments connus au 01.01.2016
Neutralisation des amortissements des subventions d'investissement	489 335	740 193	509 001	505 499	463 734	Forte augmentation en 2017 du fait de nombreux dossiers d'aide à la pierre amortis sur 1 an
Amortissement des subventions d'investissement	0	27 049	28 849	30 649	32 449	Sur les autres opérations
Sous-total amortissement des subventions	**543 066**	**1 053 088**	**592 955**	**583 311**	**534 117**	
Report de 2016	**90 089**					
TOTAL RECETTES FONCTIONNEMENT	**21 373 706**	**20 888 335**	**20 446 074**	**20 566 914**	**20 542 753**	

DEPENSES FONCTIONNEMENT	**CA 2016 prévisionnel**	**2017**	**2018**	**2019**	**2020**	**Observations**
Prélèvement PVA	0	0	0	0	0	
Attributions de compensations (AC) nettes versées aux communes	9 741 227	9 792 197	9 792 197	9 792 197	9 792 197	AC tenant compte de la modification proposée dans le DOB DMA
AC reversées aux budget annexes	264 882	213 912	213 912	213 912	213 912	
Sous-total prélèvements sur recettes	**10 006 109**	**10 006 109**	**10 006 109**	**10 006 109**	**10 006 109**	
Frais de personnel	3 124 265	3 581 462	3 653 091	3 726 153	3 800 676	Evolution de 2% / an à compter de 2017
Charges des instances	210 422	227 000	227 000	227 000	227 000	Stabilité
Charges générales de structure	768 849	920 698	846 344	826 911	826 911	Stabilité sauf résiliation des baux à St Aubin (à compter de 2018)
Charges du PPF	5 518 416	5 697 087	6 044 587	6 419 796	6 640 620	
Reliquats dépenses anciennes AP	63 918					
Enveloppe souple	0	0	0	0	0	
DSC	0	156 537	160 651	164 883	169 235	Obligatoire Contrat de ville enveloppe estimative à minima
Sous-total charges de fonctionnement	**9 685 869**	**10 582 784**	**10 931 673**	**11 364 742**	**11 664 442**	
Intérêts de la dette	91 932	88 293	94 323	89 124	83 352	Hors nouvel emprunt pour financer les programmes d'investissements
Intérêts de la dette		229 827	304 823	334 111	367 962	Sur les emprunts futurs
Sous-total intérêts de la dette	**91 932**	**318 119**	**399 146**	**423 235**	**451 314**	
Dépenses imprévues	**0**	**30 000**	**30 000**	**30 000**	**30 000**	

Dotation aux amortissements obligatoire	873 271	1 066 934	765 384	709 390	624 255	Sur éléments connus au 01.01.2016
Dotation aux amortissements obligatoire			621 634	724 101	817 101	Sur les autres opérations
Sous-total amortissement des dépenses	**873 271**	**1 066 934**	**1 387 018**	**1 433 491**	**1 441 356**	
Report de 2016	**131 775**					
TOTAL DEPENSES FONCTIONNEMENT	**20 788 956**	**22 003 946**	**22 753 946**	**23 257 578**	**23 593 221**	

CAPACITE D'AUTOFINANCEMENT	**584 750**	**-1 115 611**	**-2 307 872**	**-2 690 664**	**-3 050 468**	

DEPENSES INVESTISSEMENT	**CA 2016 prévisionel**	**2017**	**2018**	**2019**	**2020**	**Observations**
Amortissement des subventions d'investissement	53 731	285 846	55 105	47 163	37 935	Sur éléments connus au 01.01.2016
Neutralisation des amortissements des subventions d'investissement	489 335	740 193	509 001	505 499	463 734	
Amortissement des subventions d'investissement	0	27 049	28 849	30 649	32 449	Sur les autres opérations
Sous-total amortissement des subventions	**543 066**	**1 053 088**	**592 955**	**583 311**	**534 117**	
Capital de la dette à rembourser	149 371	197 344	250 788	255 585	260 239	Hors nouvel emprunt pour financer les programmes d'investissements
Capital de la dette à rembourser		305 595	414 147	469 382	533 246	Sur les emprunts futurs
Sous-total capital de la dette à rembourser	**149 371**	**502 939**	**664 936**	**724 967**	**793 485**	
Reliquats dépenses Hors AP	**108 675**					
Dépenses PPA et CA (reliquats)	**558 653**	**261 850**	**6 850**			
Dépenses du PPI	**3 890 410**	**3 672 728**	**1 972 610**	**1 964 985**	**1 924 985**	
Divers et imprévus	**0**	**20 000**	**20 000**	**20 000**	**20 000**	
Restes à réaliser 2016	**4 092 871**					
TOTAL DEPENSES INVESTISSEMENT	**9 343 045**	**5 510 605**	**3 257 350**	**3 293 263**	**3 272 587**	

RECETTES INVESTISSEMENT	**CA 2016 prévisionnel**	**2017**	**2018**	**2019**	**2020**	**Observations**
Amortissement	873 271	1 066 934	765 384	709 390	624 255	Sur éléments connus au 01.01.2017
Amortissement	0		621 634	724 101	817 101	Sur les autres opérations
Sous-total amortissement des dépenses	**873 271**	**1 066 934**	**1 387 018**	**1 433 491**	**1 441 356**	

Reliquats recettes Hors AP	**119 069**					
Recettes PPA et CA (reliquats)	**443 927**					**Dont FCTVA et emprunt 2015**
Recettes du PPI	**357 739**	**702 050**	**506 050**	**245 050**	**265 050**	**Dont FCTVA - Sur la base des sollicitations des services**
Restes à réaliser 2016	**1 772 185**					
TOTAL RECETTES INVESTISSEMENT	**3 566 191**	**1 768 984**	**1 893 068**	**1 678 541**	**1 706 406**	

NET A FINANCER	**-5 192 104**	**-4 857 232**	**-3 672 154**	**-4 305 386**	**-4 616 649**	

RESTE SUR EXCEDENT	**-2 388 964**	**-2 109 304**	**-3 360 508**	**-6 595 894**	**-9 975 543**	

Emprunts PPA et CA	917 000	202 950				
Emprunt PPI	4 219 892	2 218 000	1 070 000	1 237 000	1 299 000	
EMPRUNTS NOUVEAUX	**5 136 892**	**2 420 950**	**1 070 000**	**1 237 000**	**1 299 000**	**11 163 842**

RESTE FINAL SUR EXCEDENT	**2 747 928**	**311 646**	**-2 290 508**	**-5 358 894**	**-8 676 543**	

L'excédent constitué sur 2016 (estimé à 2 747 900 €) permettra de dégager un excédent final, à minima, en 2017 soit environ 311 000 €.

Afin de conserver une capacité d'autofinancement, il convient de rechercher de nouvelles marges de manœuvre pour diminuer l'effet ciseaux et de rendre dynamique notre territoire.

La poursuite de la maîtrise des dépenses doit aboutir à un objectif de stabilité.

Il convient aussi de maîtriser les dépenses des budgets annexes nécessitant une contribution financière du budget principal afin de diminuer autant que possible la subvention d'équilibre.

La mise en place d'une mutualisation des services permettrait d'atténuer les charges de fonctionnement à venir et certains services à la population pourraient être étendus au-delà du périmètre communautaire afin de mutualiser les coûts et de satisfaire la population qui souhaite en bénéficier à l'instar des autorisations du Droit des Sols instruites dans le cadre d'une mutualisation ascendante.

Deux étapes sont indispensables et urgentes pour préserver les équilibres financiers de Dieppe-Maritime et respecter ceux de la ville centre impactée par les charges de centralité :

- L'élaboration d'un pacte financier et fiscal pour fixer des règles claires et communes quant à l'évolution et à la répartition des recettes sur notre territoire, compte tenu des compétences déjà transférées, des investissements attendus qu'ils soient portés par l'agglomération ou soutenus par le biais de fonds de concours.
- Un consensus sur des transferts « gagnants-gagnants » et sur des mutualisations qui sont à envisager sur des services d'administration générale.

B – BUDGET 2017 - PREVISIONNEL DES DEPENSES ET DES RECETTES EN FONCTIONNEMENT ET EN INVESTISSEMENT

I – FONCTIONNEMENT

I- 1 Les recettes de fonctionnement

Les recettes globales 2017 devraient être en retrait par rapport à celles constatées l'année dernière.

Sauf indication, elles ont été estimées sur la base des réalisations de l'exercice 2016 mais il faudra attendre la notification officielle des services de l'Etat pour connaitre précisément le montant de la fiscalité et des dotations.

L'hypothèse retenue est celle d'un maintien des taux de fiscalité à leur niveau depuis 2014. Les éventuels gains sont donc principalement constitués par la revalorisation forfaitaire des bases (0.40%).

- La fiscalité :

  Sur la base des éléments fournis par la loi de finances et par l'application du coefficient de revalorisation forfaitaire aux bases notifiées lors des derniers exercices, il est prévus la revalorisation des bases fiscales suivantes :

  - CFE : + 2,9 %
  - CVAE : + 0,70 %
  - IFER : +3,71 %
  - TH : + 2,75 %
  - TFNB : +0,70 %
  - Taxe PMU : + 2%

Pour rappel les taux de fiscalité de Dieppe-Maritime à ce jour sont les suivants :

- TH : 8,28 %
- TFB : 0%
- TFNB : 1,92%
- CFE : 23,02 %

Pour information la moyenne nationale du taux de CFE pour les communautés d'agglomération est de : 26,78 %.

- Les concours de l'Etat :

  Au niveau de la DGF, la situation va continuer de se dégrader comme prévu lors de la présentation de ce même rapport l'an dernier.

  D'une part, et comme déjà exposé précédemment, l'Etat réduit principalement ses dépenses de fonctionnement en appliquant aux collectivités des diminutions drastiques et cumulatives d'années en années au niveau de la DGF. Pour Dieppe-Maritime, la contribution au redressement des finances publiques se traduit par des pertes estimées comme suit :

	2014	2015	2016	2017	
Baisse 2014	93 904 €	93 904 €	93 904 €	93 904 €	**Total cumulé**
Baisse 2015		229 752 €	229 752 €	229 752 €	
Baisse 2016			229 752 €	229 752 €	
Baisse 2017				114 876 €	
Total annuel	**93 904 €**	**323 656 €**	**553 408 €**	**668 284 €**	**1 639 252 €**

La baisse prévue continue malgré la revalorisation compte tenu de l'incertitude de l'effet de pondération du CFI sur le calcul de la dotation.

S'agissant du FPIC, une projection des montants a été réalisée en fonction des sommes perçues et prélevées en 2016 en tenant compte de :

- l'évolution du montant total du fonds soit un gel de l'enveloppe en 2017;
- de la prise en charge par Dieppe-Maritime de la totalité du prélèvement de la ville de Dieppe en raison de son exonération au titre de son classement à la DSU cible.

Par conséquent il est proposé de maintenir en 2017 l'enveloppe de contribution nette sollicitée en 2016.

- Les autres recettes : il faut distinguer les recettes qui peuvent être considérées :
  - comme la contrepartie d'une action mise en œuvre dans le cadre du Plan pluriannuel de Fonctionnement (PPF), telles qu'exposées ci-après :

	Fonctionnement	Fonctionnement	Fonctionnement	Fonctionnement	
	2017	**2018**	**2019**	**2020**	**Total**
Economie et emploi	321 803,00 €	321 803,00 €	345 803,00 €	321 803,00 €	1 311 212,00 €
Aménagement	- €	- €	- €	- €	- €
Habitat	18 500,00 €	18 500,00 €	18 500,00 €	18 500,00 €	74 000,00 €
SIG					- €
Tourisme	70 300,00 €	70 300,00 €	109 069,00 €	70 300,00 €	319 969,00 €
Station nautique	19 300,00 €	19 300,00 €	19 300,00 €	19 300,00 €	77 200,00 €
Sport	100,00 €	100,00 €	100,00 €	100,00 €	400,00 €
Culture	95 200,00 €	89 500,00 €	89 500,00 €	89 500,00 €	363 700,00 €
Agenda 21 et développement durable	89 130,00 €	89 130,00 €	89 130,00 €	89 130,00 €	356 520,00 €
Environnement	39 000,00 €	39 000,00 €	39 000,00 €	39 000,00 €	156 000,00 €
Total	**653 333,00 €**	**647 633,00 €**	**710 402,00 €**	**647 633,00 €**	**2 659 001,00 €**

  - de celles qui ne peuvent être affectées et qui correspondent principalement au remboursement de charges de personnels, de frais d'environnement de poste et des assurances par les budgets annexes et les syndicats auprès desquels une partie des services de l'agglomération est mutualisée pour (1 029 700 €).

I – 2 Les dépenses de fonctionnement

- Les prélèvements sur recette (10 006 109 €) : il s'agit du premier poste de dépenses d'exploitation de la communauté d'agglomération qui comprend :

- les attributions de compensations à verser (9 792 197 €) : le montant est provisoire dans l'attente de l'estimation par la CLECT des derniers transferts de charges opérés, à savoir :
    - le transfert des zones d'activités communales à vocation économique industrielle et artisanale existantes de moins de 10 hectares depuis le 1er juillet 2014 et celles depuis le 1er/01/2017,
    - le transfert de la gestion des eaux pluviales au 1er janvier 2015 ;
    - les aires d'accueil des gens du voyage.
- les reversements aux budgets annexes des transports, de l'assainissement des sommes prélevées sur les communes via les attributions de compensation (213 912 €) ;

- Les charges de fonctionnement :
    - les dépenses de personnel : Estimées à 3 441 405 € au budget 2016, elles ont représentées une charge de 3 124 265 €. Cette différence est liée au décalage entre les départs et les recrutements pour remplacement ainsi qu'aux postes non remplacés mais qui le seront en 2017. L'année 2017 sera marquée par la mise en œuvre de la réforme des Parcours Professionnels Carrières et Rémunérations (PPCR) de la catégorie A et C. Cela se traduit par une revalorisation des grilles indiciaires pour certains cadres d'emploi et par le transfert primes –points. A cela vient s'ajouter le Glissement Vieillesse Technicité (GVT), l'augmentation du point d'indice de 0.6 % à compter de février 2017, l'augmentation de la cotisation patronale de la CNRACL qui passe de 30.60% à 30.65 % et la prévision financière pour l'accès à l'emploi titulaire des agents contractuels conformément à la loi relative à la déontologie et aux droits et obligations des fonctionnaires.

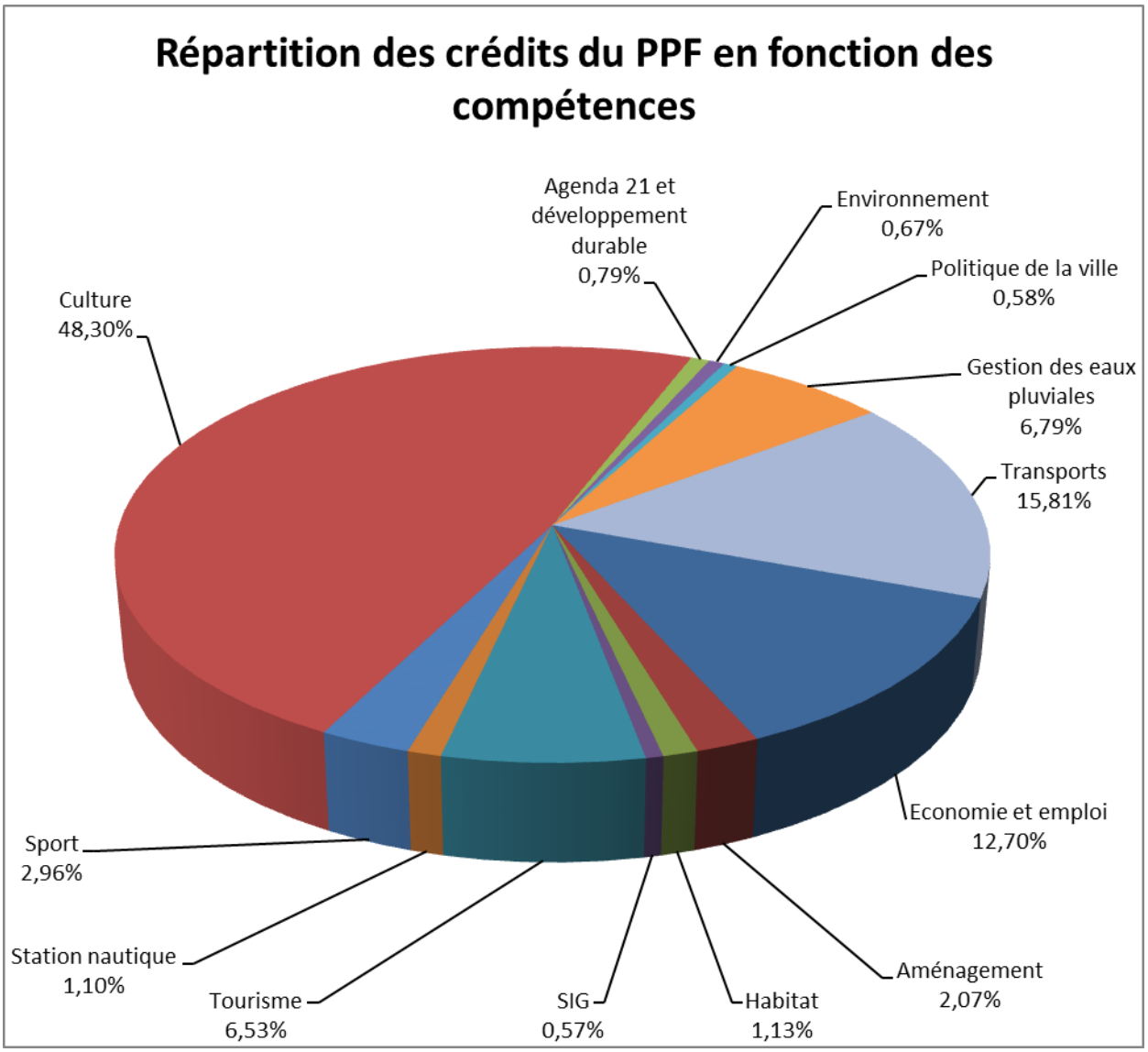
      La première prévision pour 2017 se situera autour de 3 581 462 € (+ 140 057 € (4,07 %) par rapport à 2016 de budget à budget. Il conviendra de la limiter à une hausse de 2%.

    - les charges des instances : (227 000 €) il s'agit des indemnités versées aux élus et des dépenses obligatoires relatives à leur plan de formation;
    - les charges générales de structure : (920 698 €) cela correspond désormais aux seules dépenses exposées pour le fonctionnement de l'agglomération, en dehors de toute action (loyers, assurances, fournitures et fluides), dont il est prévu la stabilité sur la durée du mandat hormis la diminution constatée en 2018 correspondant à la fin des baux de locations de bâtiment administratif substitué par l'hôtel d'Agglomération.
    - la Dotation de Solidarité Communautaire est prévue pour un montant de 156 537 € à destination de la Ville de Dieppe dans le cadre du contrat de ville et sera allouée en fonction du dynamisme des produits fiscaux entre 2016 et 2017.
    - les charges du Plan Pluriannuel de Fonctionnement (PPF) (5 697 087 €) regroupent l'ensemble des actions relevant des compétences de Dieppe-Maritime sur le budget principal et réalisées en direct ou par l'intermédiaire de contributions ou subventions.

Le projet des dépenses du PPF par compétence :

	Fonctionnement	Fonctionnement	Fonctionnement	Fonctionnement	
	2017	**2018**	**2019**	**2020**	**Total**
Economie et emploi	610 170,00 €	805 170,00 €	870 170,00 €	865 170,00 €	3 150 680,00 €
Aménagement	164 500,00 €	95 500,00 €	119 900,00 €	133 700,00 €	513 600,00 €
Habitat	81 300,00 €	66 300,00 €	66 300,00 €	66 300,00 €	280 200,00 €
SIG	35 150,00 €	35 150,00 €	35 150,00 €	35 150,00 €	140 600,00 €
Tourisme	373 500,00 €	364 000,00 €	446 769,00 €	436 000,00 €	1 620 269,00 €
Station nautique	68 000,00 €	68 000,00 €	68 000,00 €	68 000,00 €	272 000,00 €
Sport	180 557,00 €	184 605,00 €	184 605,00 €	184 605,00 €	734 372,00 €
Culture	2 967 800,00 €	2 946 800,00 €	2 989 800,00 €	3 075 800,00 €	11 980 200,00 €
Agenda 21 et développement durable	64 895,00 €	43 945,00 €	43 945,00 €	43 945,00 €	196 730,00 €
Environnement	40 905,00 €	41 405,00 €	41 405,00 €	41 405,00 €	165 120,00 €
Politique de la ville	36 000,00 €	36 000,00 €	36 000,00 €	36 000,00 €	144 000,00 €
Gestion des eaux pluviales	384 310,00 €	407 712,00 €	432 752,00 €	459 545,00 €	1 684 319,00 €
Transports	690 000 €	950 000 €	1 085 000 €	1 195 000,00 €	3 920 000,00 €
Total	**5 697 087 €**	**6 044 587 €**	**6 419 796 €**	**6 640 620 €**	**24 802 090 €**

Sur la période 2017-2020, les dépenses du PPF devraient se répartir de la manière suivante en fonction des compétences :



La maîtrise des dépenses de fonctionnement est d'autant plus importante que Dieppe-Maritime souhaite développer un programme d'investissements plus ambitieux sur son territoire ; ce qui lui impose de retrouver à court terme un niveau d'épargne nette positif.

Il est à souligner la volonté par l'intermédiaire d'un Budget Supplémentaire d'inscrire de nouvelles dépenses de fonctionnement à savoir :

- Participation de l'Agglomération au Transmanche pour un montant de 100 000 €,
- Le réajustement des dépenses de structure des bâtiments administratifs actuels compte tenu du portage par l'EPFN de l'acquisition de l'ex siège de la CCI.

II - **INVESTISSEMENT**

II – 1 Les dépenses d'investissement

Dans la perspective de la présentation d'un Budget supplémentaire les dépenses reposent principalement sur l'exécution des crédits de paiements ouverts dans le cadre des autorisations de programme (AP) approuvées par le conseil communautaire en décembre 2016.

Les principales opérations 2017 concerneront :

- *Pôle Moyen généraux, enveloppe de 1 082 000 € dont 900 000 € affectés au contrat d'agglomération puis répartie comme suit :*
    - *95 000 € pour le service patrimoine à la fois sur la réfection de bâtiment et le remplacement de véhicules thermiques par des véhicules électriques,*
    - *80 000 € pour le renouvellement du parc informatique mais aussi du parc de photocopieurs,*
    - *5 000 € pour de l'outillage,*
    - *2 000 € pour du matériel de communication.*
- *Pôle économie, enveloppe de 709 560 € répartie comme suit :*
    - *439 000 € pour la réhabilitation des voiries des ZAE,*
    - *125 000 € pour l'éclairage public,*
    - *71 000 € pour l'aide à la création et au développement des entreprises,*
    - *44 560 € pour la contribution d'investissement au Syndicat Mixte du Port,*
    - *30 000 € pour la signalétique.*
- *Pôle Habitat, enveloppe de 605 318 € répartie comme suit :*
    - *491 422 € pour les aides accordées dans le cadre du PLH,*
    - *100 000 € pour les aides accordées dans le cadre des aides à la pierre,*
    - *13 896 € pour le solde de l'aide pour la réhabilitation du château Michel.*
- *Pôle aménagement, enveloppe de 495 900 € répartie comme suit :*
    - *391 000 € pour la concession Eurochannel,*
    - *100 000 € pour l'étude base Vallée de l'Arques,*
    - *4 900 € pour la contribution d'investissement au SMPDTC.*
- *Pôle Eaux Pluviales, enveloppe de 360 000 € répartie comme suit :*
    - *60 000 € pour le schéma de gestion des eaux pluviales,*
    - *300 000 € pour des travaux sur les réseaux.*
- *Pour les autres pôles, une l'enveloppe de 419 950 € dont :*
    - *105 000 € pour la culture soit 100 000 € pour le solde des travaux du conservatoire et 5 000 € pour acquisition d'instrument de musique pour l'école de musique,*
    - *100 000 € pour des réfections sur le bâtiment du Stade,*
    - *75 750 € pour terminer le plan de signalétique touristique,*
    - *50 000 € pour la réfection du bâtiment de stockage de matériel d'espaces verts du golf,*
    - *Etc…*

Le projet des dépenses du PPI par compétence :

	Investissement	Investissement	Investissement	Investissement	
	2017	**2018**	**2019**	**2020**	**Total**
Economie et emploi	709 560,00 €	578 560,00 €	630 560,00 €	630 560,00 €	2 549 240,00 €
Aménagement	495 900,00 €				495 900,00 €
Habitat	605 318,00 €	672 250,00 €	928 625,00 €	888 625,00 €	3 094 818,00 €
SIG	4 800,00 €	4 800,00 €	4 800,00 €	4 800,00 €	19 200,00 €
Tourisme	125 750,00 €				125 750,00 €
Station nautique	43 000,00 €	43 000,00 €	43 000,00 €	43 000,00 €	172 000,00 €
Sport	105 400,00 €	290 000,00 €	40 000,00 €	40 000,00 €	475 400,00 €
Culture	105 000,00 €	5 000,00 €	5 000,00 €	5 000,00 €	120 000,00 €
Agenda 21 et développement durable	36 000,00 €	30 000,00 €	30 000,00 €	30 000,00 €	126 000,00 €
Environnement		30 000,00 €			30 000,00 €
Gestion des eaux pluviales	360 000,00 €	200 000,00 €	200 000,00 €	200 000,00 €	960 000,00 €
Moyens généraux	1 082 000,00 €	119 000,00 €	83 000,00 €	83 000,00 €	1 367 000,00 €
Total	**3 672 728,00 €**	**1 972 610,00 €**	**1 964 985,00 €**	**1 924 985,00 €**	**9 535 308,00 €**

Il est à souligner la volonté par l'intermédiaire d'un Budget Supplémentaire d'inscrire de nouvelles dépenses de d'investissement dans le cadre du contrat d'agglomération concernant l'inscription des équipements suivants :

- Sportifs : programme des piscines et relocalisation des équipements sportifs dans le cadre de la réfection de la RD75,
- Touristiques : réaménagement des Fronts de Mer, du Phare d'Ailly.

II – 2 Les recettes d'investissement

Elles suivent les mêmes principes que ceux qui viennent d'être exposés pour les dépenses.

Elles regroupent les subventions et le FCTVA auxquels les investissements réalisés sont éligibles ainsi que les emprunts nouveaux.

Pour 2017, Dieppe Maritime bénéficiera de subvention au titre des Territoires à Energie Positive pour la Croissance Verte (TEPCV) pour l'éclairage public estimée à 40 000 € et l'acquisition de véhicules électriques estimée à 46 000 €.

Le projet de recettes du PPI :

	Investissement	Investissement	Investissement	Investissement	
	2017	**2018**	**2019**	**2020**	**Total**
Economie et emploi	40 000,00 €	- €	- €	- €	40 000,00 €
Habitat	100 000,00 €	100 000,00 €	100 000,00 €	100 000,00 €	400 000,00 €
Station nautique	15 050,00 €	15 050,00 €	15 050,00 €	15 050,00 €	60 200,00 €
Culture	161 000,00 €	161 000,00 €	- €	- €	322 000,00 €
Environnement		18 000,00 €			18 000,00 €
Moyens généraux	46 000,00 €	- €	- €	- €	46 000,00 €
Total	**362 050,00 €**	**294 050,00 €**	**115 050,00 €**	**115 050,00 €**	**886 200,00 €**
FCTVA	**340 000,00 €**	**212 000,00 €**	**130 000,00 €**	**150 000,00 €**	**832 000,00 €**
Emprunts	**2 218 000,00 €**	**1 070 000,00 €**	**1 237 000,00 €**	**1 299 000,00 €**	**5 824 000,00 €**

PREVISIONS BUDGETAIRES 2017 EN INVESTISSEMENT

Résultat net de fonctionnement de l'exercice 2016 reporté **2 747 928 €**

Total du versement à la section d'investissement en 2017 **2 699 251 €**

Propositions d'emploi obligatoires
- Reprises sur subventions 285 846 €
- Neutralisation des amortissements des subventions d'investissement 767 242 €
- Capital de la dette à rembourser 502 939 €

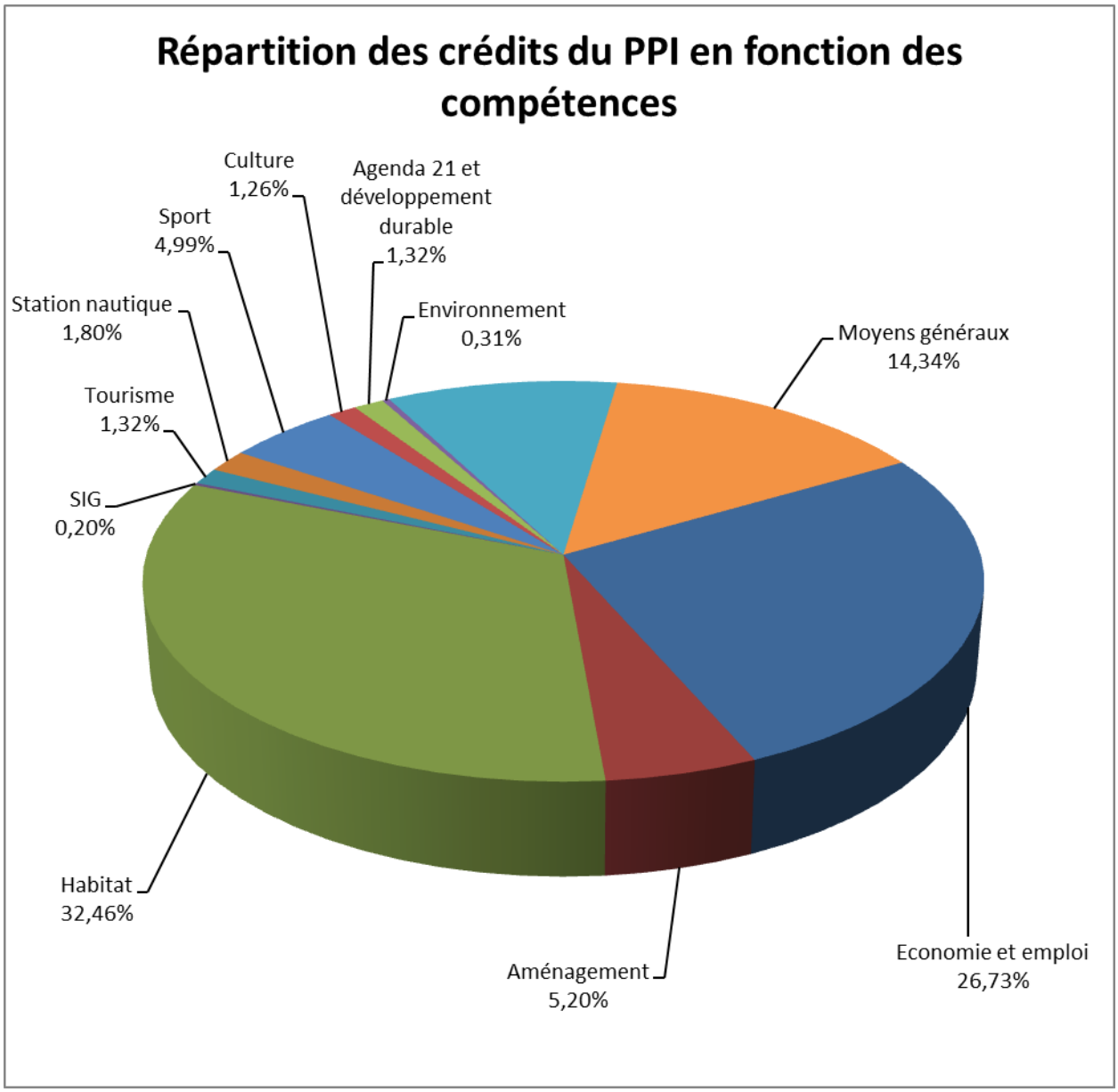
Autofinancement net disponible pour investissement en 2017 **1 143 224 €**

Programme prévisionnel des investissements en 2017 **3 954 578 €**
Réparti comme suit :
- Crédits AP relatifs au Plan Pluriannuel d'Actions (PPA) 261 850 €
- Crédits AP relatifs au Plan Pluriannuel d'Investissement (PPI) 3 672 728 €
- Crédits pour dépenses imprévues 20 000 €

Recettes prévisionnelles d'investissement en 2016 **3 123 000 €**
Réparties comme suit :
- Crédits AP relatifs au Plan Pluriannuel d'Actions (PPA) 0 €
- Crédits AP relatifs au Plan Pluriannuel d'Investissement (PPI) 702 050 €
- Emprunt 2 420 950 €

Montant disponible pour les travaux futurs **311 646 €**

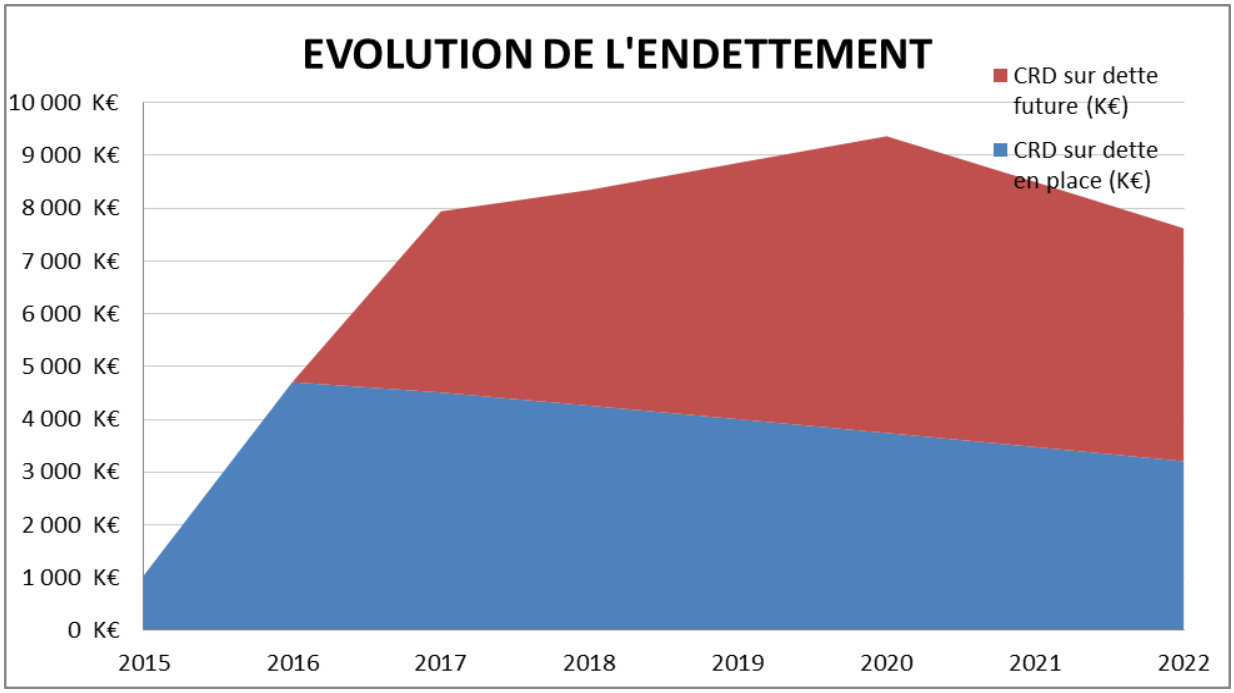
D'ici à 2020, les dépenses du PPI devraient se répartir de la manière suivante en fonction des compétences :



III – GESTION DE L'ENCOURS DE LA DETTE

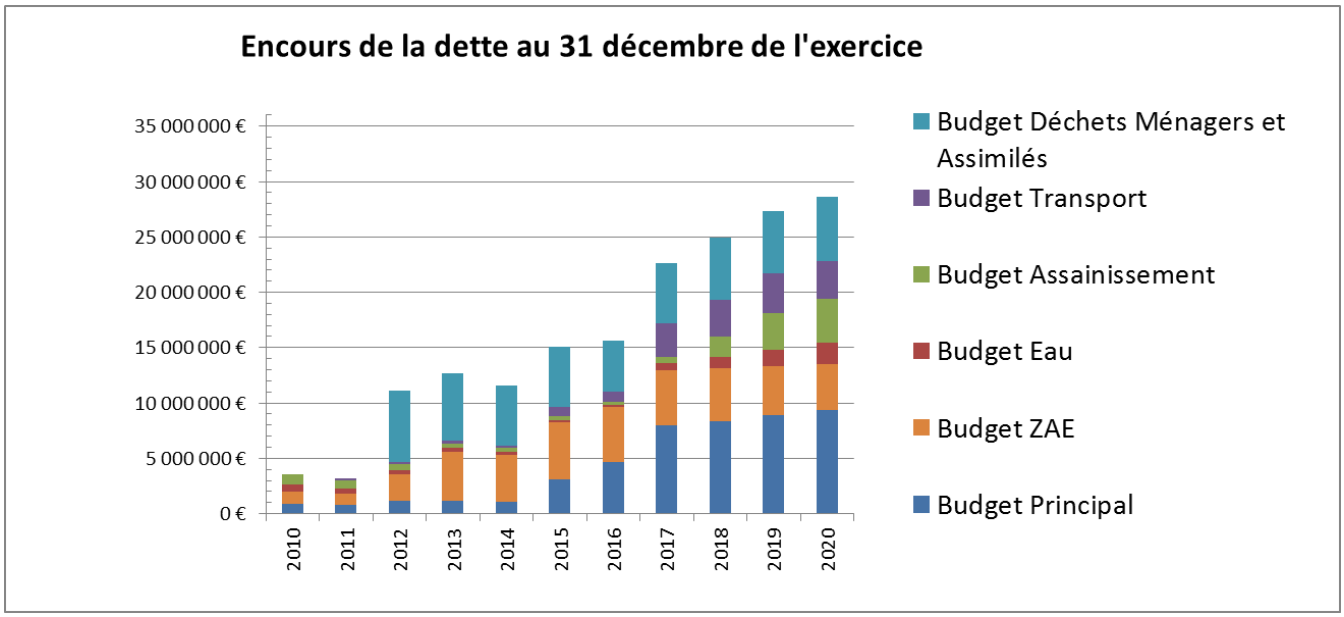
Pour continuer à investir, la collectivité devra recourir à l'emprunt.

Ainsi, le programme d'investissement présenté dans la prospective invite à envisager de contracter de nouveaux emprunts contribuant à porter le capital à rembourser à la fin de chaque exercice comme suit :



Néanmoins, l'absence d'épargne nette risque à court terme de poser des difficultés pour souscrire de tels emprunts, puisqu'en pareil cas, la capacité d'endettement, voire de désendettement est nulle.

L'évolution de l'encours de dette au 31 décembre de l'exercice tenant compte des projections proposées dans les différentes prospectives se présente comme suit :

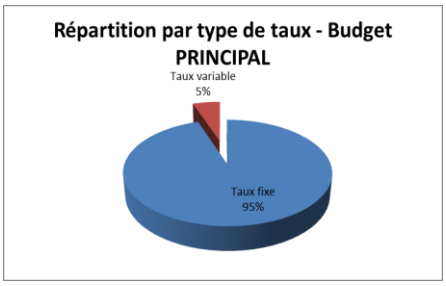


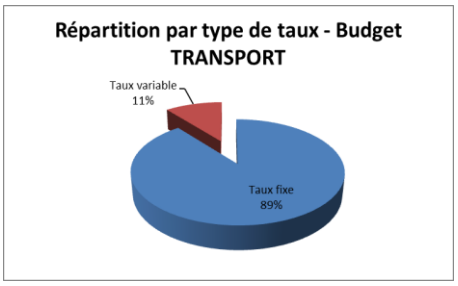
Le capital restant dû au 31 décembre 2016 (tous budgets confondus) se décompose donc comme suit :

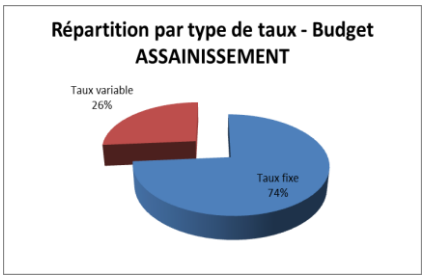
	Encours au 31 décembre 2016	**% au CA 2016**	***% au CA2015 pour mémoire***
Taux fixe	15 190 880,59 €	97,25%	96,89%
Taux variable	428 847,72 €	2,75%	3,11%
Total	**15 619 728,31 €**	**100,00%**	***100,00%***

Une augmentation de la part en taux fixe est constatée car les derniers emprunts mobilisés ont été contractés en taux fixe afin de profiter sur le long terme des conditions avantageuses du marché actuel.

Les budgets comportant une part d'emprunt à taux variable à rembourser sont les suivant :





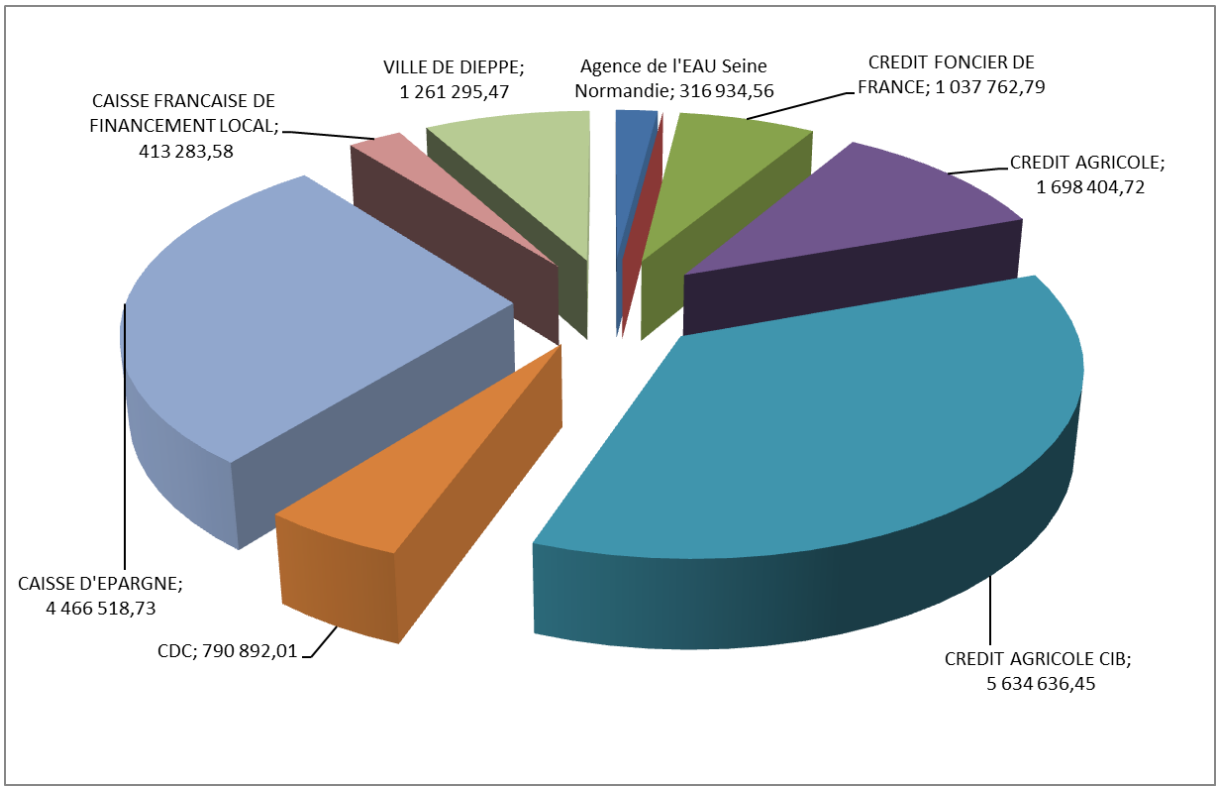


Afin de connaître le degré de risque des emprunts en cours, il est possible de se reporter à la classification établie en cinq niveaux par la charte Gissler, qui figure chaque année en annexe des comptes administratifs de chaque budget.

Il est alors possible d'observer qu'aucun des produits souscrits n'est considéré comme risqué ou « toxique ». Comme l'atteste le tableau de synthèse ci-dessous, l'ensemble de la dette souscrite par Dieppe-Maritime relève de la catégorie « A1 », la moins risquée :

Structure	**Indices sous-jacents**	**(1) Indices zone euro**
(A) Taux fixe simple. Taux variable simple. Echange de taux fixe contre taux variable ou inversement. Echange de taux structuré contre taux variable ou taux fixe (sens unique). Taux variable simple plafonné (cap) ou encadré (tunnel)	**Nombre de produits**	50,00
	% de l'encours	100,00 %
	Montant en euros	15 619 728,31

La répartition sur l'ensemble des budgets de la dette par prêteur s'établit comme suit :



IV – LE PERSONNEL

1. **Structure des effectifs**

- Effectifs

Effectifs sur postes pourvus		postes fonctionnels		A		B		C			totaux	évolution %
				tit	non tit	tit	non tit	tit	non tit	privé		
CA 2011	total	1 DGS, 1DGA	2	8	9	10	5	33		2	69	
CA 2012	total	1 DGS, 1DGA	2	10	8	12	16	91	1	2	142	105,80
CA 2013	total	1 DGS, 2DGA,	3	11	8	11	15	94	6	8	156	9,86
CA 2014	total	1 DGS, 2DGA, 1DGST	4	9	11	12	15	96	7	8	162	3,85
CA 2015	total	2DGA, 1DGST	3	8	10	9	12	99	5	8	154	-4,94
CA 2016	Total	1 DGA 1 DGST	2	10	10	14	14	83	7	13	151*	-1.94

* Dont 1 agent catégorie A en congé spécial

Les effectifs sont en baisse depuis 2015 ; l'année 2016 enregistrant une baisse de presque 2% de l'effectif.

Un poste fonctionnel est devenu vacant en cours d'année.

Les catégories A (y compris les postes fonctionnels) représentent 13.25% de l'effectif,

Les catégories B représentent 18.54% de l'effectif,

Les catégories C représentent 68.21 % de l'effectif.

Soit un taux d'encadrement de 32%.soit environ 1 encadrant pour 2.145 agents d'exécution en moyenne. Ce qui n'est pas très représentatif sachant que les 4 agents de maîtrise du service collecte encadrent près d'une quarantaine d'agents à eux seuls.

- Flux entrées/sorties

ETP au 31/12/N	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016
Flux de sortie							
Départ à la retraite	1,00	0,00	1,00	0,00	0,00	0,00	1,00
Mutation	1,00	0,00	0,00	4,80	1,00	1,00	3,00
Disponibilité, congé parental	0,00	0,00	1,00	1,00	0,00	0,00	2,00
Départ en détachement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0
Fin de détachement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0
Démission	0,00	0,00	1,00	1,08	1,00	1,00	3,00
Fin de contrat, fin période essai	0,00	2,00	2,43	3,00	2,00	1,40	4,00
Décès	0,00	0,00	0,00	1,00	0,00	1,00	0
Licenciement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	2,00	0
Autres cas - révocation	0,00	0,00	0,00	0,00	1,00	0,00	1,00
Total sorties	**2,00**	**2,00**	**5,43**	**10,88**	**5,00**	**6,40**	**14,00**
Flux d'entrée							
Concours	1,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	**0**
Recrutement direct	1,00	1,80	3,80	6,80	0,00	1,00	1,00
Recrutement de contractuels	4,00	5,00	6,96	14,20	6,25	4,40	8,00
Mutation	1,00	3,00	1,00	4,00	0,00	0,00	0
Réintégration	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1,00
Détachement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	**0**
Autres cas- transfert	0,00	1,00	61,16	0,00	0,00	0,00	**0**
Total entrées	**7,00**	**10,80**	**72,92**	**25,00**	**6,25**	**5,40**	**10,00**
Solde entrées – sorties = évolution des effectifs au 31 décembre	**5,00**	**8,80**	**67,49**	**14,12**	**1,25**	**-1,00**	**-4,00**

Alors que le nombre des entrées et des sorties a doublé en 2016, le solde reste négatif.

Des départs marqués prioritairement par des mutations, des démissions et des fins de contrat.

Des recrutements sous contrat : contrats de remplacement, contrat dans l'attente de recrutement d'un fonctionnaire, contrats aidés…

2. **Rémunérations versées en 2016**

Budget concerné	Montant salaires bruts année 2015	Montant salaires bruts année 2016	variation	Montant des charges patronales année 2015	Montant des charges patronales année 2016	variation	Total salaires bruts + ch patronales 2015	Total salaires bruts + ch patronales 2016	variation	
budget principal	2 295 438,39	2 205 663,80	-89 774,59	864 552,48	848 984,85	-15 567,63	3 159 990,87	3 054 648,65	**-105 342,22**	-3,33%
budget transport	76 482,72	62 781,25	-13 701,47	31 890,86	26 701,21	-5 189,65	108 373,58	89 482,46	**-18 891,12**	-17,43%
budget OM	1 505 230,21	1 582 605,67	77 375,46	571 629,45	593 931,26	22 301,81	2 076 859,66	2 176 536,93	**99 677,27**	4,80%
budget OT	221807,07	203 763,25	-18 043,82	92 643,96	85 254,64	-7 389,32	314 451,03	289 017,89	**-25 433,14**	-8,09%
total	**4 098 958,39**	**4 054 813,97**	**-44 144,42**	**1 560 716,75**	**1 554 871,96**	**-5 844,79**	**5 659 675,14**	**5 609 685,93**	**-49 989,21**	-0,88%

Outre les dépenses du service des OM qui augmentent de 4.8% en 2016, l'ensemble des dépenses salariales des autres budgets est en diminution par rapport à 2015. Cela s'explique par les flux d'entrées et de sorties des personnels visés ci-dessus, des décalages entre les départs et les nouveaux recrutements, des postes non remplacés en 2016 mais prévus en 2017.

L'augmentation des frais de personnel du budget 2016 des déchets ménagers est liée au remplacement de la responsable de la régie partie en juillet 2015, à la conclusion de contrat pour faire face aux absences et aux besoins saisonniers.

a. **Traitements indiciaires**

169 agents ont été rémunérés en 2016 pour un traitement indiciaire de 2 927 769.03 €.

b. Régimes indemnitaires

Régime Indemnitaire	Montants versés en 2016
IFTS	60 760,10 €
IAT	210 190,69 €
Prime fin année*	64 906,00 €
IEMP	68 115,20 €
PSRT	40 976,71 €
ISS	117 236,20 €
PFR fonction	108 775,51 €
PFR résultat	77 818,25 €
indemnité régisseurs	730,12 €
TOTAL RI versé en 2016	**749 508,78 €**

* ne concerne que les agents issus du transfert de la ville de Dieppe

Les indemnités visées en vert dans le tableau sont remplacées par le RIFSEEP à compter du 1er janvier 2017.

Au regard du montant des rémunérations globales versées en 2016, soit la somme de 5 609 685.93 €, la structure globale des rémunérations s'établit comme suit :

→ traitement indiciaire : 52.20%,

→ NBI : 0.41%

→ régime indemnitaire : 13.36%

→ Heures supplémentaires, heures de nuit, de jours fériés, de dimanche : 34.03%

A compter du 1er janvier 2017, le nouveau régime indemnitaire RIFSEEP sera mis en place conformément à la délibération du 20 décembre 2016.

c. NBI

Nbr points	nbr agents	cat agents	motifs d'attribution de la NBI en 2016
35 points	2	A	fonctions d'encadrement
25 points	6	A	des missions, des études ou des fonctions comportant des responsabilités particulières, notamment en matière de gestion des ressources humaines, de gestion des achats et des marchés publics, de gestion financière et de contrôle de gestion,
			fonctions d'encadrement
	3	B	technicité particulière notamment en matière de gestion des ressources humaines, de gestion des achats et des marchés publics, de gestion
			fonctions d'encadrement
15 points	2	C	régisseur d'avances et de recettes pour une régie de 3 000 e à 18 000 €
	5		Encadrement de proximité d'une équipe à vocation technique d'au moins 5 agents
10 points	4	C	fonctions d'accueil à titre principal

Le montant versé en 2016 au titre de la NBI s'établit à 23 041 €.

d. Heures normales

Récapitulatif heures normales				
années	nombre	variation		observations
2010	88004,94	nombre	%	
2011	98909,18	10904,24	12,39	renforcement des services transfert SIG+ renforcement, création poste ENS
2012	224078,57	125169,39	126,55	transfert collecte + enseignements artistiques ; renforcement des services
2013	260847,03	36768,46	16,41	OT en régie + transport scolaire, renforcement des services
2014	272899,21	12052,18	4,62	renforcement des services par des vacataires, remplacements,
2015	268612,03	-4287,18	-1,57	des départs et des recrutements tardifs
2016	266154,29	-2457,74	-0,91	des départs et des recrutements tardifs

e. Heures supplémentaires rémunérées

Récapitulatif heures supplémentaires				
années	nombre	variation		observations
2010	2433,1	nombre	%	
2011	2566,58	133,48	5,49	les heures sup correspondent aux accords sur salaire, la variation est due aux nouveaux recrutements.
2012	4800,46	2233,88	87,04	Seulement 5 saisonniers recrutés pour la collecte au lieu de 10 habituellement, les agents ont dû faire des heures sup pour faire face à l'absentéisme pendant la période d'été principalement.
2013	5186,91	386,45	8,05	ouverture et fermeture gare routière + gens du voyage
2014	4958,45	-228,46	-4,4	Meilleure maitrise des HS à l'OT - recrutement Directeur au service de la collecte en février - recrutement emplois jeunes
2015	4767,16	-191,29	-3,86	Meilleure maîtrise des HS
2016	4671	-96,16	-2,02	Maîtrise des HS

f. Avantages en nature

Seul, le gardien du stade bénéficie d'un logement de fonction par nécessité de service.

6 agents bénéficient d'un véhicule avec remisage à domicile : Directeur du Patrimoine, technicien patrimoine voirie, directeur pôle déchets, responsable informatique, technicien ENS, responsable développement économique,

3. Durée effective du travail

a. Temps de travail

Services administratifs : 39 heures hebdomadaires + 15J ARTT

Services stade : Les agents effectuent 44 heures par semaine en été et 35 heures en hiver soit une moyenne sur l'année de 39 heures/semaine + 15 jours d'ARTT.

Service collecte :

- Les agents de collecte travaillent sur un cycle de 6 semaines pour 206 heures de travail.
- Les agents de maîtrise travaillent sur un cycle de travail de 4 semaines pour 136 heures.
- Les agents de gardiennage travaillent sur un cycle de 4 semaines pour 140 heures.
- Les agents affectés au ménage de la collecte effectuent 35 heures par semaine.

Office du Tourisme : 35 heures hebdomadaires. Les horaires d'ouverture de l'Office du Tourisme constituent l'amplitude du cycle de travail des agents.

b. Absentéisme

années	**Effectif ETP**	**Nombre de jours d'absence**			**Taux d'absentéisme** sur la base de 221 jours ouvrés	
		Titulaires	**Non titulaires**	**Total**	**Taux d'absentéisme**	**évolution**
2014	136.8	4 442 jours	336.5 jours	4 778.5 jours	14.96%	----------
2015	132.8	5 465 jours	564 jours	6 029 jours	19.95%	+ 4.99
2016	150.3	6 150.5 jours	437 jours	6 677.5 jours	19.35%	- 0.6

Même si le taux d'absentéisme marque un fléchissement en 2016, ce n'est pas dû à une baisse de l'absentéisme puisque le nombre de jours d'absence a augmenté de 648.5 jours, mais à un calcul mathématique lié à l'augmentation de l'effectif qui est passé de 132.8 ETP en 2015 à 150.3 ETP en 2016.

Le coût global de l'absentéisme en 2016 représente 30 Equivalents Taux Plein (ETP) soit un montant d'environ 988 600 €. Il était estimé à 888 048 € en 2015.

L'augmentation des jours d'absence de 2016 (648,5) représente presque l'équivalent de 3 ETP.

	2014			**2015**			**2016**		
	statutaires	non statutaires	total	statutaires	non statutaires	total	statutaires	non statutaires	total
Maladie dont :	3436,0 jours	250,0 jours	3686,0 jours	4261,0 jours	321,0 jours	4582,0 jours	4711,0 jours	269,0 jours	4980,0 jours
Maladie ordinaire	*2031,0 jours*	*250,0 jours*	*2281,0 jours*	*2521,0 jours*	*321,0 jours*	2842,0 jours	2029,0 jours	269,0 jours	2298,0 jours
LM, MLD et grave maladie	*1405,0 jours*	*0,0 jours*	*1405,0 jours*	*1740,0 jours*	*0,0 jours*	1740,0 jours	2682,0 jours	0,0 jours	2682,0 jours
Accidents du travail	455,0 jours	32,0 jours	487,0 jours	672,0 jours	221,0 jours	893,0 jours	622,0 jours	76,0 jours	698,0 jours
Maternité, paternité, adoption	311,0 jours	36,0 jours	347,0 jours	357,0 jours	22,0 jours	379,0 jours	617,0 jours	132,0 jours	749,0 jours
Autres formes absences (décès, mariages,…)	161,0 jours	18,5 jours	179,5 jours	175,0 jours	0,0 jours	175,0 jours	190,5 jours	60,0 jours	250,5 jours
Total jours d'absence	4442,0 jours	336,5 jours	**4778,5 jours**	**5465,0 jours**	**564,0 jours**	**6029,0 jours**	**6140,5 jours**	**537,0 jours**	**6677,5 jours**
Total effectif équivalents temps plein	109,4 etp	27,3 etp	**136,7 etp**	109,0 etp	23,8 etp	**132,8 etp**	109,9 etp	40,4 etp	**150,3 etp**
Nombre de jours ouvrés	221	221	221	221	221	221	221	221	221
nombre de jours ouvrés total	24177,4	6033,3	30210,7	24089	5259,8	29348,8	24283,48	8917,35	33216,3
Taux d'absentéisme	17,38%	5,27%	**14,96%**	21,96%	10,72%	**19,95%**	24,50%	5,35%	**19,35%**

Répartition par budget	Budget principal (70 agents)		budget OM (71 agents)		Budget OT (7 agents)		Budget transport (2 agents)		budget eau/assainissement (7 agents)	
nombre de jours	1719,5		4321		308		16		39	
% par rapport à 6677,5 jours	26,85%		64,71%		4,61%		0,24%		0,58%	
Maladie ordinaire	499	29,02%	1593 jours	36,87%	167 jours	54,22%	8 jours	50%	31 jours	79,49%
LM, MLD et grave maladie	365	21,23%	2043 jours	47,28%						
Accidents du travail	47	2,73%	651 jours	15,07%						
Maternité, paternité, adoption	628	36,52%			121 jours	39,29%				
Autres formes absences (décès, mariages,…)	180, 50	10,49%	34 jours	0,79%	20 jours	6,49%	8 jours	50%	8 jours	20,51%

Le service collecte a le plus grand nombre d'absences car il est le seul service technique de l'agglo où les agents sont soumis à une pénibilité du travail et à une usure physique prématurée Ce qui explique ce fort taux d'absentéisme.

NOTE EXPLICATIVE DE SYNTHÈSE

FINANCES

Objet : Débat d'Orientations Budgétaires pour 2017 – Budget annexe des Transports (prospective budgétaire 2017-2021 annexée).

Le budget annexe des transports regroupe les crédits afférents :

- au transport urbain : le réseau est exploité par la STUD dans le cadre d'une délégation de service public (DSP) en vigueur jusqu'au 31 décembre 2018 ;
- au transport scolaire : géré à la fois dans le cadre de la DSP pour le secteur desservi par le réseau urbain, d'une mutualisation avec le Département de la Seine Maritime pour les lignes pénétrantes et de marchés publics pluriannuels pour les circuits internes au territoire de l'agglomération.

Ce budget présente un besoin de financement depuis 2009 qui nécessite une participation du budget principal importante chaque année. Elle s'élèvera à près de 684 000 € cette année en diminution par rapport à 2015 (900 000 €) et 2016 (860 000 €). La prospective jointe laisse clairement entrevoir que cette participation n'ira pas en diminution du fait des emprunts nouveaux et des dotations aux amortissements plus élevés compte tenu des travaux à réaliser pour la mise aux normes des arrêts de bus et l'extension du dépôt.

A noter que le changement de nomenclature comptable imposé par l'Etat aura un impact sur le résultat 2016 et sur les crédits ouverts en 2017. Par souci de lisibilité du DOB, cet élément est exclu de la prospective. Cet ajustement technique empêche toutes écritures de fin d'exercice relatives aux rattachements, reports et restes à réaliser. Par conséquent, le résultat sera majoré d'autant afin de couvrir les ouvertures de crédits pour les écritures non réalisées sur 2016.

Au fil de l'eau, trois éléments impactent particulièrement la prospective par rapport à celle présentée en 2016 :

- Le premier concerne les recettes de fonctionnement :

La prévision de recette du Versement Transport (VT), perçue par les URSAFF régionales et reversées par une instance nationale (l'ACOSS) dans le respect du secret fiscal, s'avère toujours délicate dans un contexte difficile au niveau de l'emploi.

Par prudence, il est proposé de retenir le montant de recette enregistré en 2016.

Il convient de rappeler que cette recette a été impactée par l'application de l'article 15 IV de la loi de finances pour 2016 relevant le seuil d'assujettissement des entreprises au VT de 9 à 11 salariés dès le 1er janvier 2016.

L'article 15 VI de cette même loi, prévoit un principe de compensation par l'Etat de la perte de recette par les collectivités.

Le GART estime que cette compensation représente 2 à 3 % des recettes de VT des collectivités, soit une estimation de 80 000 €.

Cependant, à ce jour, nous n'avons reçu aucune notification de l'Etat. De plus en l'absence de précisions, le caractère pérenne de cette compensation reste aléatoire.

Les autres recettes demeurent conformes aux prévisions présentées lors de ce même débat l'année passée.

- Un second élément concerne les dépenses de fonctionnement du transport urbain :

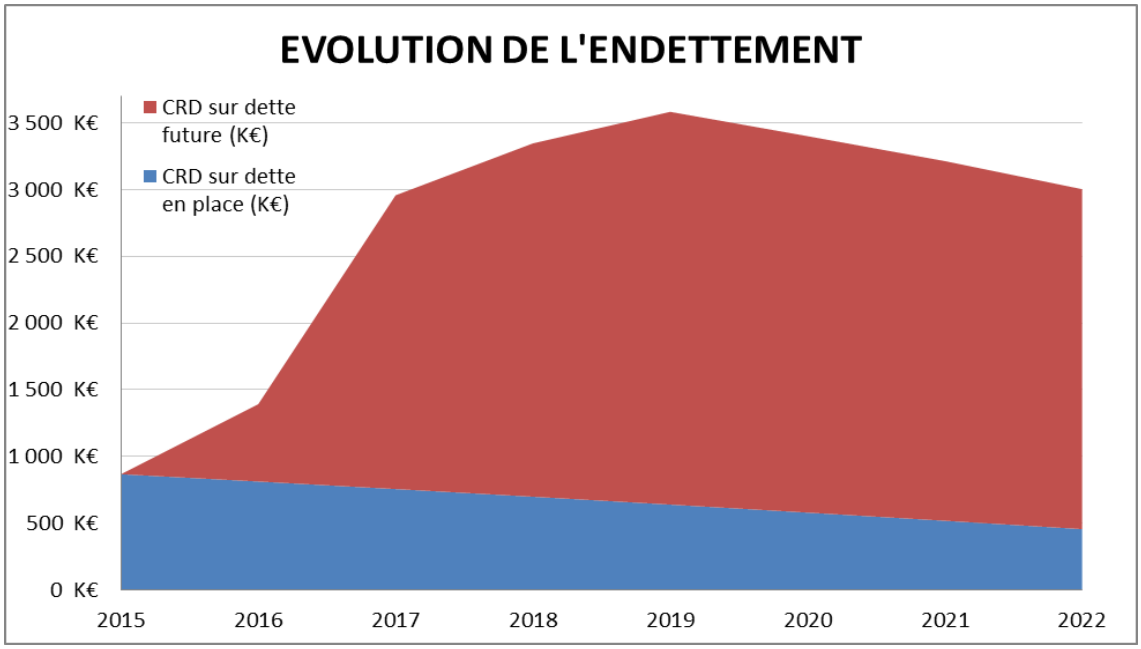
L'objectif d'optimisation du réseau, objet de l'avenant 21 adopté en 2016, permet de dégager les économies (estimées en valeur 2010) suivantes et déjà inclues dans la prospective soit 208 119 € en 2017 et 266 118 € en 2018.

- Le dernier élément impactant la prospective concerne le programme de travaux :

Le calendrier des travaux de mises aux normes des arrêts PMR arrêté dans le SDA Ad'AP impose la réalisation des travaux sous trois ans à hauteur de plus d'1,5 millions d'euros, alors que les prévisions antérieures prévoyaient un étalement de ces travaux sur 10 ans.

En outre, les études et travaux de mise aux normes de sécurité, du Code du travail et d'accessibilité du dépôt s'avèrent onéreux (+ 1 210 000 € environ).

Le financement par l'emprunt de ces investissements et leurs surcoûts non programmés jusqu'à présent contribuera à accentuer les frais financiers pesant sur ce budget.



	Réalisations			Prévisionnel
Recettes	**2014**	**2015**	**2016***	**2017**
Versement Transport (VT)	2 739 873 €	2 876 537 €	2 772 600 €	2 770 000 €
Compensation des pertes de VT			80 000 €	80 000 €
DGD	100 011 €	100 011 €	100 011 €	100 011 €
Compensation des gratuités	160 507 €	140 618 €	147 067 €	140 000 €
Recettes liées à la gare routière	84 058 €	84 057 €	83 160 €	80 000 €
Rec. diverses transports urbains	258 122 €	6 804 €	45 679 €	2 500 €
Rec. budget principal transp. urb.	246 000 €	900 000 €	715 000 €	573 475 €
Reversement AC transp. scolaires	105 940 €	105 940 €	105 940 €	105 940 €
Rec. diverses transports scolaires	631 581 €	1 018 624 €	843 339 €	741 224 €
Rec. budget principal transp. sco.	104 000 €	0 €	145 000 €	110 525 €
Reprises sur subventions	25 404 €	25 404 €	41 671 €	42 000 €
Excédent antérieur net reporté			60 738 €	136 294 €
Total	**4 455 496 €**	**5 257 996 €**	**5 140 205 €**	**4 881 969 €**

	Réalisations			Prévisionnel
Dépenses	**2014**	**2015**	**2016***	**2017**
Déficit antérieur net reporté		86 411 €		
Rétribution du délégataire	3 337 799 €	3 265 353 €	3 271 067 €	3 232 800 €
Etudes transports urbains/scolaire	0 €	0 €	95 705 €	0 €
Autres dépenses transp. urbains	372 873 €	376 235 €	371 583 €	413 974 €
Annulations de titre sur ex ant		286 818 €		
Transports scolaires	995 416 €	1 018 497 €	1 045 803 €	957 689 €
Intérêts de la dette	5 557 €	5 706 €	18 691 €	26 803 €
Dépenses imprévues	0 €	0 €	0 €	20 703 €
Total	**4 711 644 €**	**5 039 020 €**	**4 802 849 €**	**4 651 969 €**

* Estimation du futur compte administratif

Total du versement à la section d'investissement en 2017 **230 000 €**

Propositions d'emploi obligatoires

- Reprises sur subventions 42 000 €
- Capital de la dette à rembourser 81 203 €

Autofinancement net disponible pour investissement en 2017 **106 797 €**

Excédent final reporté de l'exercice 2016 (net des reports) **144 009 €**

Programme prévisionnel des investissements en 2017 **1 896 900 €**
Réparti comme suit :

- Travaux d'aménagement et d'extension du bâtiment du dépôt de bus 1 210 000 €
- Travaux de mise aux normes des arrêts PMR 573 000 €

- Travaux de voirie (route de Pourville) 75 000 €
- Installation de poteaux d'arrêts et signalétique 18 800 €
- Travaux sécurisation Gare routière 5 000 €
- Caution Gare Routière 100 €
- Crédits pour dépenses imprévues 15 000 €

Recettes prévisionnelles d'investissement en 2017 1 647 000 €
Réparties comme suit :
- Emprunt 1 647 000 €
- Subventions prévisionnelles 0 €

Montant disponible pour les travaux futurs 906 €

TRANSPORTS 2017 - 2021

	A	D	E	F	G	H	I	J
1	**RECETTES FONCTIONNEMENT**	**CA 2016 prévisionnel**	**2017**	**2018**	**2019**	**2020**	**2021**	**Observations**
2	Versement transport	2 772 600	2 770 000	2 770 000	2 770 000	2 770 000	2 770 000	Estimation précédente sur base des recettes constatées fin 2015, et prise en compte de la modification de la loi de finance 2016
3	Compensation Versement transport par l'état	80 000	80 000	80 000	80 000	80 000	80 000	Relèvement sur l'assujettisement au VT à compter de 11 salairiés (loi de Finance 2016). Perte de près 3 % de VT compensée par l'état (modalités pour 2016 à préciser)
4	DGD	100 011	100 011	101 011	102 021	103 041	104 072	Gel annoncé par l'Etat jusqu'en 2017, puis évolution 1% par an
5	Compensation Dieppe et Rouxmesnil Bouteilles gratuité transport personnes âgées	147 067	140 000	140 000	140 000	140 000	140 000	Stabilité sur base recettes 2015
6	Participations au titre de l'occupation de la gare routière	83 160	80 000	81 600	83 232	84 897	86 595	Participation forfaitaire du Département fixée contractuellement en 2014 puis indexée (estimation évolution de 2%/an) + redevance pour les transporteurs de voyageurs (loi Macron)
8	Autres recettes diverses liées aux transports urbains	2 500	2 500	2 500	2 500	2 500	2 500	Participation DFDS à la navette reliant le centre ville au Transmanche. Aucune certitude au-delà de 2017.
9	Compensation transports scolaires par reversement du budget principal	105 940	105 940	105 940	105 940	105 940	105 940	Reversement du prélèvement sur attributions de compensation
10	Participation directe des familles ou par l'intermédiaire d'un syndicat au financement du	161 915	62 000	62 000	62 000	62 000	62 000	Attention 161 915 € recette exceptionnelle liée au refacturation des OTC de second rang
11	Autres recettes diverses liées au transport scolaire	679 224	679 224	679 224	679 224	679 224	679 224	Compensation financière à verser par le Département, non indexée
12	Divers scolaire	2 200						
13	Divers urbain	43 179						
14	Excédent de fonctionnement reporté	60 738	136 294	0	0	0	0	
15	Amortissement des subventions d'investissement	41 671	42 000	42 750	43 457	43 886	43 886	
16	**TOTAL Recettes de l'exercice**	**4 280 206**	**4 197 969**	**4 065 025**	**4 068 374**	**4 071 488**	**4 074 216**	
17	Participation du budget principal au transport scolaire	145 000	110 525	132 073	154 106	176 634	199 670	
18	Participation du budget principal à l'exploitation des transports urbains	715 000	573 475	810 789	918 894	1 010 855	1 075 698	
19	Participation du budget principal au financement de l'investissement							
20	Excédent d'investissement capitalisé repris en section de fonctionnement	0	0	0	7 713	0	0	
23	**TOTAL GENERAL DES RECETTES**	**5 140 206**	**4 881 969**	**5 007 887**	**5 149 086**	**5 258 977**	**5 349 584**	
24								
25	**DEPENSES FONCTIONNEMENT**	**CA 2016 prévisionnel**	**2017**	**2018**	**2019**	**2020**	**2021**	**Observations**
26	Déficit de fonctionnement reporté							
27	Rétribution du délégataire - Lignes régulières	2 917 803	2 889 200	2 844 500	2 908 502	2 973 943	2 973 943	Suite avenant n° 21 - Evolution sur la base du contrat avec indexation de 2,25% par an.
28	Rétribution du délégataire - TAD	205 102	203 000	205 556	208 640	211 769	211 769	Suite avenant n° 17 - Evolution sur la base du contrat avec indexation de 1,5% par an.
30	Taxe sur les salaires et CET remboursées au délégataire	107 642	110 000	112 200	114 444	116 733	119 068	Suite avenant n° 3 - Evolution sur la base du contrat avec indexation de 2% par an.
31	Compensation des recettes non réalisées sur la vente des espaces publicitaire	10 520	10 600	10 520	10 520	10 520	10 520	
34	Bonus qualité	30 000	20 000	20 000	20 000	20 000	20 000	Montant maximum pouvant être versé. Modif avec avenant 21
36	Participation versée au Département pour mutualisation de certaines lignes scolaires ouvertes à la clientèle commerciale	68 918	67 000	68 508	70 049	71 625	73 237	Evolution de 2,25% par an
38	Surcoût lié à la mise en œuvre d'Atoumod (réseautique et billétique)	31 937	45 000	45 900	46 818	47 754	48 709	Portage par Dieppe-Maritime sur le 1er trimestre 2016 puis transfert au Syndicat Mixte de l'Intermodalité des Transports en Haute Normadie, puis évolution de 2% par an
39	Autres dépenses de gestion (dont navettes Transmanche, gare routière, salaires, adhésions ...)	270 729	301 974	308 013	314 173	320 457	326 866	Evolution 2% par an
40	Etudes liées aux transports urbains	80 705						AMO pour définition du périmèetre et du mode de gestion des services de transport urbains la DSP arrivant à échéance le 31 décembre 2018
41	Etudes liées au transport scolaire	15 000						AMO pour renouvellement des marchés de transport scolaire arrivant à échéance le 31 juillet 2017
42	Transports scolaires	1 045 803	957 689	979 237	1 001 270	1 023 798	1 046 834	Baisse explique en 2017 par la diminution des enfants mutualisé avec le département Evolution de 2,25% par an
44	Annulation de titre sur exercice antérieur (urbains)							
45	Intérêt des emprunts	18 691	17 523	16 235	14 916	13 570	73 604	
46	Intérêt des nouveaux emprunts		9 280	66 528	82 635	93 460	89 685	Augmentation liée au financement des investissements réalisés
47	Dotation aux amortissements obligatoires	201 063	230 000	310 691	337 119	335 348	335 349	Augmentation liée aux amortissements des investissements réalisés
48	Dépenses imprévues		20 703	20 000	20 000	20 000	20 000	
49	Reports 2015							
50	**TOTAL**	**5 003 912**	**4 881 969**	**5 007 887**	**5 149 086**	**5 258 977**	**5 349 584**	
51								
53								
54	**SOLDE FONCTIONNEMENT**	**136 294**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	
55								
56								

TRANSPORTS 2017 - 2021

	A	D	E	F	G	H	I	J
62								
63	**RECETTES INVESTISSEMENT**	**CA 2016 prévisionnel**	**2017**	**2018**	**2019**	**2020**	**2021**	**Observations**
64	Excédent d'investissement reporté exercice antérieur	18 224	144 009	907	7 713	5 118	89 459	
65	Dotation aux amortissements	201 063	230 000	310 691	337 119	335 348	335 349	
66	Subventions schéma directeur							
67	Subventions Billétique							
68	Subventions arrêts PMR	47 571						
70	Divers							
73	Emprunts nouveau		1 647 000	530 000	400 000			Pour financer le programme de travaux
74	Reste à réaliser 2015	580 000						
75	**TOTAL**	**846 858**	**2 021 009**	**841 598**	**744 832**	**340 466**	**424 808**	
76								
77	**DEPENSES INVESTISSEMENT**	**CA 2016 prévisionnel**	**2017**	**2018**	**2019**	**2020**	**2021**	**Observations**
78	Schéma directeur d'accessibilité	9 650						
79	Actualisation du PDU			125 000				Nécessité d'atendre les résultats, du volet mobilité du SCOT au niveau du PETR
80	Mise aux normes des arrêts PMR	192 879	573 000	500 000	500 000			Planification financière conforme au SDA Adapt
82	Etude Schéma Directeur Cyclable							
83	Fonds de concours VDD		75 000					Travaux effectués suite fermeture route de Pourville aux véhicules lourds
84	Matériel billétique pour la ligne n° 4							
85	Travaux réfection voiries et extension du dépôt	8 637	1 223 800					2ème phase de réhabilitation concernant le dépôt
86	Travaux sécurisation gare routière	3 515	5 000					
88	Implantation d'abribus et poteaux d'arrêt		5 000	10 000	10 000	10 000	10 000	
89	Capital des emprunts	55 203	56 366	57 559	58 781	60 035	13 570	
90	Capital des emprunts nouveaux		24 836	83 474	104 657	121 977	125 752	
91	Caution gare routière		100	103	106	109	113	
92	Excédent d'investissement capitalisé en réserve				7 713			Reprise de l'excédent d'investissement en section de fonctionnement après 2 exercices consécutifs positifs
93	Crédits pour dépenses imprévues		15 000	15 000	15 000	15 000	15 000	
94	Amortissement des subventions d'investissement	41 671	42 000	42 750	43 457	43 886	43 886	
95	Reste a réaliser 2015	391 294						
96	**Total des dépenses d'investissement**	**702 849**	**2 020 103**	**833 885**	**739 714**	**251 007**	**208 319**	
97								
98	**Résultat de l'investissement sur l'exercice**	**144 009**	**907**	**7 713**	**5 118**	**89 459**	**216 489**	
99								
100	**Autofinancement disponible**	**136 294**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	
101								
102	**Reste sur excédent**	**280 303**	**907**	**7 713**	**5 118**	**89 459**	**216 489**	
103								
104	**RAPPEL DU MONTANT TOTAL DE PARTICPATION DU BUDGET PRINCIPAL**	**860 000**	**684 000**	**942 862**	**1 073 000**	**1 187 489**	**1 275 368**	**Total à financer par budget principal**

NOTE EXPLICATIVE DE SYNTHÈSE

FINANCES

Objet : Débat d'Orientations Budgétaires pour 2017 - Budgets principal et annexe de la Régie « Office de Tourisme Dieppe-Maritime » (prospective budgétaire 2017-2020 annexée).

Les comptes de la régie Office de Tourisme Dieppe-Maritime sont retracés au sein de deux budgets :

- Le budget principal de la régie à proprement parler qui contient les dépenses et les recettes en lien avec l'activité touristique et administrative de ce service ;
- Le budget annexe « commercialisation de produits touristiques et dérivés » qui comprend les dépenses et les recettes relevant de l'activité commerciale de ce service.

1) Budget annexe « commercialisation de produits touristiques et dérivés »

La commercialisation des espaces publicitaires, qui est externalisée auprès d'un prestataire dont la rémunération est calculée proportionnellement aux ventes, devrait rester globalement stable en l'absence de nouveaux supports de communication confectionnés par l'Office de Tourisme.

L'objectif est de développer le service en amplifiant la promotion et la commercialisation des produits touristiques.

Résultat final reporté de l'exercice 2016 du budget annexe 36 604 €

	Réalisations			Prévisionnel
Recettes	**2014**	**2015**	**2016***	**2017**
Vente de produits par la boutique	54 962 €	43 166 €	42 546 €	43 000 €
Vente de produits touristiques	17 054 €	43 607 €	30 648 €	45 800 €
Vente d'espaces publicitaires	671 €	11 270 €	7 195 €	10 000 €
Partenariats	35 839 €	35 732 €	31 919 €	34 700 €
Autres recettes	0 €	816 €	990 €	1 000 €
Total	**108 526 €**	**134 591 €**	**113 297 €**	**134 500 €**

	Prévisionnel			Prévisionnel
Dépenses	**2014**	**2015**	**2016***	**2017**
Achats de produits	43 887 €	29 269 €	35 351 €	34 100 €
Achats de prestations	15 595 €	55 475 €	26 758 €	39 850 €
Constitution de doc. publicitaires	11 769 €	1 041 €	20 810 €	27 000 €
Autres dépenses diverses	10 661 €	11 024 €	10 138 €	20 100 €
Reversement d'excédent	60 000 €	60 000 €	61 000 €	43 000 €
Dépenses imprévues	0 €	0 €	0 €	9 054 €
Total	**141 912 €**	**156 688 €**	**154 057 €**	**173 104 €**

* Estimation du futur compte administratif

Solde disponible de l'exercice 2017 **38 604 €**

Reversement d'excédent au budget principal de la régie en 2017 **43 000 €**

Solde prévisionnel disponible pour financer le budget annexe dans le futur **8 520 €**

2) Budget principal de la régie Office de Tourisme Dieppe-Maritime

La subvention de fonctionnement de l'agglomération sera ajustée compte tenu des excédents jusqu'ici constitués et progressivement consommés et des recettes de taxe de séjour prévues par prudence à minima. Ainsi, le montant de la subvention à apporter par le budget principal de l'agglomération d'ici à 2021 s'élèvera à près de 1 500 000 € ; ce qui reste conforme aux prévisions exposées l'an dernier.

Résultat de fonctionnement de l'exercice 2016 du budget principal **74 939 €**

	Réalisations			Prévisionnel
Recettes	**2014**	**2015**	**2016***	**2017**
Taxe de séjour	228 928 €	280 699 €	270 616 €	251 000 €
Subvention de Dieppe-Maritime	238 615 €	244 000 €	198 250 €	289 400 €
Subventions autres financeurs	3 979 €	4 148 €	5 200 €	0 €
Autres recettes	36 202 €	47 985 €	46 800 €	46 800 €
Divers recettes		3 056 €	10 603 €	0 €
Excédent du budget annexe	60 000 €	60 000 €	61 000 €	43 000 €
Reprises sur subventions	3 353 €	9 916 €	3 888 €	5 800 €
Total	**571 077 €**	**649 805 €**	**596 358 €**	**636 000 €**

	Réalisations			Prévisionnel
Dépenses	**2014**	**2015**	**2016***	**2017**
Frais de masse salariale	404 343 €	398 538 €	379 119 €	420 750 €
Frais de structure	111 581 €	104 894 €	120 481 €	120 400 €
Plan d'actions annuel	30 912 €	49 195 €	60 956 €	73 000 €
Actions ponctuelles				30 000 €
Dépenses imprévues	0 €	0 €	0 €	5 089 €
Total	**546 836 €**	**555 627 €**	**560 556 €**	**649 239 €**

* Estimation du futur compte administratif

Total du versement à la section d'investissement en 2017 **61 700 €**

Propositions d'emploi obligatoires

- Reprises sur subventions 5 800 €
- Capital de la dette à rembourser 0 €

Autofinancement net disponible pour investissement en 2017 **55 900 €**

Excédent d'investissement net reporté de l'exercice 2016 **42 786 €**

Programme prévisionnel des investissements en 2017 **35 686 €**
Réparti comme suit :

- Fonds de concours bornes informations touristiques 10 000 €
- Licences 16 000 €
- Mobilier 2 000 €
- Matériel de bureau et informatiques 2 000 €
- Crédits pour dépenses imprévues 5 686 €

Recettes prévisionnelles d'investissement en 2017 **1 000 €**
Réparties comme suit :

- FCTVA 1 000 €

Montant disponible en provision pour le futur **64 000 €**

REGIE DE L'OFFICE DE TOURISME D'AGGLOMERATION - PROSPECTIVE BUDGETAIRE 2017-2021

Budget annexe commercialisation de produits touristiques et dérivés de l'Office de Tourisme Dieppe-Maritime

Désignation	Prévision de réalisation 2016	2017	2018	2019	2020	2021	Observations
Vente de produits par la boutique	42 546 €	43 000 €	43 000 €	43 000 €	43 000 €	43 000 €	Recette estimée à minima. Stabilité des prix HT et du volume annuel de vente
Vente de produits touristiques	30 648 €	45 800 €	48 760 €	51 693 €	54 625 €	57 558 €	15% de marge en moyenne sur les dépenses
Vente d'espaces publicitaires	7 195 €	10 000 €	10 200 €	10 404 €	10 612 €	10 824 €	Augmentation des tarifs parallèle à celle des coûts de production.
Partenariats	31 919 €	34 700 €	34 700 €	34 700 €	34 700 €	34 700 €	
Autres recettes	990 €	1 000 €	1 000 €	1 000 €	1 000 €	1 000 €	
Solde d'exécution reporté	79 363 €	38 604 €	0 €	0 €	0 €	0 €	Sera réintégré après approbation du compte administratif et reprise des résultats.
Total des recettes de fonctionnement	**192 660 €**	**173 104 €**	**137 660 €**	**140 797 €**	**143 937 €**	**147 082 €**	
Achats de produits pour la boutique	35 351 €	34 100 €	34 100 €	34 100 €	34 100 €	34 100 €	Stabilité des achats pour vente.
Achats de prestations pour constituer des produits touristiques	26 758 €	39 850 €	42 400 €	44 950 €	47 500 €	50 050 €	Packages à la demande pour groupes : 30 personnes x 35 € en moyenne; à raison de 15 groupes en 2016, + 2 groupes par an ensuite avec un plafond à 25 groupes + Packages groupes constitués de la brochure : 30 personnes x 50 € en moyenne; à raison de 15 groupes en 2016, + 2 groupes par an ensuite avec un plafond à 25 groupes + Visites guidées
Constitution de documents publicitaires et frais de régie publicitaire	20 810 €	27 000 €	27 540 €	28 091 €	28 653 €	29 226 €	Augmentation des coûts (impression, régie publicitaire et vacation traduction) de 2% par an
Autres dépenses diverses	10 138 €	20 100 €	20 100 €	20 100 €	20 100 €	20 100 €	Dont promotion en salons CE, publipostage et plurimédia des guides produits touristiques
Reversement d'excédent au budget principal	61 000 €	43 000 €	8 520 €	8 556 €	8 584 €	8 606 €	
Crédits pour dépenses imprévues		9 054 €	5 000 €	5 000 €	5 000 €	5 000 €	
Total des dépenses de fonctionnement	**154 057 €**	**173 104 €**	**137 660 €**	**140 797 €**	**143 937 €**	**147 082 €**	
Solde de la section de fonctionnnement	**38 604 €**	**0 €**	**0 €**	**0 €**	**0 €**	**0 €**	

REGIE DE L'OFFICE DE TOURISME D'AGGLOMERATION - PROSPECTIVE BUDGETAIRE 2017-2021

Budget de la Régie Office de Tourisme Dieppe-Maritime

	REGIE						
Désignation	**Prévision de réalisation 2016**	**2017**	**2018**	**2019**	**2020**	**2021**	**Observations**
Taxe de séjour	270 616 €	251 000 €	231 000 €	231 000 €	231 000 €	231 000 €	En 2016, 25 000 € de taxe de séjour concernaient l'exercice 2015.
Subvention de Dieppe-Maritime - Reversement de la participation des communes retenue sur les attributions de compensation	65 496 €	65 496 €	65 496 €	65 496 €	65 496 €	65 496 €	
Subvention de Dieppe-Maritime - Loyer	47 000 €	47 000 €	47 000 €	47 000 €	47 000 €	47 000 €	
Subvention de Dieppe-Maritime - Plan d'action	43 100 €	71 500 €	71 500 €	71 500 €	71 500 €	71 500 €	
Subvention de Dieppe-Maritime - Prise en charge du déficit de fonctionnement	42 654 €	105 404 €	113 956 €	177 549 €	185 174 €	194 395 €	
Subventions de la Région, du Département ou du FRACIT	5 200 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	
Autres recettes	46 800 €	46 800 €	47 736 €	48 691 €	49 665 €	50 658 €	Remboursement de salaires par DM et par le budget annexe.
Divers recettes	10 603 €						
Excédent dégagé par le budget annexe	61 000 €	43 000 €	8 520 €	8 556 €	8 584 €	8 606 €	
Amortissement des recettes + Neutralisation de fonds de concours	3 888 €	5 800 €	5 800 €	5 800 €	5 800 €	5 800 €	Neutralisation des fonds de concours a compté de 2017
Solde d'exécution reporté	46 545 €	74 939 €	52 000 €	0 €	0 €	0 €	
Reste à réaliser							dont 25 000 € de taxe de séjour.
Total des recettes de fonctionnement	**642 903 €**	**710 939 €**	**643 008 €**	**655 591 €**	**664 219 €**	**674 455 €**	
Frais de masse salariale	379 119 €	420 750 €	429 165 €	437 748 €	446 503 €	455 433 €	Chapitre 012 - Y compris personnel mutualisé avec DM. Augmentation du GVT 2% par an
Frais de structure	120 481 €	120 400 €	128 000 €	129 280 €	130 573 €	131 879 €	Augmentation de 1% par an
Actions ponctuelles		30 000 €					30 000 € d'actions ponctuelles sur 2017 financé par des économies et de l'excédent dégagé sur 2016
Plan d'action annuel	60 956 €	73 000 €	71 500 €	71 500 €	71 500 €	71 500 €	Contenu à redéfinir chaque année
Crédits pour dépenses imprévues	0 €	5 089 €	4 500 €	4 500 €	4 500 €	4 500 €	
Amortissement des dépenses	7 409 €	9 700 €	9 843 €	12 563 €	11 143 €	11 143 €	
Reste à réaliser							
Total des dépenses de fonctionnement	**567 964 €**	**658 939 €**	**643 008 €**	**655 591 €**	**664 219 €**	**674 455 €**	

Solde de la section de fonctionnnement	**74 939 €**	**52 000 €**	**0 €**	**0 €**	**0 €**	**0 €**	

REGIE DE L'OFFICE DE TOURISME D'AGGLOMERATION - PROSPECTIVE BUDGETAIRE 2017-2021

	REGIE						
Désignation	**Prévision de réalisation 2016**	**2017**	**2018**	**2019**	**2020**	**2021**	**Observations**
Excédent d'invetissement reporté de l'exercice antérieur	60 504 €	42 786 €	64 000 €	48 543 €	50 306 €	50 649 €	
FCTVA		1 000 €					
Subventions							
Restes à réaliser de l'exercice antérieur							
Amortissement des dépenses	7 409 €	9 700 €	9 843 €	12 563 €	11 143 €	11 143 €	
Total des recettes d'investissement	**67 912 €**	**53 486 €**	**73 843 €**	**61 106 €**	**61 449 €**	**61 792 €**	
Licences		16 000 €					
Matériel de transport			14 500 €				
Matériel bureau et informatique	5 196 €	2 000 €					
Mobilier	2 000 €	2 000 €					
Autres biens	5 080 €						
Fonds de concours	8 962 €	10 000 €					Fonds de concours aux communes souhaitant installer une borne électronique d'information touristique
Crédits pour dépenses imprévues		5 686 €	5 000 €	5 000 €	5 000 €	5 000 €	
Restes à réaliser de l'exercice antérieur							
Amortissement des recettes + Neutralisation de fonds de concours	3 888 €	5 800 €	5 800 €	5 800 €	5 800 €	5 800 €	Neutralisation des fonds de concours a compté de 2017
Total des dépenses d'investissement	**25 126 €**	**41 486 €**	**25 300 €**	**10 800 €**	**10 800 €**	**10 800 €**	

	REGIE						
Désignation	**Prévision de réalisation 2016**	**2017**	**2018**	**2019**	**2020**	**2021**	**Observations**
Solde de la section d'investissement	**42 786 €**	**12 000 €**	**48 543 €**	**50 306 €**	**50 649 €**	**50 992 €**	
Autofinancement disponible	**74 939 €**	**52 000 €**	**0 €**	**0 €**	**0 €**	**0 €**	
Reste sur excédent	**117 725 €**	**64 000 €**	**48 543 €**	**50 306 €**	**50 649 €**	**50 992 €**	
Montant total de la subvention de DM	**198 250 €**	**289 400 €**	**297 952 €**	**361 545 €**	**369 170 €**	**378 391 €**	

NOTE EXPLICATIVE DE SYNTHÈSE

FINANCES

Objet : Débat d'Orientations Budgétaires pour 2017 – Budget annexe Zones d'activités Economiques (prospective budgétaire 2017-2021 annexée).

Ce budget annexe retrace les écritures comptables des bâtiments économiques, propriété de Dieppe-Maritime, et non celles des zones d'activités dans leur ensemble. Les frais relatif à l'entretien des zones d'activités (voiries, éclairage, espaces verts…) sont inscrits au budget principal.

Au 1er janvier 2017, Dieppe-Maritime gère un portefeuille de 5 bâtiments économiques.

L'objectif poursuivi au niveau de ce budget est que chaque bâtiment s'autofinance, les recettes encaissées devant couvrir les frais d'exploitation et les annuités des emprunts éventuellement contractés pour leur construction ou rénovation.

Par ailleurs, le cas échéant, les excédents dégagés par certains bâtiments ont vocation à compenser les déficits des autres pour éviter d'appeler le budget principal de l'agglomération à contribution.

Les projections sont réalisées au fil de l'eau pour chaque bâtiment, mais comportent de nombreuses incertitudes. De plus, il sera nécessaire de mettre à jour les amortissements qui néanmoins restent neutres dans l'équilibre général du budget s'agissant d'opérations d'ordre.

Elles nous conduisent à constater, qu'à défaut de résorber la vacance de certains locaux et d'augmenter les recettes de fonctionnement, l'excédent global cumulé sur ce budget ne sera pas suffisant pour le maintenir à l'équilibre et il pourrait nécessiter dès 2018 une subvention du budget principal.

Il s'agit néanmoins du scénario le plus pessimiste permettant de mesurer le montant de subvention maximum pour lequel le budget principal pourrait être appelé à participer. En effet, les projections sont construites en tenant compte des éléments suivants :

<u>La pépinière Créa + et les hôtels d'entreprises n° 1 et 2</u>

Depuis le 1er janvier 2015, la gestion de ces bâtiments situés sur la zone d'activité d'intérêt communautaire Eurochannel n'est plus externalisée mais assurée par le service économique de Dieppe-Maritime avec l'appui des services fonctionnels de l'agglomération.

Pour rappel, cette modification visait à réduire les coûts d'exploitation de ces bâtiments pour préserver les excédents que les deux premiers sont en capacité de dégager depuis que le remboursement des emprunts finançant leur construction s'est achevé.

En effet, les recettes ont tendance à diminuer car le contexte économique n'incite pas à l'installation de nouvelles entreprises. Ainsi, en cas de départ d'un occupant, la période de vacance des locaux constatée est de plus en plus longue. Par exemple, les bureaux situés à l'étage de la

pépinière Créa+, libérés par la SEMAD depuis octobre 2015, ne sont pas totalement loués à ce jour.

La prospective a été montée en prenant des recettes connues à ce jour.

Il conviendra de poursuivre la recherche active d'occupants pour améliorer ce scénario.

Au niveau de l'investissement, au-delà de travaux de rafraichissement pour les bâtiments les plus anciens, la pépinière Créa+ devra répondre aux normes accessibilité d'ici le 31 décembre 2018, conformément au schéma d'AdAP du patrimoine délibéré par le conseil communautaire en septembre 2015. Il s'agira principalement de rendre accessible l'étage du bâtiment. Cette enveloppe de travaux est prévue en 2018 pour 100 000 € et financée exclusivement par de l'emprunt.

Pour l'ensemble des bâtiments de nombreuses dépenses doivent être engagées dès 2017, pour des contrôles règlementaires ainsi que pour la remise en état de certains locaux pour permettre leur location.

Le bâtiment locatif « Alpine Pièces compétition » (ex-Innovex)

Ces locaux sont occupés par la société Alpine depuis le 1er décembre 2015 dans le cadre d'un bail commercial.

Une provision pour grosse réparation a été délibérée en 2016 pour faire face aux éventuels travaux relevant du propriétaire à moyen terme pour un montant de 15 000 € annuel jusqu'à l'échéance du bail.

Le bâtiment « DMI » (ex-bâtiment d'entrée du site REGMA)

La prospective est calibrée sur la base des postulats suivants :

Les dépenses de fonctionnement : 260 240 €

Les charges à caractère général :

- La mise en suspend de la gestion partiel du bâtiment en DSP : par conséquent, les dépenses et recettes relatives à cette DSP ne sont pas inclues dans la prospective (202 000 € de dépenses pour 52 000 € de recettes soit un coût net de 150 000 €)

- La gestion pleine et entière du bâtiment et des activités hébergées pour un montant de 146 240 € principalement constituées des dépenses suivantes : fluides (23 970 €), consommable de l'atelier 3D (31 000 €), entretien des espaces verts (11 000 €), maintenance du matériel de l'atelier 3D (15 000 €) et frais de nettoyage des locaux (30 000 €).

Les charges de personnel :

- La rémunération du personnel en poste à plein temps pour 45 000 € abondé de vacation pour 16 000 € soit un total de 61 000 €

Les intérêts de la dette : 38 000 €

La dotation aux amortissements est évaluée à 10 000 € pour 2017. Les amortissements de l'ensemble du bâtiment et des installations effectuées pour l'atelier 3D seront inscrits à compter de 2018.

Les crédits pour dépenses imprévues : 5 000 €.

Les recettes de fonctionnement : 128 500 €

Elles sont composées à ce jour de trois éléments :

- Le revenu lié à la location d'espace pour 3 500 € (location à SMA, école de codeur et CEPPIC),
- La subvention octroyée pour le lancement de l'atelier 3D à hauteur de 60 000 € (fonds de revitalisation Autonéum),
- Les produits de ventes liées de l'Atelier 3D pour 65 000 €

Les recettes liées aux éventuelles subventions pouvant provenir du FEDER ne sont pas intégrées.

Les dépenses d'investissement: 86 100 €

Elles sont composées de cinq éléments :

- du remboursement du capital de la dette pour 59 100 €
- des nouveaux logiciels à hauteur de 3 000 € par an,
- de mobilier pour les espaces de confidentialité pour 1 000 € sur 2017,
- de divers petits investissements pour 11 000 € sur 2017 puis 12 000 € pour les autres exercices,
- solde de la convention avec la SEMAD pour 12 000 € uniquement sur 2017.

Les recettes d'investissement : 37 000 €

- La provision de dotation aux amortissements pour 10 000 €,
- Le financement par un emprunt des dépenses évoquées ci-dessus pour 27 000 €.

L'emprunt ne sera mobilisé qu'en cas de nécessité de financement. Dans l'hypothèse où l'enveloppe d'agencement du bâtiment n'est pas consommée, l'emprunt sera réduit d'autant.

Estimatif du budget 2017 de l'atelier 3D

Dépenses		Recettes	
Libellé	Montant	Libellé	Montant
Consommable pour atelier 3D	31 000,00 €	Subvention Autonéum	60 000,00 €
Location de machine	700,00 €		
Maintenance de machine	15 000,00 €	Produits des ventes liées à l'Atelier 3D	65 000,00 €
Abonnement revue professionnelle	100,00 €		
Frais de personnel	61 000,00 €		
Total fonctionnement	**107 800,00 €**	**Total fonctionnement**	**125 000,00 €**
Logiciel	3 000,00 €		
Mobilier espace de confidentialité	1 000,00 €		
Divers petit équipement pour atelier 3D	11 000,00 €		
Total investissement	**15 000,00 €**	**Total investissement**	**- €**
Total des dépenses	**122 800,00 €**	**Total des recettes**	**125 000,00 €**

L'excédent de l'activité de l'atelier 3D sur 2017 (hors amortissement de la dette et des investissements) est estimé sur 2017 à 2 200 €.

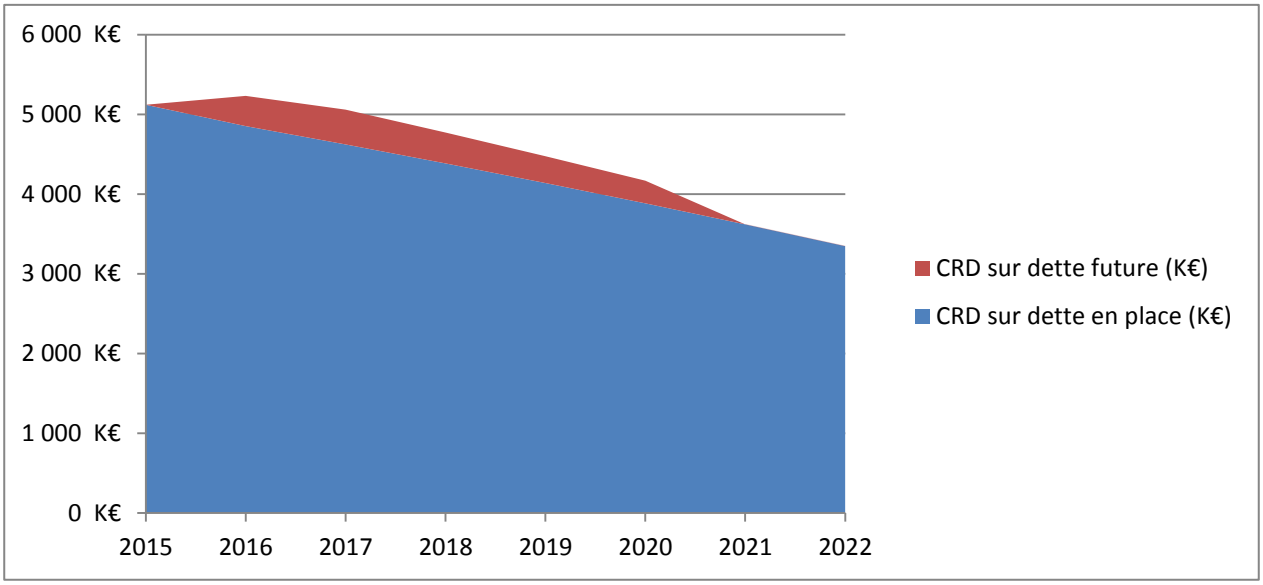
La dette

Le capital de dette restant à rembourser sur ce budget annexe est relativement élevé.

Celui-ci est principalement constitué par les emprunts souscrits lors des derniers exercices pour financer les travaux de réhabilitation de l'ancien bâtiment Innovex, de l'ex-bâtiment d'entrée du site REGMA ainsi que les travaux de réfection des toitures de l'hôtel d'entreprises n°1, la pépinière Créa+ et ceux relatifs à l'aménagement de l'atelier 3D.

S'ajouteront probablement dans les exercices futurs, des emprunts pour financer les travaux d'accessibilité ou d'aménagement de la pépinière Créa+.

Le profil d'évolution de la dette se présente donc comme suit :



Nécessité de subvention du budget principal :

La prospective ci-jointe, démontre la nécessité d'abonder le budget annexe d'une subvention annuelle d'équilibre répartie de la manière suivante :

- Exercice 2018 : 170 000 €
- Exercice 2019 et 2020 : 290 000 €
- Exercice 2021 et suivants : 295 000 €

Prospective du budget regroupant les bâtiments économiques de Dieppe-Maritime (ZAE)

FONCTIONNEMENT	Réalisé 2016	Reports / RAR	CA prévisionnel 2016	2017	2018	2019	2020	2021	Observations
Recettes fonctionnement									
SOAM	670 179,54	0,00	670 179,54	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	Cession au 1er mars 2016.
Hotel Entreprises n° 2	135 080,39	0,00	135 080,39	100 584,00	100 145,06	100 571,03	100 999,95	101 432,84	
DMI	28 236,31	0,00	28 236,31	128 500,00	100 000,00	120 000,00	130 000,00	130 000,00	Ne sont pas inclus les éventuelles subventions pouvant provenir du FEDER pour l'activité de l'atelier 3D.
Pépinière Créa +	73 863,41	0,00	73 863,41	70 000,00	70 888,00	71 789,14	72 703,62	73 631,64	
Hotel Entreprises n° 1	129 988,79	0,00	129 988,79	145 000,00	147 146,00	149 323,76	151 533,75	153 776,45	
Pepinière couveuse	3 744,00	0,00	3 744,00	3 744,00	3 744,00	3 744,00			
Hôtel d'entreprise n°3	3 100,00	0,00	3 100,00	3 100,00	3 100,00	3 100,00			
Alpine Pièces Compétition	269 348,24	0,00	269 348,24	269 140,00	271 302,80	273 484,16	275 684,25	277 903,26	
Subvention du budget principal					170 000,00	290 000,00	290 000,00	295 000,00	
Non affecté	233 825,62	0,00	233 825,62	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
Total Recettes de fonctionnement	**1 547 366,30**	**0,00**	**1 547 366,30**	**720 068,00**	**866 325,86**	**1 012 012,09**	**1 020 921,58**	**1 031 744,19**	
Dépenses fonctionnement									Ne sont pas inclus les dernières mise à jour des amortissements cependant cela reste neutre pour la propective s'agissant d'opération d'ordre
SOAM	660 488,16	0,00	660 488,16	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
Hotel Entreprises n° 2	128 222,66	0,00	128 222,66	100 952,00	99 959,80	98 918,91	97 870,44	96 962,52	
DMI	87 674,28	0,00	87 674,28	260 240,00	403 693,89	412 448,04	422 898,00	428 164,68	Amortissement du bâtiment à compter de 2018.
Pépinière Créa +	51 323,32	0,00	51 323,32	83 018,00	61 894,00	62 580,37	62 136,33	62 492,98	
Hotel Entreprises n° 1	41 963,76	0,00	41 963,76	66 436,00	61 389,00	61 577,33	59 549,88	59 828,83	
Pepinière couveuse	3 744,00	0,00	3 744,00	3 744,00	3 744,00	3 744,00			
Hôtel d'entreprise n°3	3 100,00	0,00	3 100,00	3 100,00	3 100,00	3 100,00			
Alpine Pièces Compétition	154 551,68	4 101,85	158 653,53	290 632,00	301 645,80	297 656,66	293 144,65	293 522,85	
Non affecté	77 811,82	0,00	77 811,82	84 356,00	85 940,06	87 402,80	89 050,86	90 731,87	
Intérêts d'emprunts nouveaux créa +			0,00		0,00	3 000,00	2 838,70	2 672,56	
Intérêts d'emprunts nouveaux DMI			0,00		11 370,00	10 091,37	8 774,38	7 417,89	
Amortissements nouveaux			0,00		0,00	6 666,67	6 666,67	6 666,67	
Total Dépenses de fonctionnement	**1 208 879,68**	**4 101,85**	**1 212 981,53**	**892 478,00**	**1 032 736,55**	**1 047 186,14**	**1 042 929,90**	**1 048 460,85**	
Solde de fonctionnement de l'exercice	**338 486,62**	**-4 101,85**	**334 384,77**	**-172 410,00**	**-166 410,69**	**-35 174,04**	**-22 008,33**	**-16 716,66**	
Solde de fonctionnement cumulé				**161 974,77**	**-4 435,92**	**-39 609,96**	**-61 618,29**	**-78 334,95**	

INVESTISSEMENT	Réalisé 2016	Reports / RAR	CA prévisionnel 2016	2017	2018	2019	2020	2021	Observations
Recettes investissement									Ne sont pas inclus les dernières mise à jour des amortissements cependant cela reste neutre pour la propective s'agissant d'opération d'ordre
SOAM	609 085,77	0,00	609 085,77	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
Hotel Entreprises n° 2	60 007,38	0,00	60 007,38	59 893,00	59 893,00	59 893,00	59 893,00	59 894,00	
DMI	89 267,55	426 236,15	515 503,70	37 000,00	153 000,00	153 000,00	153 000,00	153 000,00	
Pépinière Créa +	5 132,64	0,00	5 132,64	1 598,00	1 598,00	1 598,00	1 418,00	1 418,00	
Hotel Entreprises n° 1	6 270,05	0,00	6 270,05	2 216,00	2 216,00	2 216,00	0,00	0,00	
Centre d'affaire	0,00	8 996,62	8 996,62						
Pepinière couveuse	3 744,00	0,00	3 744,00	3 744,00	3 744,00	3 744,00			
Hôtel d'entreprise n°3	3 100,00	0,00	3 100,00	3 100,00	3 100,00	3 100,00			
Alpine Pièces Compétition	0,00	0,00	0,00	161 000,00	161 000,00	161 000,00	161 000,00	161 000,00	
Non affecté	433 691,18	0,00	433 691,18	153,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
Emprunts nouveaux Créa +			0,00		100 000,00				
Amortissements nouveaux			0,00		0,00	6 666,67	6 666,67	6 666,67	
Total Recettes d'investissement	**1 210 298,57**	**435 232,77**	**1 645 531,34**	**268 704,00**	**484 551,00**	**391 217,67**	**381 977,67**	**381 978,67**	

INVESTISSEMENT	Réalisé 2016	Reports / RAR	CA prévisionnel 2016	2017	2018	2019	2020	2021	Observations
Dépenses d'investissement									
SOAM	573 768,00	0,00	573 768,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
Hotel Entreprises n° 2	65 161,01	5 681,63	70 842,64	56 772,00	58 104,00	59 490,00	60 933,00	60 933,00	
DMI	190 643,06	559 621,89	750 264,95	86 100,00	80 886,93	82 713,16	84 605,43	86 727,28	
Pépinière Créa +	23 599,08	6 669,77	30 268,85	16 339,00	4 405,00	4 576,00	4 754,00	4 900,00	
Hotel Entreprises n° 1	35 500,32	0,00	35 500,32	42 127,00	10 521,00	10 931,00	11 357,00	11 800,00	
Centre d'affaire	800,00	817,90	1 617,90						
Pepinière couveuse	3 744,00	0,00	3 744,00	3 744,00	3 744,00	3 744,00			
Hôtel d'entreprise n°3	3 100,00	0,00	3 100,00	3 100,00	3 100,00	3 100,00			
Alpine Pièces Compétition	119 379,05	19 002,13	138 381,18	123 577,00	127 926,00	132 432,00	136 951,00	139 000,00	
Non affecté	0,00	0,00	0,00	10 000,00	10 000,00	10 000,00	10 000,00	10 000,00	
Investissements nouveaux			0,00	0,00	100 000,00	0,00	0,00	0,00	
Remboursement K d'emprunts nouveaux Créa +			0,00		0,00	5 376,66	5 537,96	5 704,10	
Remboursement K d'emprunts nouveaux DMI			0,00		42 620,97	43 899,60	45 216,59	46 573,09	
Total Dépenses d'investissement	**1 015 694,52**	**591 793,32**	**1 607 487,84**	**341 759,00**	**441 307,90**	**356 262,42**	**359 354,98**	**365 637,46**	
Solde d'investissement de l'exercice	**194 604,05**	**-156 560,55**	**38 043,50**	**-73 055,00**	**43 243,10**	**34 955,25**	**22 622,69**	**16 341,20**	
Solde d'investissement cumulé				**-35 011,50**	**8 231,60**	**43 186,85**	**65 809,54**	**82 150,74**	

Solde de fonctionnement et d'investissement de l'exercice	**533 090,67**	**-160 662,40**	**372 428,27**	**-245 465,00**	**-123 167,59**	**-218,79**	**614,36**	**-375,46**	
Solde de fonctionnement et d'investissement cumulé				**126 963,27**	**3 795,68**	**3 576,88**	**4 191,25**	**3 815,79**	**Montant négatif sans la subvention d'équilibre du budget principal**

NOTE EXPLICATIVE DE SYNTHÈSE

FINANCES

Objet : Débat d'Orientations Budgétaires pour 2017 – Budget annexe de l'Eau (prospective budgétaire 2017-2021 annexée).

A ce jour, l'exploitation du service eau potable de Dieppe-Maritime est confiée, dans le cadre de 5 contrats d'affermage, à la société VEOLIA Eau. Si l'ensemble des contrats est rédigé de manière à aboutir à une gestion unifiée du service au 1er janvier 2022, les usagers bénéficient d'ores et déjà d'un service équivalent sur le territoire de l'agglomération.

Dieppe-Maritime garde la maîtrise des investissements et la propriété des ouvrages qu'elle met à disposition du délégataire pour exercer sa mission.

En contrepartie, le délégataire lui reverse une « surtaxe » assise sur les volumes d'eau vendus. Il s'agit de la principale recette de ce budget. Celle-ci, dans un contexte de perte de population ainsi que de réduction constante du volume moyen d'eau consommé par les usagers (-1,5% chaque année depuis 10 ans), aurait diminué, au fil des exercices, à défaut d'harmonisation du prix de l'eau.

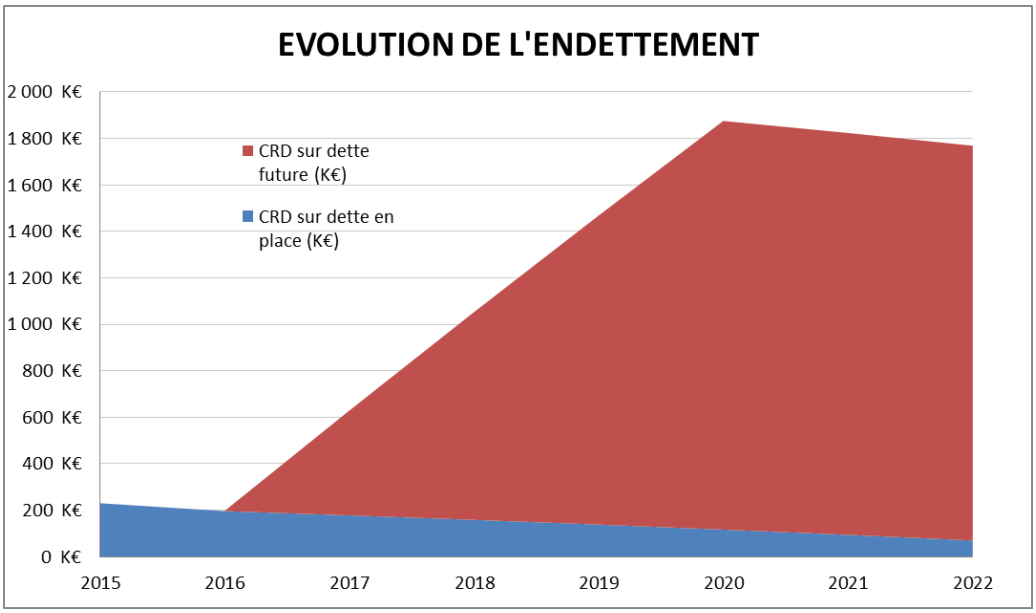
Cette recette doit assurer le financement des dépenses de fonctionnement et d'investissement compte tenu qu'il s'agit d'une Service Public Industriel et Commercial.

Les dépenses de fonctionnement (hors programme d'actions spécifiques) portées par ce budget évoluent depuis ces dernières années dû à des coûts d'exploitation supplémentaires liés aux nouveaux investissements et à la nécessité de renforcer les moyens humains du service pour mettre en œuvre les travaux du SDEP.

Afin de continuer à assurer une alimentation en eau potable de qualité, en toute situation, les investissements à réaliser sans financement de nos partenaires habituels (Département, Agence de l'Eau) sont conséquents. Définis dans le schéma directeur de l'eau potable (SDEP) et retranscrits pour les prévisions de travaux durant ce mandat dans les autorisations de programmes n° 1 et 2 adoptées par le Conseil communautaire, ils s'élèvent à près de 5 461 500 € HT en crédits de paiement à prévoir de 2017 à 2020.

Il est prévu de mobiliser 1 800 000 € sous la forme de nouveaux emprunts d'ici 2021 pour financer une partie de ces travaux :

	2016	2017	2018	2019	2020	2021
Emprunts nouveaux	0 €	450 000 €	450 000 €	450 000 €	450 000 €	0 €



Malgré cela, en déroulant la prospective de ce budget au fil de l'eau, la consommation progressive de l'excédent constitué et le recours à de nouveaux emprunts ne suffiront pas pour financer la réalisation de l'ensemble de ces travaux.

En effet, le budget eau atteindra rapidement ses capacités maximales d'endettement avec des ressources identiques :

	2016	2017	2018	2019	2020	2021
Capacité de désendettement	0,93 ans	3,40 ans	6,79 ans	34,49 ans	22,86 ans	28,00 ans

Le budget verrait sa capacité de désendettement passé de 3,40 ans à plus de 20 ans à compter de 2019.

Il faut toutefois garder à l'esprit que la mise en place d'un mode de gestion unique à l'horizon du 1er janvier 2022 pourrait permettre de bénéficier d'une baisse globale de la rémunération du délégataire sur le prix de l'eau.

	Réalisations			Prévisionnel
Recettes	**2014**	**2015**	**2016***	**2017**
Vente d'eau et redevances	644 182 €	628 596 €	666 226 €	709 600 €
Produit des participations	22 366 €	22 229 €	21 816 €	0 €
Subventions et produits divers	89 832 €	112 063 €	100 682 €	90 300 €
Reprises sur subventions	92 977 €	92 980 €	92 522 €	92 000 €
Total	**849 357 €**	**855 868 €**	**881 246 €**	**891 900 €**

	Réalisations			Prévisionnel
Dépenses	**2014**	**2015**	**2016***	**2017**
Charges générales de gestion	194 463 €	260 845 €	306 377 €	306 980 €
Intérêts de la dette	20 435 €	15 766 €	16 632 €	13 000 €
Dépenses imprévues	0 €	0 €	0 €	20 920 €
Total	**214 898 €**	**276 611 €**	**323 009 €**	**340 900 €**

* Estimation du futur compte administratif

Total du versement à la section d'investissement en 2017 **551 000 €**

Propositions d'emploi obligatoires
- Reprises sur subventions 92 000 €
- Capital de la dette à rembourser 20 000 €

Autofinancement net disponible pour investissement en 2017 **439 000 €**

Excédent final reporté de l'exercice 2016 (net des reports) **3 224 000 €**

Programme prévisionnel des investissements en 2017 **1 941 500 €**
Réparti comme suit :
- Travaux AP n° 1 – Renouvellement canalisations 388 000 €
- Travaux AP n° 2 – Réhabilitation et sécurisation des ouvrages 1 533 500 €
- Travaux hors AP 0 €
- Crédits pour dépenses imprévues 20 000 €

Recettes prévisionnelles d'investissement en 2017 **450 000 €**
Réparties comme suit :
- Subventions prévisionnelles de l'Agence de l'Eau 0 €
- Subventions prévisionnelles du Département 0 €
- Recourt à l'emprunt 450 000 €

Montant disponible pour les travaux futurs **2 171 500 €**

PROSPECTIVE BP EAU 2017 - 2021

	A	D	E	F	G	H	I	J
1	**RECETTES FONCTIONNEMENT**	**Prévision de réalisation 2016**	**2017**	**2018**	**2019**	**2020**	**2021**	**Observations**
2	Vente d'eau, taxes et redevances	666 226	709 600	714 111	721 463	729 171	736 463	Reprise des chiffres de l'étude d'harmonisation
3	Produit des participations	21 816	0	0	0	0	0	Correspond au rbst emprunts par CFSP pour Arques. Idem pour Ambrumesnil.
4	Subventions	0	0	0	0	0	0	Dépendent du programme annuel d'opérations de fonctionnement
5	Produits divers	100 682	90 300	92 106	93 948	95 827	97 744	Loyers antennes et Remboursement taxe foncière par CFSP (+ 2 %/an)
6	Amortissement des subventions d'investissement	92 522	92 000	91 680	91 680	91 580	91 580	Sur éléments connus au 01.01.2017
8	**TOTAL RECETTES FONCTIONNEMENT**	**881 246**	**891 900**	**897 897**	**907 091**	**916 578**	**925 786**	
9								
11	**DEPENSES FONCTIONNEMENT**	**Prévision de réalisation 2016**	**2017**	**2018**	**2019**	**2020**	**2021**	**Observations**
12	Charges générales et diverses de gestion	271 640	257 480	262 630	267 882	273 240	278 705	Provision pour activation interconnexion Dieppe-Nord en cas de crise constituée en 2015 (12 500 €). Evolution moyenne de 2%/an
13	Charges générales et diverses de gestion	13 033	30 000	0	70 000			Autres actions dépendent du programme annuel d'opérations de fonctionnement : diagnostic de forages (30 000 €) et AMO DSP secteur Arques (10 000 €) en 2015; puis AMO organisation du service à compter du 1er janvier 2022
14	Charges de gestion à rembourser aux syndicats	21 703	19 500	19 890	20 288	20 694	21 107	Evolution moyenne de 2%/an
15	Intérêts de la dette	16 632	13 000	10 400	9 400	8 200	7 000	Hors nouvel emprunt pour financer les programmes d'investissements prévision suppérieur d'intérêts de dette sur 2016 du fait du retard de facturation des anciens
16	Intérêts de la dette	0	0	22 500	44 661	66 467	87 899	Sur les emprunts futurs
17	Dépenses imprévues		20 920	20 920	20 920	20 920	20 920	
18	Dotation aux amortissements obligatoire	347 884	366 000	335 000	334 000	332 000	332 000	Sur éléments connus au 01.01.2016
19	Dotation aux amortissements obligatoire			71 660	97 385	113 043	113 043	
20	Reste a Réaliser							
21	**TOTAL DEPENSES FONCTIONNEMENT**	**670 893**	**706 900**	**742 999**	**864 535**	**834 563**	**860 674**	
22								
23								
24	**RESTE DISPONIBLE**	**210 353**	**185 000**	**154 898**	**42 556**	**82 015**	**65 112**	
25								

PROSPECTIVE BP EAU 2017 - 2021

	A	D	E	F	G	H	I	J
27	**DEPENSES INVESTISSEMENT**	**Prévision de réalisation 2016**	**2017**	**2018**	**2019**	**2020**	**2021**	**Observations**
28	Amortissement des subventions d'investissement	92 522	92 000	91 680	91 680	91 580	91 580	Sur éléments connus au 01.01.2015
30	Programme de travaux exceptionnels - suppression des branchements plomb	0	0	0	0	0	0	Action concernant uniquement le secteur de Dieppe, intégrée au contrat de DSP par l'avenant n° 24 en février 2014.
31	AP n° 1 - Programme pluriannuel de renouvellement des canalisations d'eau potable - 2014 - 2016	366 779	388 000	885 000	640 000	647 000	400 000	Le taux de renouvellement préconisé par l'AESN (1,5%) nécessiterait de budgéter 1 2000 000 € HT/an. Compte tenu du solde d'excédent disponible et de la capacité de remboursement des emprunts nouveaux, l'objectif de renouvellement de 2017 à 2020 serait limité à 0,80%, soit 650 000 € HT/an.
32	AP n° 2 - Programme pluriannuel de réhabilitation et sécurisation des ouvrages ainsi que de l'alimentation en eau potable - 2015 - 2020	20 560	1 533 500	638 500	279 500	450 000	200 000	
33	Dépenses hors AP	41 090						
34	Divers et imprévus		20 000	20 000	20 000	20 000	20 000	
35	Capital de la dette à rembourser	38 027	20 000	19 400	20 400	21 600	22 800	Hors nouvel emprunt pour financer les programmes d'investissements + majoration 2016 même raison que pour les intérêts
36	Capital de la dette à rembourser	0	0	6 773	13 885	21 352	29 193	Sur les emprunts futurs
37	Reste a réaliser	171 812						
38	**TOTAL DEPENSES INVESTISSEMENT**	**730 789**	**2 053 500**	**1 661 353**	**1 065 465**	**1 251 532**	**763 573**	
39								
40	**RECETTES INVESTISSEMENT**	**Prévision de réalisation 2016**	**2017**	**2018**	**2019**	**2020**	**2021**	**Observations**
41	Amortissement	347 884	366 000	335 000	334 000	332 000	332 000	Sur éléments connus au 01.01.2015
42	Amortissement	0	0	71 660	97 385	113 043	113 043	Sur les autres opérations
46	Reste a réaliser							
47	**TOTAL RECETTES INVESTISSEMENT**	**347 884**	**366 000**	**406 660**	**431 385**	**445 043**	**445 043**	
48								
49	**NET A FINANCER**	**-172 552**	**-1 502 500**	**-1 099 795**	**-591 525**	**-724 474**	**-253 418**	
50								
52								
53	**RESTE SUR EXCEDENT**	**3 224 000**	**1 721 500**	**1 071 705**	**930 180**	**655 706**	**852 288**	
54								
55	**EMPRUNTS NOUVEAUX**		**450 000**	**450 000**	**450 000**	**450 000**		**1 800 000**
63								
64	**RESTE FINAL SUR EXCEDENT**	**3 224 000**	**2 171 500**	**1 521 705**	**1 380 180**	**1 105 706**	**852 288**	**AU TERME DE LA PERIODE, IL RESTERA PLUS DE 12 MILLIONS DE TRAVAUX A REALISER DANS LE CADRE DU SDAEP**

NOTE EXPLICATIVE DE SYNTHÈSE

FINANCES

Objet : Débat d'Orientations Budgétaires pour 2017 – Budget annexe de l'Assainissement (prospective budgétaire 2017-2021 annexée).

A ce jour, l'exploitation du service assainissement de Dieppe-Maritime est confiée, dans le cadre de 3 contrats d'affermage, à la société VEOLIA Eau.

L'objectif poursuivi lors des renouvellements des contrats de délégation arrivés à échéance est d'envisager la gestion des différents systèmes d'assainissement par un unique opérateur à compter du 1er janvier 2022, sachant que leurs modalités de gestion présentent un caractère homogène.

Dieppe-Maritime garde la maîtrise des investissements et la propriété des ouvrages qu'elle met à disposition du délégataire pour exercer sa mission.

En contrepartie, le délégataire lui reverse une « surtaxe » assise, comme en matière d'eau potable, sur les volumes d'eau vendus. Il s'agit de la principale recette de ce budget.

Bien que les recettes couvrent les charges de fonctionnement actuelles, elles ne s'avéraient pas suffisantes pour poursuivre les actions dans les exercices futurs. Pour cela, l'harmonisation du prix de l'eau sur 8 ans a été votée lors du conseil du 26 avril 2016.

Les recettes d'exploitation ont une tendance à diminuer chaque année, notamment en raison de la baisse constante du volume d'eau moyen consommé par les usagers (-1,5% chaque année depuis de 10 ans). Cette diminution est effective depuis 2016 du fait de la politique de l'AESN : disparition des aides aquex et réduction du taux pour les primes d'épuration.

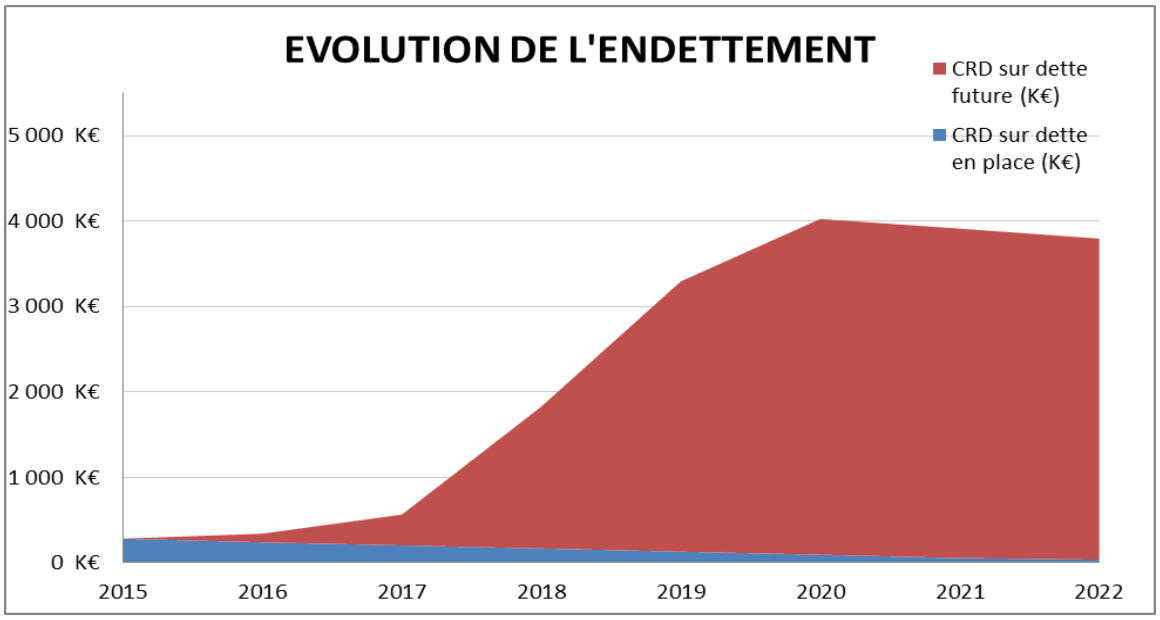
Les dépenses de fonctionnement récurrentes sont stables.

Dans le même temps, les investissements à réaliser, définis dans le schéma directeur d'assainissement (SDAC) et retranscrits pour les prévisions de travaux durant ce mandat dans l'autorisation de programmes votées par le conseil communautaire, représentent près de 13 162 000 € HT de crédits de paiements de 2017 à 2021.

Enfin, les amortissements de ces investissements, constituant une dépense obligatoire pour les services publics industriels et commerciaux et mécaniquement augmenté de manière très importante dans les années futures.

Il est prévu de mobiliser plus de 4 millions d'euros, sous la forme de nouveaux emprunts ou d'avances remboursables de l'AESN à taux zéro, d'ici 2021 pour financer une partie de ces travaux :

	2017	2018	2019	2020	2021
Emprunts nouveaux	260 500 €	1 306 428 €	1 553 139 €	825 791 €	220 000 €



La consommation progressive de l'excédent constitué et le recours à de nouveaux emprunts ne suffiront pas pour financer la réalisation de l'ensemble de ces travaux.

D'ailleurs, au fil de l'eau, le budget assainissement atteindra ses capacités maximales d'endettement en 2021 :

	2016	2017	2018	2019	2020	2021
Capacité de désendettement	0,69 an	1,36 ans	4,94 ans	14,98 ans	15,66 ans	inexistante

De fait, le budget ne serait même plus en capacité de payer la dette contractée.

Mais, il faut garder à l'esprit que la mise en place d'un mode de gestion unique à l'horizon du 1er janvier 2022 pourrait permettre de bénéficier d'une baisse globale de la part actuellement perçue par le délégataire.

	Réalisations			Prévisionnel
Recettes	**2014**	**2015**	**2016***	**2017**
Redevances d'assainissement	999 978 €	1 137 304 €	1 058 489 €	1 182 000 €
Primes d'épuration et subventions	401 672 €	304 547 €	229 717 €	150 000 €
Personnel facturé à la CFSP	91 950 €	88 649 €	86 115 €	93 000 €
Produits divers	321 387 €	118 788 €	88 600 €	28 500 €
Reprises sur subventions	332 918 €	333 596 €	330 310 €	310 000 €
Total	**2 147 905 €**	**1 982 884 €**	**1 901 203 €**	**1 871 472 €**

	Réalisations			Prévisionnel
Dépenses	**2014**	**2015**	**2016***	**2017**
Charges générales de gestion	723 640 €	601 027 €	751 039 €	578 931 €
Charges du personnel détaché	91 950 €	88 649 €	86 115 €	93 000 €
Intérêts de la dette	8 383 €	5 154 €	3 990 €	2 800 €
Dépenses imprévues	0 €	0 €	0 €	34 829 €
Total	**823 973 €**	**694 830 €**	**841 144 €**	**709 469 €**

* Estimation du futur compte administratif

Total du versement à la section d'investissement en 2017 **1 162 003 €**

Propositions d'emploi obligatoires
- Reprises sur subventions 310 000 €
- Capital de la dette à rembourser 54 000 €

Autofinancement net disponible pour investissement en 2017 **798 003 €**

Excédent final reporté de l'exercice 2016 (net des reports) **5 335 491 €**

Programme prévisionnel des investissements en 2017 **1 774 244 €**
Réparti comme suit :
- Travaux AP n° 1 – SDAC 1 721 800 €
- Crédits pour dépenses imprévues 52 444 €

Recettes prévisionnelles d'investissement en 2017 **685 750 €**
Réparties comme suit :
- Subventions prévisionnelles de l'AP n°1 – SDAC 425 250 €
- Emprunts 260 500 €

Montant disponible pour les travaux futurs **5 045 000 €**

PROSPECTIVE BP ASSAINISSEMENT 2017 - 2021

	A	D	E	F	G	H	I	J
1	**RECETTES FONCTIONNEMENT**	**2016**	**2017**	**2018**	**2019**	**2020**	**2021**	**Observations**
2	Redevance d'assainissement	1 058 489	1 182 000	1 218 845	1 254 769	1 290 625	1 327 505	Application des recettes de l'harmonisation de la part collectivité
3	Subventions d'exploitation et primes d'épuration	229 717	150 000	150 000	150 000	150 000	150 000	A l'origine Stabilité des primes d'épuration (229 717 €) lié a un rattrapage, sauf mauvais résultats. L'AQUEX est dégressive sur la période 2013 à 2015 et elle est supprimée à partir de 2016. De plus l'agence verse de moins en moins de prime donc stabilité revue a 150 000 €.
4	Personnel + COS facturé à la CFSP	86 115	93 000	94 860	96 757	98 692	100 666	Evolution dépend du rythme des départs à la retraite qui ne sont pas prévisibles, mais cette recette est neutre car correspond au remboursement intégral d'une charge
5	Divers	107 972	107 972	107 972	107 972	107 972	107 972	Reversement du budget principal suite CLECT -> stabilité
6	Divers	517	500	500	500	500	500	Correspond au rbst emprunts par CFSP pour Arques (jusqu'en 2015) + Remboursement frais par Dieppe-Nord
7	Divers	87 903	28 000	28 000	28 000	28 000	28 000	PFAC + Mauvais raccordement suite CICI + prime d'intéressement en 2016 recette exceptionnelle relatif au nombre important de de dossiers traités
9	Divers	180	0	0	0	0	0	Dépendent du programme annuel d'opérations de fonctionnement
10	Amortissement des subventions d'investissement	330 310	310 000	310 000	310 000	310 000	310 000	Sur éléments connus au 01.01.2017
11	Amortissement des subventions d'investissement			63 010	67 421	67 421	67 421	Sur les autres opérations
12	Reste a réaliser	160 500						
13	**TOTAL RECETTES FONCTIONNEMENT**	**2 061 703**	**1 871 472**	**1 973 187**	**2 015 419**	**2 053 210**	**2 092 064**	
14								
16	**DEPENSES FONCTIONNEMENT**	**2016**	**2017**	**2018**	**2019**	**2020**	**2021**	**Observations**
17	Charges générales et diverses de gestion	604 036	542 840	553 697	564 771	576 066	587 588	Evolution moyenne de 2%/an
18	Charges générales et diverses de gestion	30 000	30 000	30 000	30 000	30 000	30 000	Actions récurrentes : diagnostic permanent de l'Arques
19	Charges générales et diverses de gestion	52 032	5 000	0	70 000			Autres actions dépendent du programme annuel d'opérations de fonctionnement : étude RSDE en 2015; puis divers études sur 2016 (suivi milieu de l'Arques + Béthune + Contrôle branchement PFAC) puis AMO organisation du service à compter du 1er janvier 2022
20	Charges de personnel pour agents détachés à la CFSP	86 115	93 000	94 860	96 757	98 692	100 666	Dépense intégralement compensée par un remboursement
21	Intérêts de la dette	3 990	2 800	2 200	1 700	1 200	1 200	Hors nouvel emprunt pour financer les programmes d'investissements
22	Intérêts de la dette	0	0	14 399	66 396	126 518	157 205	Sur les emprunts futurs
23	Charges de gestion à rembourser aux syndicats	37 971	1 000	1 020	1 040	1 061	1 082	Indeminisation en 2016 du Syndicat de la Vallée de la Béthune pour le retard imposé dans la démolition de la STEP de Saint Aubin le Cauf. Evolution moyenne de 2%/an
24	Dépenses imprévues	0	34 829	34 829	34 829	34 829	34 829	
25	Dotation aux amortissements obligatoire	754 621	750 000	729 100	727 030	724 900	724 900	Sur éléments connus au 01.01.2017
26	Dotation aux amortissements obligatoire			147 080	207 396	207 396	207 396	Sur les autres opérations
27	Reste a réaliser							
28	**TOTAL DEPENSES FONCTIONNEMENT**	**1 568 765**	**1 459 469**	**1 607 185**	**1 799 919**	**1 800 663**	**1 844 867**	
29								
30								
31	**RESTE DISPONIBLE**	**492 938**	**412 003**	**366 002**	**215 499**	**252 547**	**247 197**	
32								

PROSPECTIVE BP ASSAINISSEMENT 2017 - 2021

	A	D	E	F	G	H	I	J
34	**DEPENSES INVESTISSEMENT**	**2016**	**2017**	**2018**	**2019**	**2020**	**2021**	**Observations**
35	Amortissement des subventions d'investissement	330 310	310 000	310 000	310 000	310 000	310 000	Sur éléments connus au 01.01.2015
36	Amortissement des subventions d'investissement	0	0	63 010	67 421	67 421	67 421	Sur les autres opérations
37	Programme de travaux	879 867	1 721 800	3 569 000	5 215 900	2 655 850	1 000 000	Programme de travaux conforme à l'autorisation de programme n° 1 SDAC prolongée jusqu'en 2020. Provision comlémentaire de travaux à hauteur de 1 000 000 € chaque année à compter de 2019.
38	Programme de travaux pour compte de tiers							Opération pour compte de tiers relative à la création du réseau Sauqueville / Tourville
39	Reversement TVA par délégataire	358 590						
40	Divers et imprévus	6 840	52 444	50 000	50 000	50 000	50 000	
41	Capital de la dette à rembourser	42 783	54 000	54 000	54 000	54 000	54 000	Hors nouvel emprunt pour financer les programmes d'investissements
42	Capital de la dette à rembourser	0		6 523	30 078	58 617	75 685	Sur les emprunts futurs
43	Reste à réaliser	1 457 899						
44	**TOTAL DEPENSES INVESTISSEMENT**	**3 076 290**	**2 138 244**	**4 052 533**	**5 727 398**	**3 195 887**	**1 557 106**	
45								
46	**RECETTES INVESTISSEMENT**	**2016**	**2017**	**2018**	**2019**	**2020**	**2021**	**Observations**
47	Amortissement	754 621	750 000	729 100	727 030	724 900	724 900	Sur éléments connus au 01.01.2017
48	Amortissement	0	0	147 080	207 396	207 396	207 396	Sur les autres opérations
49	Programme de lié au programme travaux AESN + Département	334 554	425 250	264 642	546 278	863 687	150 000	Conforme à l'autorisation de programme n° 1 SDAC prolongée jusqu'en 2020. Provision comlémentaire à hauteur de 150 000 € pour travaux non encore déterminés (15%) en 2019 et 2020.
51	Divers	0	0	0	0	0	0	Opération pour compte de tiers relative à la création du réseau Sauqueville / Tourville : subvention AESN estimée à 65 450 €, solde à la charge des tiers.
52	Reversement TVA par délégataire	717 180	0	0	0	0	0	Depuis le 1er janvier 2014, le budget est assujetti à la TVA. La récupération de la TVA grevant les investissement est effectuée directement par Dieppe-Maritime.
53	Reste à réaliser	838 834						
54	**TOTAL RECETTES INVESTISSEMENT**	**2 645 189**	**1 175 250**	**1 140 822**	**1 480 704**	**1 795 983**	**1 082 296**	
55								
56	**NET A FINANCER**	**61 837**	**-550 991**	**-2 545 709**	**-4 031 195**	**-1 147 357**	**-227 612**	
57								
59								
60	**RESTE SUR EXCEDENT**	**5 234 200**	**4 784 500**	**2 499 291**	**-225 476**	**160 306**	**758 484**	
61								
62	**EMPRUNTS NOUVEAUX**	**101 291**	**260 500**	**1 306 428**	**1 533 139**	**825 791**	**220 000**	**4 027 149**
63	Emprunt AESN	101 291	260 500	176 428	273 139	265 791		1 077 149
64	Emprunt bancaires	0	0	1 130 000	1 260 000	560 000	220 000	3 170 000
72								
73	**RESTE FINAL SUR EXCEDENT**	**5 335 491**	**5 045 000**	**3 805 719**	**1 307 663**	**986 097**	**978 484**	**AU TERME DE LA PERIODE, IL RESTERA PLUS DE 6 MILLIONS DE TRAVAUX A REALISER DANS LE CADRE DU SDAC**
74								

NOTE EXPLICATIVE DE SYNTHÈSE

FINANCES

Objet : Débat d'Orientations Budgétaires pour 2017 – Budget annexe du service public d'assainissement non collectif (prospective budgétaire 2017-2021 annexée).

Le service public d'assainissement non collectif (SPANC) de Dieppe-Maritime assure les compétences suivantes :

- contrôle des installations,
- réhabilitation des installations,
- entretien et élimination des matières de vidange pour les installations réhabilitées.

L'objectif pour les exercices futurs est de mettre en place une régie pour la gestion du Service Public d'Assainissement Non Collectif, tel que recommandé par la Chambre Régionale des Comptes.

- Le contrôle des installations :

La majorité des diagnostics des installations existantes (82%) ont été réalisés en 2009 et 2010. Leur durée de validité est de 10 ans ; excepté dans le cadre des ventes, pour lesquelles le diagnostic doit dater de moins de trois ans.

Près de 200 installations ont échappé à la campagne de contrôle initial. Il était prévu d'externaliser leur exécution ainsi que celle des contrôles de bon fonctionnement dans le cadre des ventes dans le courant de l'année 2016. Les mouvements au sein de l'équipe œuvrant pour ce service n'ont pas permis d'aboutir ; ce sera l'un des objectifs de 2017.

Concernant le renouvellement des diagnostics des installations existantes, suite aux recommandations de la Chambre Régionale des Comptes, une provision a été délibérée courant 2016.

Les contrôles de conception et de réalisation sont réalisés en régie.

Les différents tarifs de redevance en 2017 sont identiques à 2016. Ils se décomposent donc comme suit :

- contrôle conception : 60,00 € HT/contrôle,
- contrôle réalisation : 87,00 € HT/contrôle,
- contrôle fonctionnement dans le cadre des ventes : 87,00 € HT/contrôle,
- redevance générale (couvrant les autres frais de fonctionnement du service et de contrôle périodique des installations) : 28,40 € HT/an.

- La réhabilitation des installations :

Au cours de l'exercice 2016, les travaux pour comptes de tiers ont été refacturé pour 13 usagers pour un montant total de 36 211 € alors que Dieppe-Maritime a réalisé 114 112 € de travaux.

Ceci explique l'augmentation du probable déficit d'investissement qui s'élèvera à 82 824 € mais qui sera régularisé à la fin de l'opération par l'encaissement de différentes subventions de l'agence de l'eau ainsi que l'encaissement de la participation des ménages.

Etant donné le durcissement des conditions d'attribution des subventions par l'Agence de l'Eau Seine-Normandie et la baisse possible des taux de subvention dans le 11ème programme de l'Agence, le SPANC de Dieppe-Maritime n'envisage pas d'engager une nouvelle opération de réhabilitation dans l'immédiat ; la neutralité financière pour l'Agglomération étant indispensable.

- L'entretien et l'élimination des matières de vidange :

La compétence « entretien et l'élimination des matières de vidange », qui a volontairement été limitée aux installations réhabilitées, n'entrera naturellement en activité qu'après la réalisation des travaux de réhabilitation et ne devrait connaitre une mise en œuvre effective que dans un délai de 4 ans suivant la réalisation de la nouvelle installation.

La redevance associée à ce service spécifique sera donc déterminée ultérieurement.

S'agissant d'un budget annexe industriel et commercial, ce budget doit s'équilibrer par ces propres recettes. En conséquence, comme indiqué dans la prospective au fil de l'eau jointe, les redevances auront vocation, dans les années futures, à progresser régulièrement suivant l'inflation et l'augmentation des dépenses du SPANC :

	Réalisations			**Prévisionnel**
Recettes	**2014**	**2015**	**2016***	**2017**
Redevance générale ANC	33 699 €	31 335 €	31 950 €	32 120 €
Redevances spécifiques	0 €	2 835 €	4 860 €	2 982 €
Subventions et produits divers	50 €	27 €	0 €	0 €
Travaux en régie	0 €	0 €	0 €	0 €
Excédent de l'année précédente	57 042 €	68 142 €	78 629 €	32 337 €
Total	**90 791 €**	**102 339 €**	**115 439 €**	**67 439 €**

	Réalisations			**Prévisionnel**
Dépenses	**2014**	**2015**	**2016***	**2017**
Charges générales de gestion	22 648 €	23 710 €	23 102 €	24 970 €
Diagnostics initiaux				28 050 €
Provision diag. périodiques futurs			60 000 €	10 000 €
Autres				3 769 €
Dépenses imprévues	0 €	0 €	0 €	650 €
Total	**22 648 €**	**23 710 €**	**83 102 €**	**67 439 €**

* Estimation du futur compte administratif

Total du versement à la section d'investissement en 2017 **0 €**

Propositions d'emploi obligatoires

- Reprises sur subventions 0 €
- Capital de la dette à rembourser 0 €

Autofinancement net disponible pour investissement en 2017 **0 €**

Programme prévisionnel des investissements en 2017 **196 936 €**
Réparti comme suit :
- Travaux pour compte de tiers 114 112 €
- Déficit d'investissement reporté 82 824 €

Recettes prévisionnelles d'investissement en 2017 **196 936 €**
Réparties comme suit :
- Subvention de l'Agence de l'Eau et du Département 85 507 €
- Participations des particuliers pour les installations réhabilitées 111 429 €

Montant des travaux restant à la charge de Dieppe-Maritime **0 €**

BUDGET SPANC - PROSPECTIVE 2016 - 2020

	Prévision de réalisation 2016	2017	2018	2019	2020	2021	Observations
Installations							
Installations recensées au 31/12/N-1	1 125	1 125	1 131	1 025	1 031	1 037	
Contructions neuves avec ANC		6	6	6	6	6	
Installations raccordées à un réseau			112				
Evolution du nombre d'installations	**1 125**	**1 131**	**1 025**	**1 031**	**1 037**	**1 043**	
Installations soumises au contrôle périodique							
Répercussion diagnostic initial 2009 - 2010				336	336		
Répercussion diagnostic initial 2015 - 2016	-	200					
Nombre de contrôles périodiques	-	200	-	336	336	-	
Contrôle ventes à réaliser quand les contrôles périodiques ont plus de 3 ans	**-**	**20**	**20**	**20**	**10**	**10**	
Reprise résultat N-1	**78 628,65 €**	**32 336,71 €**	**3 269,00 €**	**1 251,99 €**	**85,15 €**	**603,26 €**	
Recettes affectées du SPANC							
Contrôle conception ANC							
Montant unitaire de la redevance en € HT	*60,00 €*	*60,00 €*	*62,00 €*	*63,24 €*	*64,50 €*	*65,79 €*	*Indexation sur inflation 2%/an*
Nombre de contrôles annuels	23	12	12	12	12	12	
Sous total de recettes perçues	**1 380,00 €**	**720,00 €**	**744,00 €**	**758,88 €**	**774,06 €**	**789,54 €**	
Contrôle exécution ANC							
Montant unitaire de la redevance en € HT	*87,00 €*	*87,00 €*	*90,00 €*	*91,80 €*	*93,64 €*	*95,51 €*	*Indexation sur inflation 2%/an*
Nombre de contrôles annuels	19	6	6	6	6	6	
Sous total de recettes perçues	**1 653,00 €**	**522,00 €**	**540,00 €**	**550,80 €**	**561,82 €**	**573,05 €**	
Contrôle bon fonctionnement ANC (en cas de ventes)							
Montant unitaire de la redevance en € HT	*87,00 €*	*87,00 €*	*90,00 €*	*91,80 €*	*93,64 €*	*95,51 €*	*Indexation sur inflation 2%/an*
Nombre de contrôles annuels	21	20	20	20	15	10	
Sous total de recettes perçues	**1 827,00 €**	**1 740,00 €**	**1 800,00 €**	**1 836,00 €**	**1 404,54 €**	**955,09 €**	
Total recettes affectées du SPANC	**4 860,00 €**	**2 982,00 €**	**3 084,00 €**	**3 145,68 €**	**2 740,41 €**	**2 317,68 €**	
Dépenses du SPANC							
Frais de personnel	18 254,94 €	19 400,00 €	19 788,00 €	20 183,76 €	20 587,44 €	20 999,18 €	
Frais d'environnement de poste	2 091,00 €	2 760,00 €	2 815,20 €	2 871,50 €	2 928,93 €	2 987,51 €	
Assurances	550,00 €	560,00 €	571,20 €	582,62 €	594,28 €	606,16 €	
Frais de facturation redevance générale	2 200,00 €	2 250,00 €	2 295,00 €	2 340,90 €	2 387,72 €	2 435,47 €	
Autres	6,00 €	500,00 €	500,00 €	500,00 €	500,00 €	500,00 €	notament titres annulés sur exercices antérieurs
Provisions	60 000,00 €	10 000,00 €	10 000,00 €	10 000,00 €	10 000,00 €	10 000,00 €	Renouvellement Diagnostic initiaux
Divers et imprévus	- €	650,11 €	663,11 €	676,37 €	689,90 €	703,70 €	
Sous total frais de structure	**83 101,94 €**	**36 120,11 €**	**36 632,51 €**	**37 155,16 €**	**37 688,27 €**	**38 232,03 €**	
Coût d'un diagnostic initial, d'un contrôle périodique ou d'un contrôle vente	*125,00 €*	*127,50 €*	*130,05 €*	*132,65 €*	*135,30 €*	*138,01 €*	
Frais de diagnostics initiaux et de contrôles périodiques	- €	25 500,00 €	- €	44 570,74 €	45 394,50 €	- €	
Reprise sur provision constitué depuis 2016				- 44 600,00 €	- 45 400,00 €		
Frais supplémentaires pour les contrôles vente après mise en œuvre du marché de prestations de service	- €	2 550,00 €	2 601,00 €	2 653,02 €	1 353,04 €	1 380,10 €	
Sous total frais de contrôles	**- €**	**28 050,00 €**	**2 601,00 €**	**2 623,76 €**	**1 347,54 €**	**1 380,10 €**	
Total dépenses du SPANC	**83 101,94 €**	**64 170,11 €**	**39 233,51 €**	**39 778,92 €**	**39 035,80 €**	**39 612,13 €**	
Montant unitaire de la redevance générale SPANC appelé en € HT	28,40 €	28,40 €	33,30 €	34,40 €	35,50 €	36,60 €	
Montant total des redevances générales SPANC appelées en € HT	**31 950,00 €**	**32 120,40 €**	**34 132,50 €**	**35 466,40 €**	**36 813,50 €**	**38 173,80 €**	
Résultat N	**32 336,71 €**	**3 269,00 €**	**1 251,99 €**	**85,15 €**	**603,26 €**	**1 482,60 €**	

NOTE EXPLICATIVE DE SYNTHÈSE

FINANCES

Objet : Débat d'Orientations Budgétaires pour 2017 – Budget annexe des Déchets Ménagers et Assimilés (prospective budgétaire zone de Dieppe, Hautot-sur-Mer; Sainte-Marguerite-sur-Mer, Varengeville-sur-Mer, Ex Commune du SMOMRE, 2017-2021 annexée).

Cette compétence est actuellement organisée suivant 3 zones techniques et 16 fiscales, correspondant principalement aux limites géographiques de chaque commune de l'agglomération. Elle est gérée au niveau comptable dans un budget unique qui est l'agrégat de 16 sous-budgets.

L'objectif de 2017, est compte tenu de la dissolution du SMOMRE, d'organiser cette compétence suivant 5 zones techniques et fiscales, correspondant aux zones suivantes :

- Zone de Dieppe
- Zone de Hautot-sur-Mer
- Zone de Sainte-Marguerite-sur-Mer
- Zone de Varengeville-sur-Mer
- Zone des Communes Ex SMOMRE

S'agissant d'un budget annexe disposant d'une fiscalité affectée, les recettes sont déterminées de manière à couvrir, après déduction des éventuelles subventions, les dépenses de fonctionnement et d'investissement du service.

Les dépenses en 2017

Durant cet exercice 2017, les dépenses d'exploitation seront impactées différemment selon le mode de gestion retenu pour gérer la collecte et le traitement des déchets.

En effet, comme l'an passé, les zones dans lesquelles l'exploitation est externalisée dans le cadre de marchés publics vont globalement connaitre qu'une diminution, en raison de l'application des clauses de révisions de prix (qui sont favorables en cette période de repli des indices de référence arrêtés contractuellement) ou de baisse du tonnage.

1) Les communes de la zone littorale :

Pour les communes appartenant à la zone dite littorale, regroupant les communes d'Hautot sur Mer, Sainte Marguerite sur Mer et Varengeville sur Mer, une estimation des prix des principaux marchés de prestations conduit aux résultats suivants :

Prestations	Evolution prévisionnelle des prix 2016/2017
Lot n°1 – collecte des OMR :	-0,98 %
Lot n°2 – traitement des OMR	0,48 %
Lot n°3 – collecte et traitement DV	-0,98 %
Lot n°5 – collecte en porte à porte des encombrants	-0,98 %
Lot n°6 – mise à disposition de la déchetterie IPODEC - Location bennes - Gardiennage - Transport déchets	 0,57 % 0,24 % 0,02 %

A noter que l'avenant de prolongation du marché des communes littorales, inclus une modification de Taxe Générale sur les Activités Polluantes s'élevant en 2017 à 23 € la tonne contre 8 € en 2016.

Concernant les communes littorales, regroupant 3 zones fiscales, les objectifs dans le cadre des nouveaux marchés à intervenir en septembre 2017, sont d'harmoniser les fréquences de collecte des Ordures Ménagères, conteneuriser le tri sélectif pour la mise en œuvre d'une collecte en porte à porte des ordures ménagères.

Pour cela le plan d'investissement suivant pour l'acquisition de bacs est proposé :

Communes	Nombre de bacs	Montant TTC
Hautot-sur-Mer	1 000	54 000 €
Sainte-Marguerite-sur-Mer	300	16 200 €
Varengeville-sur-Mer	400	21 600 €
Total	1 700	91 800 €

Comme exposé dans les prospectives ci-jointes pour l'ensemble des zones :

- le financement de ces investissements est composé du FCTVA et d'emprunts
- l'excédent des exercices antérieurs constitué permet, en maintenant un taux TEOM identique, d'amortir ces investissements et de maintenir ces zones à l'équilibre jusqu'en 2021 à l'exception de la zone d'Hautot-sur-Mer qui devra revoir son taux de TEOM à la hausse à compter de 2019 conformément à la prospective ci-jointe.

2) Les communes ex SMOMRE :

Pour les communes préalablement adhérentes au SMOMRE, la dissolution du syndicat oblige à revoir l'organisation du service.

Pour cela, il est proposé, comme exposé dans la prospective ci-jointe, d'harmoniser la TEOM de cette zone en créant une zone unique.

Les charges existantes préalablement étaient principalement pour chaque zone la contribution au SMOMRE.

Désormais Dieppe-Maritime récupère en direct la gestion et l'organisation du service. Ce qui implique financièrement la gestion :

- des différents marchés par les services de Dieppe Maritime (+ 1 136 699 €) en nouvelles charges à caractère général
- du personnel précédemment affecté au SMOMRE pour notre territoire (44 460 €) regroupant un assistant administratif et un ambassadeur de tri en CAE, mutualisé avec les communes littorales
- de la dette soit une annuité de 69 904 € (capital = 64 588 €, intérêts = 5 316 €)
- de l'inventaire avec un plan d'amortissement en cours de 57 243 €.

3) Zone de Dieppe :

La zone de Dieppe, dont la collecte est gérée directement par une équipe de 61 agents, ne bénéficiera pas complètement de la stagnation du coût des dépenses de fonctionnement.

Les principaux postes de dépenses de ce service sont constitués par les contributions versées au SMEDAR, qui assure le traitement des déchets, et par la masse salariale.

Les tarifs du SMEDAR augmentent de 3% qui pourront éventuellement en partie être compensé par la baisse du tonnage à traiter.

La masse salariale devrait connaitre une augmentation (aux environs de 4%). Cela s'explique par un Glissement Vieillesse Technicité (GVT) qui se caractérise cette année par des avancements d'échelon pour un nombre important d'agents, la nécessité de remplacer certains agents absents pour divers motifs (sans bénéficier systématiquement d'une prise en charge par l'assureur couvrant les risques statutaires) et l'augmentation du nombre de saisonniers pour éviter toute perturbation du service durant la période de congés estivaux.

Les autres dépenses de fonctionnement seront évaluées au plus juste, sur la base du réalisé de 2016.

Les dépenses d'investissement portent sur les projets qui n'ont pas pu être menés en 2016.

Il s'agira de traiter les premières études de déconstruction de l'UIOM, la poursuite du programme d'implantation de colonnes enterrées dans les quartiers concernés par l'ANRU, l'acquisition de bacs de déchets verts pour doter l'ensemble des habitants et améliorer les conditions de travail des agents ainsi que le renouvellement d'un camion benne.

Il faudra ajouter le remplacement du camion chargé de l'enlèvement des encombrants.

Les recettes en 2017

1) La redevance spéciale :

Pour les communes concernées, les recettes seront calculées sur la base de la délibération adoptée par le Conseil communautaire le 13 décembre 2016.

Suite à cette délibération, il y aura donc un changement de système de facturation de la redevance spéciale pour les communes de Martin-Eglise, Offranville et Saint-Aubin-sur-Scie dès 2017.

Dans une logique d'harmonisation totale de la redevance spéciale pour les communes de l'ex SMOMRE ce système devra être votée sur les communes d'Arques-la-Bataille et Rouxmesnil-Bouteilles courant 2017 pour une application dès 2018.

Dès 2018, le système de redevance spéciale sur la zone des Communes ex SMOMRE pourra être identique.

Le système de redevance spéciale pour la commune de Dieppe et les communes littorales, reste inchangé ce qui traduit une stabilité de cette recette.

2) L'annulation du retrait sur attribution de compensation (AC) :

Du fait de l'harmonisation de la zone Ex communes du SMOMRE, le retrait sur attribution de compensation (AC) n'a pu lieu d'être. Pour cela, il sera proposé au conseil communautaire de délibérer à nouveau sur les AC provisoires votées le 20/12/2016, afin d'ajuster la participation des communes dans le cadre des AC pour les montants suivants :

- 1 181 € pour Colmesnil-Manneville
- 8 460 € pour Offranville
- 12 090 € pour Rouxmesnil-Bouteilles
- 9 012 € pour Saint-Aubin-sur-Scie
- 5 130 € pour Sauqueville
- 4 904 € pour Tourville-sur-Arques

Soit un total de 40 777 € qui ne seront plus prélevés aux communes ci-dessus dès 2017.

3) La TEOM :

Les bases prévisionnelles de TEOM par communes n'ayant pas encore été notifiées, nous ne disposons pas d'informations relatives à la variation physique des bases entre 2016 et 2017.

En tenant compte du seul coefficient de revalorisation des bases déterminé par la loi de finances pour 2017 à 0,4%, le taux minimum de TEOM pourrait être fixé pour les différents zones comme suit :

Commune	Bases TEOM prévisionelles 2017 (revalorisation + 0,4% des Bases définitives 2016)	Rappel taux 2016	Produits attendus à taux constants	Nouveau Taux	Produits attendus en 2017
Dieppe	37 489 502 €	14,00%	5 248 530 €	14,00 %*	5 248 530 €

***Taux inchangé depuis 2012.**

Commune	Bases TEOM prévisionelles 2017 (revalorisation + 0,4% des Bases définitives 2016)	Rappel taux 2016	Produits attendus à taux constants	Nouveau Taux	Produits attendus en 2017
Hautot sur Mer	1 812 367 €	11,75%**	212 953 €	11,75%	212 953 €
Sainte Marguerite sur Mer	516 252 €	14,07%	72 637 €	14,07%	72 637 €
Varengeville sur Mer	1 208 723 €	13,16%	159 068 €	13,16%	159 068 €
Total	**3 537 342** €	**12,57 %***	**444 658** €	**12,57 %***	**444 658 €**

***Taux moyen simulé en calculant le rapport produit sur base.**

**** Taux inchangé depuis 2012.**

Communes de l'ex SMOMRE 2017, TEOM harmonisée au taux de 12,50 % et impact financier :

Zone Ex SMOMRE unique	Base de TEOM 2017	Taux de TEOM 2016	TEOM prévisionnelle 2017 avec taux 2016	Taux de TEOM 2017	TEOM prévisionnelle 2017 avec taux 2017 unique	Ecart avec maintien taux 2016
ANCOURT	339 785	19,18%	65 171,00 €	12,50%	42 473,00 €	-22 698,00 €
ARQUES LA BATAILLE	1 928 761	12,55%**	242 060,00 €		241 095,00 €	- 965,00 €
AUBERMESNIL BEAUMAIS	220 699	19,68%	43 434,00 €		27 587,00 €	-15 847,00 €
COLMESNIL MANNEVILLE	58 250	15,51%	9 035,00 €		7 281,00 €	- 1 754,00 €
GREGES	378 644	18,83%	71 299,00 €		47 331,00 €	-23 968,00 €
MARTIGNY	194 666	16,88%	32 860,00 €		24 333,00 €	- 8 527,00 €
MARTIN EGLISE	938 932	11,93%	112 015,00 €		117 367,00 €	5 352,00 €
OFFRANVILLE	1 874 355	14,88%	278 904,00 €		234 294,00 €	-44 610,00 €
ROUXMESNIL BOUTEILLES	1 536 879	10,28%	157 991,00 €		192 110,00 €	34 119,00 €
ST AUBIN SUR SCIE	620 698	8,78%	54 497,00 €		77 587,00 €	23 090,00 €
SAUQUEVILLE	192 282	15,61%	30 015,00 €		24 035,00 €	- 5 980,00 €
TOURVILLE SUR ARQUES	634 920	16,13%	102 413,00 €		79 365,00 €	-23 048,00 €
PA 2017 Prévisionnel	8 918 871	13,45%*	1 199 694,00 €		1 114 858,00 €	-84 836,00 €

***Taux moyen simulé en calculant le rapport produit sur base.**

**** Taux inchangé depuis 2012.**

Explication des 12,50 % :

A recette constante, il pourrait être appliqué un taux de 13,45 % sur la zone. Cependant compte tenu des excédents antérieurs cumulés notamment celui du SMOMRE s'élevant à 150 000 € il est proposé un taux unique à 12,50 %.

Constatant une importante augmentation sur certaines communes appliquant un taux unique dès 2017,il est proposé avec un lissage sur 3 ans de cette harmonisation :

Zone Ex SMOMRE unique	Variation en point de % pour effectuer le lissage sur 3 ans	Variation annuelle en point de % pour effectuer le lissage sur 3 ans
ANCOURT	**-6,68%**	**-2,23%**
ARQUES LA BATAILLE	**-0,05%**	**-0,02%**
AUBERMESNIL BEAUMAIS	**-7,18%**	**-2,39%**
COLMESNIL MANNEVILLE	**-3,01%**	**-1,00%**
GREGES	**-6,33%**	**-2,11%**
MARTIGNY	**-4,38%**	**-1,46%**
MARTIN EGLISE	**0,57%**	**0,19%**
OFFRANVILLE	**-2,38%**	**-0,79%**
ROUXMESNIL BOUTEILLES	**2,22%**	**0,74%**
ST AUBIN SUR SCIE	**3,72%**	**1,24%**
SAUQUEVILLE	**-3,11%**	**-1,04%**
TOURVILLE SUR ARQUES	**-3,63%**	**-1,21%**
PA 2017 Prévisionnel	**-0,95%**	**-0,32%**

Simulation sur 2017 : 1ere année de lissage

Zone Ex SMOMRE unique	Base de TEOM 2017	Taux de TEOM 2016	TEOM prévisionnelle 2017 avec taux 2016	Taux de TEOM 2017 en lissage	TEOM prévisionnelle 2017 avec taux 2017 lissé	Ecart avec maintien taux 2016
ANCOURT	339 785	19,18%	65 171,00 €	16,95%	57 594,00 €	- 7 577,00 €
ARQUES LA BATAILLE	1 928 761	12,55%	242 060,00 €	12,53%	241 674,00 €	- 386,00 €
AUBERMESNIL BEAUMAIS	220 699	19,68%	43 434,00 €	17,29%	38 159,00 €	- 5 275,00 €
COLMESNIL MANNEVILLE	58 250	15,51%	9 035,00 €	14,51%	8 452,00 €	- 583,00 €
GREGES	378 644	18,83%	71 299,00 €	16,72%	63 309,00 €	- 7 990,00 €
MARTIGNY	194 666	16,88%	32 860,00 €	15,42%	30 017,00 €	- 2 843,00 €
MARTIN EGLISE	938 932	11,93%	112 015,00 €	12,12%	113 799,00 €	1 784,00 €
OFFRANVILLE	1 874 355	14,88%	278 904,00 €	14,09%	264 097,00 €	-14 807,00 €
ROUXMESNIL BOUTEILLES	1 536 879	10,28%	157 991,00 €	11,02%	169 364,00 €	11 373,00 €
ST AUBIN SUR SCIE	620 698	8,78%	54 497,00 €	10,02%	62 194,00 €	7 697,00 €
SAUQUEVILLE	192 282	15,61%	30 015,00 €	14,57%	28 015,00 €	- 2 000,00 €
TOURVILLE SUR ARQUES	634 920	16,13%	102 413,00 €	14,92%	94 730,00 €	- 7 683,00 €
PA 2017 Prévisionnel	8 918 871	13,45%	1 199 694,00 €	13,13%	1 171 404,00 €	-28 290,00 €

Simulation sur 2018 : 2ème année de lissage

Zone Ex SMOMRE unique	Base de TEOM 2018	Taux de TEOM 2018 en lissage	TEOM prévisionnelle 2018 avec taux 2018 lissé	Variation Ecart produit 2017 /2018
ANCOURT	343 183	14,72%	50 517,00 €	- 7 077,00 €
ARQUES LA BATAILLE	1 948 049	12,51%	243 701,00 €	2 027,00 €
AUBERMESNIL BEAUMAIS	222 906	14,90%	33 213,00 €	- 4 946,00 €
COLMESNIL MANNEVILLE	58 833	13,51%	7 948,00 €	- 504,00 €
GREGES	382 430	14,61%	55 873,00 €	- 7 436,00 €
MARTIGNY	196 613	13,96%	27 447,00 €	- 2 570,00 €
MARTIN EGLISE	948 321	12,31%	116 738,00 €	2 939,00 €
OFFRANVILLE	1 893 099	13,30%	251 782,00 €	-12 315,00 €
ROUXMESNIL BOUTEILLES	1 552 248	11,76%	182 544,00 €	13 180,00 €
ST AUBIN SUR SCIE	626 905	11,26%	70 590,00 €	8 396,00 €
SAUQUEVILLE	194 205	13,53%	26 276,00 €	- 1 739,00 €
TOURVILLE SUR ARQUES	641 269	13,71%	87 918,00 €	- 6 812,00 €
PA 2018 Prévisionnel	9 008 060	12,82%	1 154 547,00 €	-16 857,00 €

Simulation sur 2019 : 3ème année de lissage

Zone Ex SMOMRE unique	Base de TEOM 2019	Taux de TEOM 2019 en lissage	TEOM prévisionnelle 2019 avec taux 2019 lissé	Variation Ecart produit 2018 /2019
ANCOURT	346 615	12,50%	43 327,00 €	- 7 190,00 €
ARQUES LA BATAILLE	1 967 529	12,50%	245 941,00 €	2 240,00 €
AUBERMESNIL BEAUMAIS	225 135	12,50%	28 142,00 €	- 5 071,00 €
COLMESNIL MANNEVILLE	59 421	12,50%	7 428,00 €	- 520,00 €
GREGES	386 254	12,50%	48 282,00 €	- 7 591,00 €
MARTIGNY	198 579	12,50%	24 822,00 €	- 2 625,00 €
MARTIN EGLISE	957 804	12,50%	119 726,00 €	2 988,00 €
OFFRANVILLE	1 912 030	12,50%	239 004,00 €	-12 778,00 €
ROUXMESNIL BOUTEILLES	1 567 770	12,50%	195 971,00 €	13 427,00 €
ST AUBIN SUR SCIE	633 174	12,50%	79 147,00 €	8 557,00 €
SAUQUEVILLE	196 147	12,50%	24 518,00 €	- 1 758,00 €
TOURVILLE SUR ARQUES	647 682	12,50%	80 960,00 €	- 6 958,00 €
PA 2019 Prévisionnel	9 098 141	12,50%	1 137 268,00 €	-17 279,00 €

4) La reprise des excédents antérieurs cumulés :

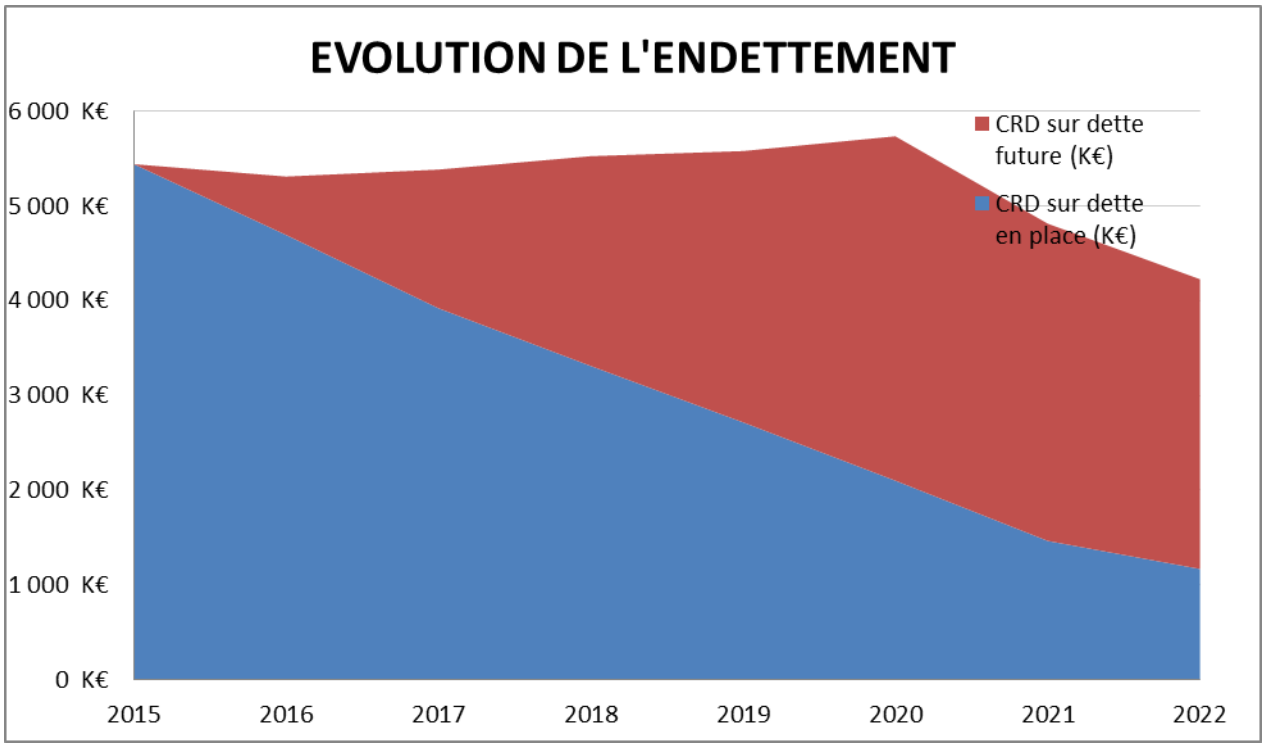
Prospective :

S'agissant des exercices futurs, des évolutions spécifiques à certaines zones ou communes sont attendues mais il faudra également mener des réflexions dans plusieurs domaines :

1) Zone de Dieppe **(prospective budgétaire 2017-2021 annexée)** :

Comme annoncé l'an passé et comme le confirme la prospective annexée, les années 2018 et 2019 seront difficiles à passer si l'évolution du coefficient de revalorisation des bases et leur augmentation physique (attendue après la réception des travaux réalisés dans le cadre de l'ANRU et du Val d'Arquet notamment) n'est pas supérieur à 3% par an d'ici à 2019.

En outre, le financement des investissements de cette zone, qui est principalement assuré par l'emprunt, risque d'atteindre ses limites :



	2016	2017	2018	2019	2020	2021
Capacité de désendettement	10,18 ans	4,22 ans	5,54 ans	10,89 ans	12,28 ans	10,15 ans

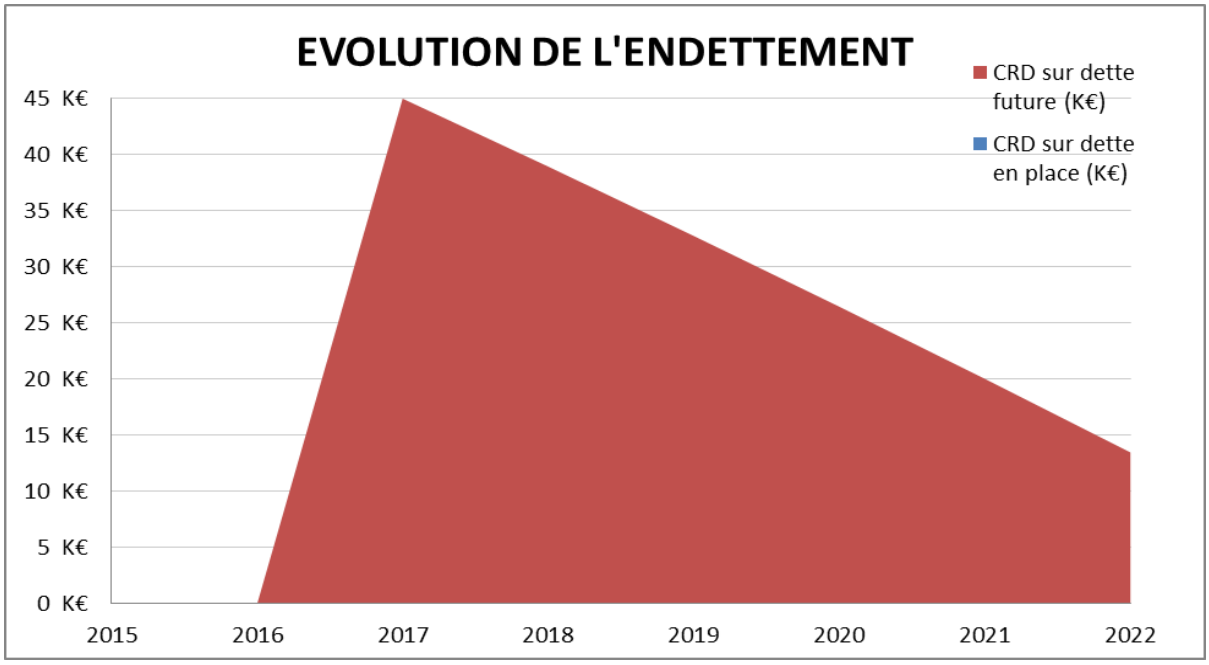
2) Les communes de la zone littorale :

Les marchés de collecte et de traitement arrivant à échéance au 31 décembre 2016 ont été prolongés, cependant il faudra préparer le lancement d'un appel d'offres, dès le début de cet exercice.

Dans cette optique, il est envisagé de réfléchir sur la question de l'harmonisation des services proposés aux habitants de chaque commune au sein de cette zone.

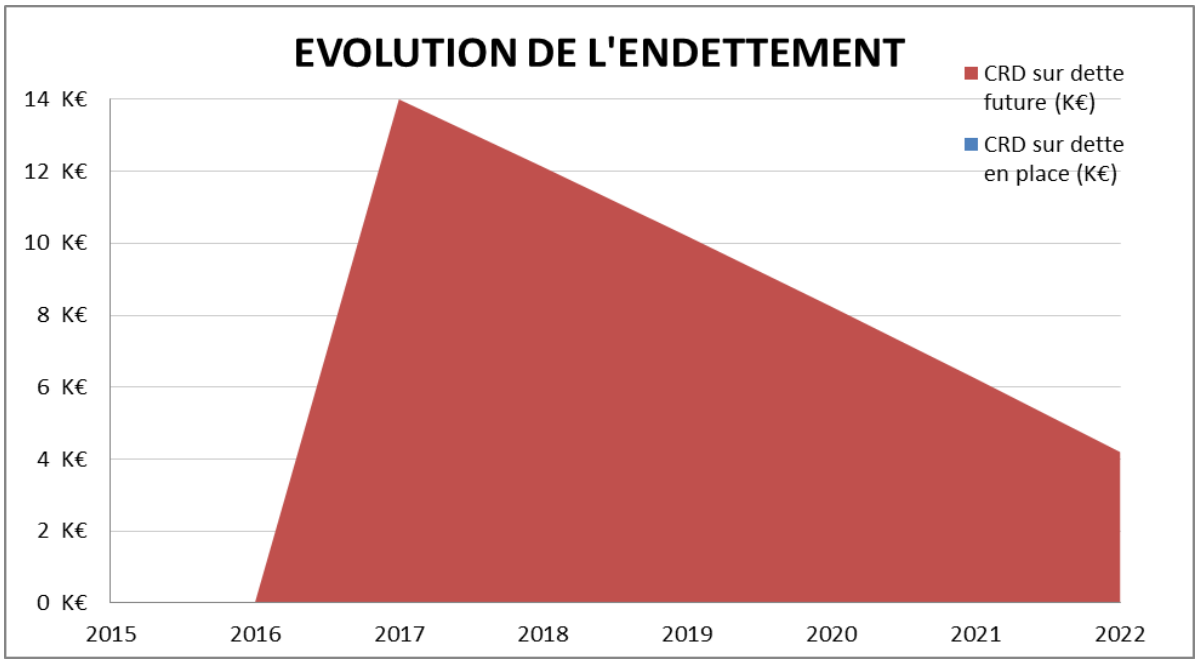
En outre, le financement des investissements de différentes communes de cette zone, qui est principalement assuré par l'emprunt évolue de la façon suivante :

Zone d'Hautot-sur-Mer (prospective budgétaire 2017-2021 annexée)



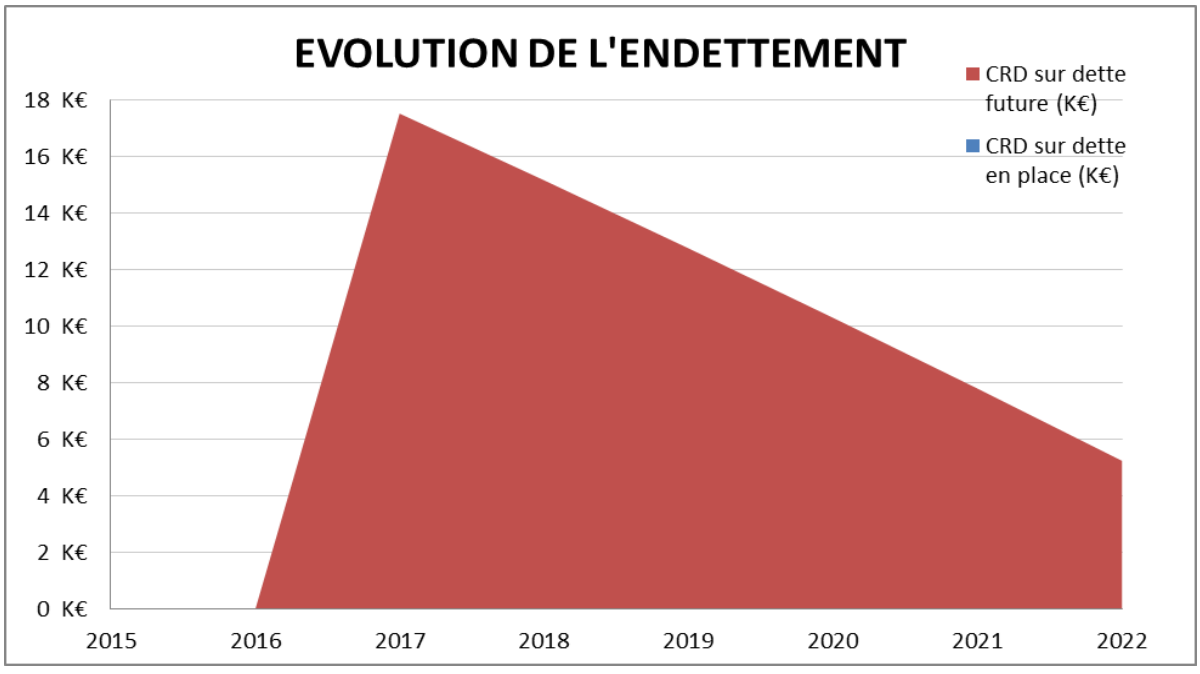
	2017	2018	2019	2020	2021
Capacité de désendettement	1,18 ans	1,19 ans	1,26 ans	1,59 ans	4,23 ans

Zone Sainte-Marguerite-sur-Mer (prospective budgétaire 2017-2021 annexée)



	2017	2018	2019	2020	2021
Capacité de désendettement	0,45 ans	0,44 ans	0,46 ans	0,52 ans	0,76 ans

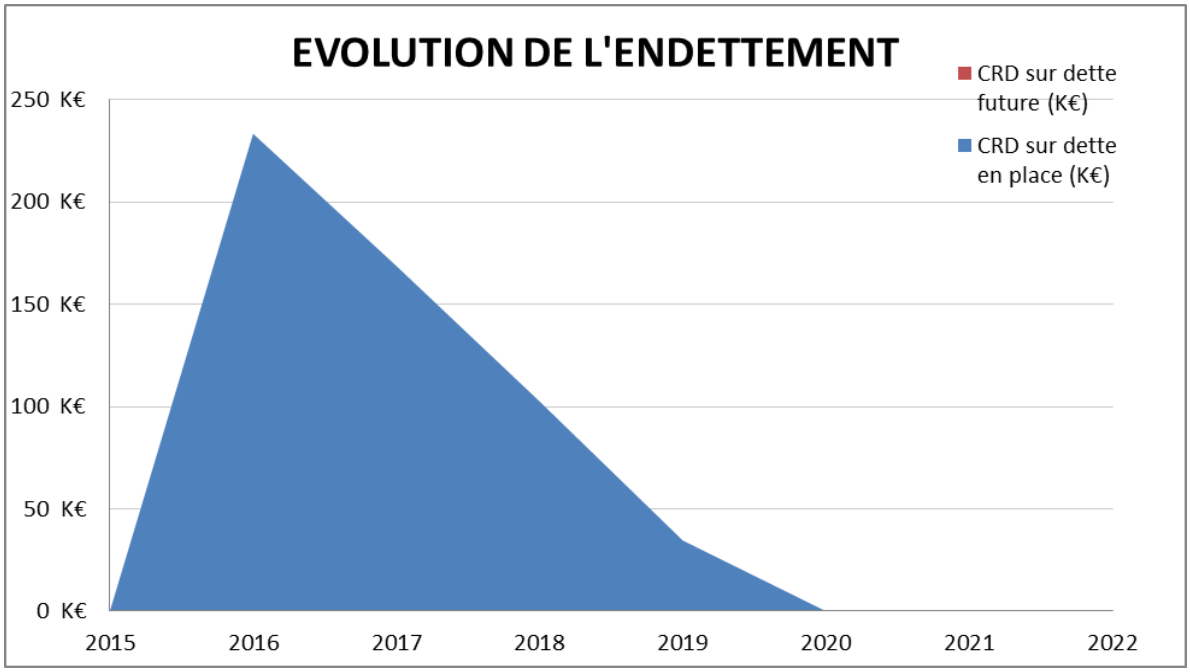
Zone Varengeville-sur-Mer (prospective budgétaire 2017-2021 annexée)



	2017	2018	2019	2020	2021
Capacité de désendettement	0,44 ans	0,37 ans	0,31 ans	0,27 ans	0,22 ans

3) Les communes de l'ex SMOMRE (prospective budgétaire 2017-2021 annexée):

L'évolution de la dette de cette nouvelle zone évolue comme suit :



	2016	2017	2018	2019	2020	2021
Capacité de désendettement	1,59 ans	0,47 ans	0,28 ans	0,11 ans	0,00 ans	0,00 ans

4) Les autres réflexions à mener portant sur les différents points suivants :

- la définition du programme local de prévention des déchets pour les communes de la zone littorale et pour Dieppe, le SMOMRE ayant déjà réalisé ce travail ;

- l'harmonisation totale du système de gestion de la redevance spéciale pour toutes les communes ex SMOMRE;

- l'obligation d'harmonisation de la TEOM dans les zones techniques identiques dans un délai de 10 ans à compter du transfert de la compétence TEOM. Courant 2017, les communes ex SMOMRE seront en cours d'harmonisation, il restera uniquement la zone des 3 communes littorales à harmoniser, la zone de Dieppe, étant spécifique avec son traitement en régie, reste une zone à part entière.

- le besoin en matière de déchetterie(s) sur le territoire communautaire avec également le renouvellement du marché d'exploitation de la déchèterie arrivant à terme au 31/12/17.

- la mise en place d'un règlement de collecte pour Dieppe et les Communes littorales,

- la déconstruction totale de l'UIOM,

- les moyens de simplifier et d'optimiser l'organisation de la compétence collecte sur l'ensemble de l'agglomération.

BUDGET ANNEXE DECHETS MENAGERS ET ASSIMILES - PROSPECTIVE ZONE DE DIEPPE 2017-2021

Zone de Dieppe	CA 2016 Prévisionnel	2017	2018	2019	2020	2021	Observations
Recettes de fonctionnement	**6 912 019,43 €**	**7 021 830,50 €**	**6 688 484,00 €**	**6 702 278,65 €**	**6 794 502,98 €**	**6 834 387,38 €**	
TEOM	5 231 522,00 €	5 248 530,00 €	5 301 016,00 €	5 354 026,00 €	5 407 566,00 €	5 461 642,00 €	Augmentation de 1% les base sauf en 2017 0,4%
Redevance spéciale	488 498,90 €	485 000,00 €	485 000,00 €	485 000,00 €	485 000,00 €	485 000,00 €	Stabilité
Autres recettes	694 608,13 €	453 400,00 €	462 468,00 €	471 717,36 €	481 151,71 €	490 774,74 €	
Amortissement des subventions	- €	- €	- €	- €	7 500,00 €	7 500,00 €	
Reports N+1							
Excédent antérieur reporté	497 390,40 €	834 900,50 €	440 000,00 €	391 535,29 €	413 285,27 €	389 470,63 €	
Dépenses de fonctionnement	**5 635 521,10 €**	**6 024 830,50 €**	**6 176 174,89 €**	**6 234 954,16 €**	**6 320 227,14 €**	**6 388 782,65 €**	
Charges générales	730 706,95 €	808 550,00 €	824 721,00 €	841 215,42 €	858 039,73 €	875 200,52 €	Indexation de 2% par an pour rappel au BP 2016 837 000 € de crédit ouvert
Masse salariale	2 331 123,98 €	2 436 650,00 €	2 485 383,00 €	2 535 090,66 €	2 585 792,47 €	2 637 508,32 €	Indexation de 2% par an
Contributions aux organismes de regroupement	2 187 590,00 €	2 242 100,00 €	2 286 942,00 €	2 332 680,84 €	2 379 334,46 €	2 426 921,15 €	Indexation de 2% par an
Remboursement intérêts des emprunts	164 967,00 €	165 000,00 €	168 959,38 €	175 612,13 €	182 579,63 €	193 512,10 €	Sur stock d'emprunt au 1er janvier 2016 + simulation emprunt supplémentaire
Autres dépenses	27 801,48 €	22 000,00 €	22 000,00 €	22 000,00 €	22 000,00 €	22 000,00 €	Intérêts moratoires et annulations de recettes exercices antérieurs + dotation pour créance éteintes
Dotation aux amortissements	193 331,69 €	320 000,00 €	358 169,51 €	298 355,11 €	262 480,85 €	203 640,56 €	A revoir après intégration des biens transférés par la ville de Dieppe
Reports N+1							
Crédits pour dépenses imprévues		30 530,50 €	30 000,00 €	30 000,00 €	30 000,00 €	30 000,00 €	
Solde de la section de fonctionnement	**1 276 498,33 €**	**997 000,00 €**	**512 309,11 €**	**467 324,48 €**	**474 275,84 €**	**445 604,72 €**	
Recettes d'investissement	**1 147 303,46 €**	**460 000,00 €**	**543 155,11 €**	**536 936,71 €**	**358 854,35 €**	**210 202,16 €**	
Excédent d'investissement reporté							
Excédent de fonctionnement capitalisé	804 972,32 €						
Emprunt révolving							
Emprunt							
FCTVA		140 000,00 €	104 985,60 €	88 581,60 €	96 373,50 €	6 561,60 €	
Subventions			80 000,00 €	150 000,00 €			
Autres recettes	11 605,98 €						
Restes à réaliser N+1	137 393,47 €						
Amortissement des dépenses	193 331,69 €	320 000,00 €	358 169,51 €	298 355,11 €	262 480,85 €	203 640,56 €	A revoir après transfert des biens de la ville de Dieppe

BUDGET ANNEXE DECHETS MENAGERS ET ASSIMILES - PROSPECTIVE ZONE DE DIEPPE 2017-2021

Zone de Dieppe	CA 2016 Prévisionnel	2017	2018	2019	2020	2021	Observations
Dépenses d'investissement	**2 055 901,29 €**	**1 944 000,00 €**	**1 543 928,93 €**	**1 420 975,92 €**	**1 443 659,56 €**	**689 000,00 €**	
Déficit d'investissement reporté	497 103,24 €						
Etudes		72 000,00 €	160 000,00 €	100 000,00 €			En 2017 Etude UIOM + Achats de logiciel Etudes démolition UIOM (2018/2019) pour 200 000 €. Etudes déchetterie (2018) pour 60 000 €.
Travaux		234 000,00 €	500 000,00 €	500 000,00 €	500 000,00 €		En 2017 : aire de lavage pour 180 000 € et divers travaux sur site de la collecte pour 54 000 €. En 2018 et 2019 : démolition UIOM (1 000 000 €). En 2020 : déchetterie (500 000 €).
Achat d'équipements divers	409 641,80 €	775 000,00 €	140 000,00 €	40 000,00 €	87 500,00 €	40 000,00 €	En 2017 1 camion enconbrant + 1 BOM 19t + Colonnes enterrées ANRU I (2017) . Nouveau programme ANRU II pour 100 000 € (2018). Acquisition annuelle de conteneurs ou autre pour 40 000 €.
Autres dépenses	11 605,98 €	3 000,00 €					
Remboursement capital emprunts	747 815,62 €	855 000,00 €	738 928,93 €	775 975,92 €	843 659,56 €	636 500,00 €	Sur stock d'emprunt au 1er janvier 2016 + simulation emprunt supplémentaire
Emprunt révolving							
Amortissement des recettes	- €	- €	- €	- €	7 500,00 €	7 500,00 €	
Restes à réaliser N+1	389 734,65 €						
Crédits pour dépenses imprévues		5 000,00 €	5 000,00 €	5 000,00 €	5 000,00 €	5 000,00 €	
Solde de la section d'investissement	**-908 597,83 €**	**-1 484 000,00 €**	**-1 000 773,82 €**	**-884 039,21 €**	**-1 084 805,21 €**	**-478 797,84 €**	

Zone de Dieppe	2016	2017	2018	2019	2020	2021	Observations
Autofinancement disponible	**1 276 498,33 €**	**997 000,00 €**	**512 309,11 €**	**467 324,48 €**	**474 275,84 €**	**445 604,72 €**	
Reste sur excédent	**367 900,50 €**	**-487 000,00 €**	**-488 464,71 €**	**-416 714,73 €**	**-610 529,37 €**	**-33 193,12 €**	
EMPRUNTS NOUVEAUX	**467 000,00 €**	**927 000,00 €**	**880 000,00 €**	**830 000,00 €**	**1 000 000,00 €**	**300 000,00 €**	
Reste final sur excédent	**834 900,50 €**	**440 000,00 €**	**391 535,29 €**	**413 285,27 €**	**389 470,63 €**	**266 806,88 €**	
Montant de TEOM nécessaire à l'équilibre du budget	**4 396 621,50 €**	**4 808 530,00 €**	**4 909 480,71 €**	**4 940 740,73 €**	**5 018 095,37 €**	**5 194 835,12 €**	
Evolution par rapport à N-1	**-11,84%**	**9,37%**	**2,10%**	**0,64%**	**1,57%**	**3,52%**	**Evolution minimum des bases annuelles estimée à 1% sauf en 2017 pour 0,4%**

Prospective budget DMA ZONE LITTORALE HAUTOT

Zone Littorale	CA 2016 Prévisionnel	2017	2018	2019	2020	2021	Observations
Recettes de fonctionnement	**266 233,11 €**	**273 446,11 €**	**262 753,00 €**	**272 011,06 €**	**278 767,33 €**	**282 947,96 €**	
TEOM	212 105,00 €	212 953,00 €	215 083,00 €	244 041,00 €	246 481,00 €	248 946,00 €	
Redevance spéciale	6 354,22 €	6 300,00 €	6 300,00 €	6 300,00 €	6 300,00 €	6 300,00 €	Stabilité
Autres recettes	27 759,16 €	17 300,00 €	17 300,00 €	17 300,00 €	17 300,00 €	17 300,00 €	Stabilité il s'agit des ventes de marchandises et des subventions écologique et DD
Autres recettes liées à la collecte en porte à porte							
Autres recettes liées masse salariale = CAE ambassadeur de tir	159,86 €	1 070,00 €	1 070,00 €				1/15 d'un ambassadeur de tri recettes pour un CAE 100% 16 000 € pendant 2 ans
Amortissement des subventions	- €	- €	- €	- €	- €	- €	
Reports N+1	- €						
Excédent antérieur reporté	19 854,87 €	35 823,11 €	23 000,00 €	4 370,06 €	8 686,33 €	10 401,96 €	

Dépenses de fonctionnement	**231 655,15 €**	**250 446,11 €**	**260 286,19 €**	**265 106,92 €**	**270 024,07 €**	**275 039,57 €**	
Charges générales	224 581,65 €	236 245,00 €	240 969,90 €	245 789,30 €	250 705,08 €	255 719,19 €	Indexation de 2% par an
Masse salariale	5 561,58 €	6 000,00 €	6 120,00 €	6 242,40 €	6 367,25 €	6 494,59 €	Indexation de 2% par an
Masse salariale pour l'ambassadeur de tri	- €	1 340,00 €	1 340,00 €	1 340,00 €	1 340,00 €	1 340,00 €	3/15 d'un ambassadeur de tri l'autre 12/15 réparti sur les communes du SMOMRE recettes pour un CAE 100% 14 700 € pendant 2 ans. Répartition conservée pour optimiser le tri dans son mode de fonctionnement existant
Contributions aux organismes de regroupement	- €						
Remboursement intérêts des emprunts	- €		900,00 €	778,94 €	655,46 €	529,51 €	
Autres dépenses	266,77 €	270,00 €					
Dotation aux amortissements	1 245,15 €	1 242,00 €	8 956,29 €	8 956,29 €	8 956,29 €	8 956,29 €	Revu avec l'intégration de l'amortissement de l'acquisitions de bacs
Reports N+1	- €						
Crédits pour dépenses imprévues	- €	5 349,11 €	2 000,00 €	2 000,00 €	2 000,00 €	2 000,00 €	Stabilité

Solde de la section de fonctionnement	**34 577,96 €**	**23 000,00 €**	**2 466,81 €**	**6 904,14 €**	**8 743,25 €**	**7 908,39 €**	

Recettes d'investissement	**2 457,22 €**	**54 882,00 €**	**8 956,29 €**	**8 956,29 €**	**8 956,29 €**	**8 956,29 €**	
Excédent antérieur reporté	0,00 €						
Excédent de fonctionnement capitalisé	739,11 €						
Emprunt révolving	- €						
Emprunt	- €	45 000,00 €					
FCTVA	- €	8 640,00 €	- €	- €	- €	- €	
Subventions	- €						
Autres recettes	- €						
Restes à réaliser N+1	472,96 €						
Amortissement des dépenses	1 245,15 €	1 242,00 €	8 956,29 €	8 956,29 €	8 956,29 €	8 956,29 €	

Prospective budget DMA ZONE LITTORALE HAUTOT

Zone Littorale	CA 2016 Prévisionnel	2017	2018	2019	2020	2021	Observations
Dépenses d'investissement	**1 212,07 €**	**54 882,00 €**	**7 053,04 €**	**7 174,10 €**	**7 297,58 €**	**7 423,53 €**	
Déficit antérieur reporté	1 212,07 €						
Etudes	- €						
Travaux	- €						
Achat d'équipements divers	- €	54 145,00 €					1000 bacs 54 € TTC l'unité + 145 € Logiciel
Remboursement capital emprunts	- €		6 053,04 €	6 174,10 €	6 297,58 €	6 423,53 €	
Emprunt révolving	- €						
Amortissement des recettes	- €	- €	- €	- €	- €	- €	
Restes à réaliser N+1	- €						
Crédits pour dépenses imprévues	- €	737,00 €	1 000,00 €	1 000,00 €	1 000,00 €	1 000,00 €	Stabilité

Solde de la section d'investissement	**1 245,15 €**	**0,00 €**	**1 903,25 €**	**1 782,19 €**	**1 658,70 €**	**1 532,75 €**	

Zone Littorale	CA 2016 Prévisionnel	2017	2018	2019	2020	2021	Observations
Autofinancement disponible	**34 577,96 €**	**23 000,00 €**	**2 466,81 €**	**6 904,14 €**	**8 743,25 €**	**7 908,39 €**	

Reste sur excédent	**35 823,11 €**	**23 000,00 €**	**4 370,06 €**	**8 686,33 €**	**10 401,96 €**	**9 441,14 €**	

Montant de TEOM nécessaire à l'équilibre du budget	**212 105,00 €**	**189 953,00 €**	**210 712,94 €**	**235 354,67 €**	**236 079,04 €**	**239 504,86 €**	
Evolution par rapport à N-1		**-10,44%**	**10,93%**	**11,69%**	**0,31%**	**1,45%**	

Base de TEOM	**1 805 146**	**1 812 367**	**1 830 490**	**1 848 795**	**1 867 283**	**1 885 956**	**Evolution minimum des bases annuelles estimée à 1% sauf 0,4% en 2017**
Taux de TEOM	**11,75%**	**11,75%**	**11,75%**	**13,20%**	**13,20%**	**13,20%**	
TEOM prévisionnelle	**212 105,00 €**	**212 953,00 €**	**215 083,00 €**	**244 041,00 €**	**246 481,00 €**	**248 946,00 €**	

Prospective budget DMA ZONE LITTORALE STE MARGUERITE

Zone Littorale	CA 2016 Prévisionnel	2017	2018	2019	2020	2021	Observations
Recettes de fonctionnement	**119 198,37 €**	**133 559,23 €**	**129 273,00 €**	**125 936,99 €**	**121 426,59 €**	**115 710,48 €**	
TEOM	72 347,00 €	72 637,00 €	73 363,00 €	74 097,00 €	74 838,00 €	75 586,00 €	
Redevance spéciale	18 894,06 €	18 890,00 €	18 890,00 €	18 890,00 €	18 890,00 €	18 890,00 €	Stabilité
Autres recettes	7 933,73 €	4 950,00 €	4 950,00 €	4 950,00 €	4 950,00 €	4 950,00 €	Stabilité il s'agit des ventes de marchandises et des subventions écologique et DD
Autres recettes liées à la collecte en porte à porte							
Autres recettes liées masse salariale = CAE ambassadeur de tir	498,86 €	1 070,00 €	1 070,00 €				1/15 d'un ambassadeur de tri recettes pour un CAE 100% 16 000 € pendant 2 ans
Amortissement des subventions	- €	- €	- €	- €	- €	- €	
Reports N+1	- €						
Excédent antérieur reporté	19 524,72 €	36 012,23 €	31 000,00 €	27 999,99 €	22 748,59 €	16 284,48 €	
Dépenses de fonctionnement	**83 202,04 €**	**102 559,23 €**	**101 720,13 €**	**103 597,86 €**	**105 513,15 €**	**107 466,74 €**	
Charges générales	75 798,89 €	87 292,00 €	89 037,84 €	90 818,60 €	92 634,97 €	94 487,67 €	Indexation de 2% par an
Masse salariale	6 249,53 €	6 600,00 €	6 732,00 €	6 866,64 €	7 003,97 €	7 144,05 €	Indexation de 2% par an
Masse salariale pour l'ambassadeur de tri	- €	1 340,00 €	1 340,00 €	1 340,00 €	1 340,00 €	1 340,00 €	1/15 d'un ambassadeur de tri l'autre. Répartition conservée pour optimiser le tri dans son mode de fonctionnement existant
Contributions aux organismes de regroupement	- €						
Remboursement intérêts des emprunts	- €		280,00 €	242,34 €	203,92 €	164,74 €	
Autres dépenses	1 137,72 €	1 160,00 €					
Dotation aux amortissements	15,90 €	16,00 €	2 330,29 €	2 330,29 €	2 330,29 €	2 330,29 €	Revu avec l'intégration de l'amortissement de l'acquisitions de 3 000 bacs
Reports N+1	- €						
Crédits pour dépenses imprévues	- €	6 151,23 €	2 000,00 €	2 000,00 €	2 000,00 €	2 000,00 €	Stabilité
Solde de la section de fonctionnement	**35 996,33 €**	**31 000,00 €**	**27 552,87 €**	**22 339,13 €**	**15 913,44 €**	**8 243,74 €**	
Recettes d'investissement	**15,90 €**	**16 606,00 €**	**2 330,29 €**	**2 330,29 €**	**2 330,29 €**	**2 330,29 €**	
Excédent antérieur reporté	0,00 €						
Excédent de fonctionnement capitalisé	- €						
Emprunt révolving	- €						
Emprunt	- €	14 000,00 €					Sur emprunts de 14 000 € sur les 300 bacs FCTVA déduit
FCTVA	- €	2 590,00 €	- €	- €	- €	- €	
Subventions	- €						

Prospective budget DMA ZONE LITTORALE STE MARGUERITE

Zone Littorale	CA 2016 Prévisionnel	2017	2018	2019	2020	2021	Observations
Autres recettes	- €						
Restes à réaliser N+1	- €						
Amortissement des dépenses	15,90 €	16,00 €	2 330,29 €	2 330,29 €	2 330,29 €	2 330,29 €	
Dépenses d'investissement	**0,00 €**	**16 606,00 €**	**1 883,17 €**	**1 920,83 €**	**1 959,25 €**	**1 998,43 €**	
Déficit antérieur reporté	- €						
Etudes	- €						
Travaux	- €						
Achat d'équipements divers	- €	16 606,00 €					16200 € de bacs + 406 de logiciel
Remboursement capital emprunts	- €		1 883,17 €	1 920,83 €	1 959,25 €	1 998,43 €	
Emprunt révolving	- €						
Amortissement des recettes	- €	- €	- €	- €	- €	- €	
Restes à réaliser N+1	- €						
Crédits pour dépenses imprévues	- €	- €	- €	- €	- €	- €	Stabilité
Solde de la section d'investissement	**15,90 €**	**0,00 €**	**447,12 €**	**409,45 €**	**371,04 €**	**331,85 €**	

Zone Littorale	CA 2016 Prévisionnel	2017	2018	2019	2020	2021	Observations
Autofinancement disponible	**35 996,33 €**	**31 000,00 €**	**27 552,87 €**	**22 339,13 €**	**15 913,44 €**	**8 243,74 €**	
Reste sur excédent	**36 012,23 €**	**31 000,00 €**	**27 999,99 €**	**22 748,59 €**	**16 284,48 €**	**8 575,59 €**	
Montant de TEOM nécessaire à l'équilibre du budget	**72 347,00 €**	**41 637,00 €**	**45 363,01 €**	**51 348,41 €**	**58 553,52 €**	**67 010,41 €**	
Evolution par rapport à N-1		**-42,45%**	**8,95%**	**13,19%**	**14,03%**	**14,44%**	
Base de TEOM	**514 195**	**516 252**	**521 414**	**526 628**	**531 895**	**537 214**	**Evolution minimum des bases annuelles estimée à 1% sauf 2017 à 0,4%**
Taux de TEOM	**14,07%**	**14,07%**	**14,07%**	**14,07%**	**14,07%**	**14,07%**	
TEOM prévisionnelle	**72 347,00 €**	**72 637,00 €**	**73 363,00 €**	**74 097,00 €**	**74 838,00 €**	**75 586,00 €**	

Prospective budget DMA ZONE LITTORALE VARENGEVILLE

Zone Littorale	CA 2016 Prévisionnel	2017	2018	2019	2020	2021	Observations
Recettes de fonctionnement	**184 213,44 €**	**199 870,66 €**	**206 069,00 €**	**204 390,55 €**	**201 130,39 €**	**196 240,45 €**	
TEOM	158 434,00 €	159 068,00 €	160 659,00 €	162 265,00 €	163 888,00 €	165 527,00 €	
Redevance spéciale	- €	- €	- €	- €	- €	- €	Stabilité
Autres recettes	13 347,70 €	8 340,00 €	8 340,00 €	8 340,00 €	8 340,00 €	8 340,00 €	Stabilité il s'agit des ventes de marchandises et des subventions écologique et DD
Autres recettes liées à la collecte en porte à porte							
Autres recettes liées masse salariale = CAE ambassadeur de tir	- €	1 070,00 €	1 070,00 €				1/15 d'un ambassadeur de tri recettes pour un CAE 100% 16 000 € pendant 2 ans
Amortissement des subventions	- €	- €	- €	- €	- €	- €	
Reports N+1	- €						
Excédent antérieur reporté	12 431,74 €	31 392,66 €	36 000,00 €	33 785,55 €	28 902,39 €	22 373,45 €	

Dépenses de fonctionnement	**153 438,61 €**	**163 870,66 €**	**172 631,17 €**	**175 788,71 €**	**179 009,40 €**	**182 294,50 €**	
Charges générales	134 971,24 €	138 393,00 €	141 160,86 €	143 984,08 €	146 863,76 €	149 801,03 €	Indexation de 2% par an
Masse salariale	17 849,54 €	18 700,00 €	19 074,00 €	19 455,48 €	19 844,59 €	20 241,48 €	Indexation de 2% par an
Masse salariale pour l'ambassadeur de tri	- €	1 340,00 €	1 340,00 €	1 340,00 €	1 340,00 €	1 340,00 €	1/15 d'un ambassadeur de tri. Répartition conservée pour optimiser le tri dans son mode de fonctionnement existant
Contributions aux organismes de regroupement	- €						
Remboursement intérêts des emprunts	- €		350,60 €	303,44 €	255,34 €	206,27 €	
Autres dépenses	- €						
Dotation aux amortissements	617,83 €	620,00 €	3 705,71 €	3 705,71 €	3 705,71 €	3 705,71 €	Revu avec l'intégration de l'amortissement de l'acquisitions de 3 000 bacs
Reports N+1	- €						
Crédits pour dépenses imprévues	- €	4 817,66 €	7 000,00 €	7 000,00 €	7 000,00 €	7 000,00 €	Stabilité

Solde de la section de fonctionnement	**30 774,83 €**	**36 000,00 €**	**33 437,83 €**	**28 601,83 €**	**22 120,99 €**	**13 945,95 €**	

Recettes d'investissement	**6 986,85 €**	**21 600,00 €**	**3 705,71 €**	**3 705,71 €**	**3 705,71 €**	**3 705,71 €**	
Excédent antérieur reporté	0,00 €						
Excédent de fonctionnement capitalisé	5 659,58 €						
Emprunt révolving	- €						
Emprunt	- €	17 530,00 €					Sur emprunts de 17 530 € sur les 400 bacs FCTVA déduit
FCTVA	- €	3 450,00 €	- €	- €	- €	- €	
Subventions	- €						

Prospective budget DMA ZONE LITTORALE VARENGEVILLE

Zone Littorale	CA 2016 Prévisionnel	2017	2018	2019	2020	2021	Observations
Autres recettes	- €						
Restes à réaliser N+1	709,44 €						
Amortissement des dépenses	617,83 €	620,00 €	3 705,71 €	3 705,71 €	3 705,71 €	3 705,71 €	
Dépenses d'investissement	**6 369,02 €**	**21 600,00 €**	**3 357,99 €**	**3 405,15 €**	**3 453,26 €**	**3 502,32 €**	
Déficit antérieur reporté	6 369,02 €						
Etudes	- €						
Travaux	- €						
Achat d'équipements divers	- €	21 600,00 €					3000 bacs à 35 € HT l'unité soit 42 € TTC l'unité
Remboursement capital emprunts	- €		2 357,99 €	2 405,15 €	2 453,26 €	2 502,32 €	Sur emprunts de 17 530 € sur les 400 bacs FCTVA déduit
Emprunt révolving	- €						
Amortissement des recettes	- €	- €	- €	- €	- €	- €	
Restes à réaliser N+1	- €						
Crédits pour dépenses imprévues	- €	- €	1 000,00 €	1 000,00 €	1 000,00 €	1 000,00 €	Stabilité
Solde de la section d'investissement	**617,83 €**	**0,00 €**	**347,72 €**	**300,56 €**	**252,46 €**	**203,39 €**	

Zone Littorale	CA 2016 Prévisionnel	2017	2018	2019	2020	2021	Observations
Autofinancement disponible	**30 774,83 €**	**36 000,00 €**	**33 437,83 €**	**28 601,83 €**	**22 120,99 €**	**13 945,95 €**	
Reste sur excédent	**31 392,66 €**	**36 000,00 €**	**33 785,55 €**	**28 902,39 €**	**22 373,45 €**	**14 149,34 €**	
Montant de TEOM nécessaire à l'équilibre du budget	**158 434,00 €**	**123 068,00 €**	**126 873,45 €**	**133 362,61 €**	**141 514,55 €**	**151 377,66 €**	
Evolution par rapport à N-1		**-22,32%**	**3,09%**	**5,11%**	**6,11%**	**6,97%**	
Base de TEOM	**1 203 907**	**1 208 723**	**1 220 810**	**1 233 018**	**1 245 348**	**1 257 802**	**Evolution minimum des bases annuelles estimée à 1% sauf 0,4% en 2017**
Taux de TEOM	**13,16%**	**13,16%**	**13,16%**	**13,16%**	**13,16%**	**13,16%**	
TEOM prévisionnelle	**158 434,00 €**	**159 068,00 €**	**160 659,00 €**	**162 265,00 €**	**163 888,00 €**	**165 527,00 €**	

Prospective budget DMA SMOMRE FUSION COMPLETE taux 12,50 % et harmonisation complette de la RS a compter de 2018

Zone Ex SMOMRE unique	ANCOURT	ARQUES LA BATAILLE	AUBERMESNIL BEAUMAIS	COLMESNIL MANNEVILLE	GREGES	MARTIGNY	MARTIN EGLISE	OFFRANVILLE	ROUXMESNIL BOUTEILLES	ST AUBIN SUR SCIE	SAUQUEVILLE	TOURVILLE SUR ARQUES	CA 2016 Prévisionnel	2017	2018	2019	2020	2021	Observations
Recettes de fonctionnement	**66 789,99 €**	**285 060,28 €**	**46 203,97 €**	**11 180,02 €**	**72 021,01 €**	**43 340,64 €**	**151 298,04 €**	**326 247,96 €**	**215 361,38 €**	**117 942,28 €**	**35 917,02 €**	**108 952,94 €**	**1 480 315,53 €**	**1 587 140,50 €**	**1 587 712,24 €**	**1 562 495,10 €**	**1 523 917,11 €**	**1 506 548,83 €**	
TEOM	64 911,00 €	241 095,00 €	43 261,00 €	8 999,00 €	71 015,00 €	32 729,00 €	111 568,00 €	277 793,00 €	158 494,72 €	53 539,26 €	29 504,02 €	102 005,00 €	1 194 914,00 €	1 114 859,00 €	1 126 007,00 €	1 137 267,00 €	1 148 640,00 €	1 160 126,00 €	
Redevance spéciale		7 932,20 €				9 366,94 €	28 584,00 €	34 113,00 €	17 397,58 €	51 803,00 €			149 196,72 €	149 196,72 €	149 196,72 €	149 196,72 €	149 196,72 €	149 196,72 €	Stabilité
Perte de TEOM															- 43 450,02 €	- 43 450,02 €	- 43 450,02 €	- 43 450,02 €	A compter de 2018 Perte de TEOM sur Arques et Rouxmesnil avec exonération des entreprises et RS a partir du 1er litre estimation de déduction de TEOM pour le même montant que la RS supplémentaire
Modif redevance spéciale liée à l'application du système SMOMRE au 1er litre														8 416,00 €	51 866,02 €	51 866,02 €	51 866,02 €	51 866,02 €	Montant liés a l'harmonisation à compter de 2017 pour Martin-Eglise (+ 2 290 €), Offranville (- 8 414 €) et Saint-Aubin-sur-Scie (14 540 €) + à Compter de 2018 modification des recettes de RS pour Arques (+ 16 105,92 €) et Rouxmesnil (+ 27 344,10€)
Attribution de compensation versée par le budget principal				1 476,00 €				10 573,00 €	15 112,00 €	11 265,00 €	6 413,00 €	6 131,00 €	50 970,00 €						Dans le cadre de l'harmonisation suppression du lissage des AC
Autres recettes		200,19 €	147,00 €			236,59 €	804,07 €	857,12 €	467,52 €	1 335,02 €			4 047,51 €	- €	- €	- €	- €	- €	
Autres recettes liées masse salariale = CAE ambassadeur de tir													- €	12 800,00 €	12 800,00 €				3/15 d'un ambassadeur de tri l'autre 12/15 réparti sur les communes du SMOMRE recettes pour un CAE 100% 16 000 € pendant 2 ans
Amortissement des subventions													- €	- €	- €	- €	- €	- €	
Reports N+1													- €						
Boni dissolution SMOMRE													- €	154 487,00 €					Boni lié à la disparition du SMOMRE estimé au total à 300 000 € pour la totalité du SMOMRE soit 53,75 % de résidence CARD auquel est déduit 6 763 € pour compenser la répartition des annuités d'emprunts
Excédent antérieur reporté	1 878,99 €	35 832,89 €	2 795,97 €	705,02 €	1 006,01 €	1 008,11 €	10 341,97 €	2 911,84 €	23 889,56 €			816,94 €	81 187,30 €	147 381,78 €	291 292,52 €	267 615,38 €	217 664,39 €	188 810,11 €	
Dépenses de fonctionnement	**60 966,06 €**	**237 679,31 €**	**39 314,02 €**	**9 471,03 €**	**66 641,04 €**	**39 296,75 €**	**137 631,58 €**	**320 532,54 €**	**171 097,22 €**	**114 613,69 €**	**32 258,43 €**	**103 711,43 €**	**1 333 213,10 €**	**1 282 783,18 €**	**1 304 518,84 €**	**1 327 508,63 €**	**1 350 155,47 €**	**1 375 558,45 €**	
Charges générales	35,11 €	57,42 €	35,07 €	35,06 €	35,07 €	61,08 €	116,66 €	18 221,57 €	82,92 €	168,33 €	32,46 €	32,46 €	18 913,21 €	19 291,47 €	19 677,30 €	20 070,85 €	20 472,27 €	20 881,71 €	Indexation de 2% par an
Nouvelle charges à caractère générales													- €	1 136 699,72 €	1 159 433,71 €	1 182 622,39 €	1 206 274,84 €	1 230 400,33 €	Ancienne contribution sur laquelle est déduit le salaire type "Audrey" (28 700 € annuel chargé) ainsi que l'annuité de l'emprunts récupéré du SMOMRE mais aussi l'amortissement le tout indexation de 2 % par an
Masse salariale	301,05 €	743,45 €	301,05 €	301,05 €	301,05 €	818,40 €	1 971,58 €	2 075,74 €	1 286,07 €	3 055,90 €	301,05 €	301,05 €	11 757,44 €	11 992,59 €	12 232,44 €	12 477,09 €	12 726,63 €	12 981,16 €	Indexation de 2% par an
Masse salariale pour l'ambassadeur de tri + Poste d'assistant administratif													- €	44 460,00 €	45 349,20 €	46 256,18 €	47 181,31 €	48 124,93 €	3/15 d'un ambassadeur de tri l'autre 12/15 réparti sur les communes du SMOMRE charges pour un CAE 100 % 19 700 € + 1 assistant administratif à 28 700 € qui sera majoré de 2 % par ans
Contributions aux organismes de regroupement	60 629,90 €	236 874,92 €	38 977,90 €	9 134,92 €	66 304,92 €	38 401,92 €	133 892,92 €	296 978,92 €	168 260,92 €	108 066,92 €	31 924,92 €	103 377,92 €	1 292 827,00 €						
Remboursement intérêts des emprunts													- €	5 316,32 €	3 660,10 €	1 961,40 €	330,12 €	- €	Emprunt récupéré du SMOMRE
Autres dépenses							1 602,09 €	3 145,18 €	1 405,64 €	3 283,19 €			9 436,10 €						
Dotation aux amortissements		3,52 €				15,35 €	48,33 €	111,13 €	61,67 €	39,35 €			279,35 €	57 523,08 €	56 666,08 €	56 620,72 €	55 670,31 €	55 670,31 €	Est inclus la récupération des amortissement de l'ex SMOMRE
Reports N+1													- €						
Crédits pour dépenses imprévues												- €	- €	7 500,00 €	7 500,00 €	7 500,00 €	7 500,00 €	7 500,00 €	Stabilité
Solde de la section de fonctionnement	**5 823,93 €**	**47 380,97 €**	**6 889,95 €**	**1 708,99 €**	**5 379,97 €**	**4 043,89 €**	**13 666,46 €**	**5 715,42 €**	**44 264,16 €**	**3 328,59 €**	**3 658,59 €**	**5 241,51 €**	**147 102,43 €**	**304 357,32 €**	**283 193,40 €**	**234 986,47 €**	**173 761,64 €**	**130 990,38 €**	
Recettes d'investissement	**0,00 €**	**3,52 €**	**0,00 €**	**0,00 €**	**0,00 €**	**15,35 €**	**48,33 €**	**111,13 €**	**61,67 €**	**39,35 €**	**0,00 €**	**0,00 €**	**279,35 €**	**57 523,08 €**	**56 666,08 €**	**56 620,72 €**	**55 670,31 €**	**55 670,31 €**	
Excédent antérieur reporté													0,00 €						
Excédent de fonctionnement capitalisé													- €						

Prospective budget DMA SMOMRE FUSION COMPLETE taux 12,50 % et harmonisation complette de la RS a compter de 2018

Zone Ex SMOMRE unique	ANCOURT	ARQUES LA BATAILLE	AUBERMESNIL BEAUMAIS	COLMESNIL MANNEVILLE	GREGES	MARTIGNY	MARTIN EGLISE	OFFRANVILLE	ROUXMESNIL BOUTEILLES	ST AUBIN SUR SCIE	SAUQUEVILLE	TOURVILLE SUR ARQUES	CA 2016 Prévisionnel	2017	2018	2019	2020	2021	Observations
Emprunt révolving													- €						
Emprunt													- €						
FCTVA													- €	- €	- €	- €	- €	- €	
Subventions													- €						
Autres recettes													- €						
Restes à réaliser N+1													- €						
Amortissement des dépenses	- €	3,52 €	- €	- €	- €	15,35 €	48,33 €	111,13 €	61,67 €	39,35 €	- €	- €	279,35 €	57 523,08 €	56 666,08 €	56 620,72 €	55 670,31 €	55 670,31 €	
Dépenses d'investissement	**0,00 €**	**0,00 €**	**0,00 €**	**0,00 €**	**0,00 €**	**0,00 €**	**0,00 €**	**0,00 €**	**0,00 €**	**0,00 €**	**0,00 €**	**0,00 €**	**0,00 €**	**70 587,88 €**	**72 244,10 €**	**73 942,80 €**	**40 621,84 €**	**6 000,00 €**	
Déficit antérieur reporté													- €						
Etudes													- €						
Travaux													- €						
Achat d'équipements divers													- €						
Remboursement capital emprunts													- €	64 587,88 €	66 244,10 €	67 942,80 €	34 621,84 €	- €	Emprunt récupéré du SMOMRE
Emprunt révolving													- €						
Amortissement des recettes	- €	- €	- €	- €	- €	- €	- €	- €	- €	- €	- €		- €	- €	- €	- €	- €	- €	
Restes à réaliser N+1													- €						
Crédits pour dépenses imprévues													- €	6 000,00 €	6 000,00 €	6 000,00 €	6 000,00 €	6 000,00 €	Stabilité
Solde de la section d'investissement	**0,00 €**	**3,52 €**	**0,00 €**	**0,00 €**	**0,00 €**	**15,35 €**	**48,33 €**	**111,13 €**	**61,67 €**	**39,35 €**	**0,00 €**	**0,00 €**	**279,35 €**	**-13 064,80 €**	**-15 578,02 €**	**-17 322,08 €**	**15 048,47 €**	**49 670,31 €**	

Zone Ex SMOMRE unique	ANCOURT	ARQUES LA BATAILLE	AUBERMESNIL BEAUMAIS	COLMESNIL MANNEVILLE	GREGES	MARTIGNY	MARTIN EGLISE	OFFRANVILLE	ROUXMESNIL BOUTEILLES	ST AUBIN SUR SCIE	SAUQUEVILLE	TOURVILLE SUR ARQUES	CA 2016 Prévisionnel	2017	2018	2019	2020	2021	Observations
Autofinancement disponible	**5 823,93 €**	**47 380,97 €**	**6 889,95 €**	**1 708,99 €**	**5 379,97 €**	**4 043,89 €**	**13 666,46 €**	**5 715,42 €**	**44 264,16 €**	**3 328,59 €**	**3 658,59 €**	**5 241,51 €**	**147 102,43 €**	**304 357,32 €**	**283 193,40 €**	**234 986,47 €**	**173 761,64 €**	**130 990,38 €**	
Reste sur excédent	**5 823,93 €**	**47 384,49 €**	**6 889,95 €**	**1 708,99 €**	**5 379,97 €**	**4 059,24 €**	**13 714,79 €**	**5 826,55 €**	**44 325,83 €**	**3 367,94 €**	**3 658,59 €**	**5 241,51 €**	**147 381,78 €**	**291 292,52 €**	**267 615,38 €**	**217 664,39 €**	**188 810,11 €**	**180 660,69 €**	
Montant de TEOM nécessaire à l'équilibre du budget	**64 911,00 €**	**241 095,00 €**	**43 261,00 €**	**8 999,00 €**	**71 015,00 €**	**32 729,00 €**	**111 568,00 €**	**277 793,00 €**	**158 494,72 €**	**53 539,26 €**	**29 504,02 €**	**102 005,00 €**	**1 194 914,00 €**	**823 566,48 €**	**858 391,62 €**	**919 602,61 €**	**959 829,89 €**	**979 465,31 €**	
Evolution par rapport à N-1														**-31,08%**	**4,23%**	**7,13%**	**4,37%**	**2,05%**	
Base de TEOM	**338 431**	**1 921 077**	**219 820**	**58 018**	**377 135**	**193 890**	**935 191**	**1 866 887**	**1 530 756**	**618 225**	**191 516**	**632 390**	**8 883 336**	**8 918 869**	**9 008 058**	**9 098 139**	**9 189 120**	**9 281 011**	**Evolution minimum des bases annuelles estimée à 1% sauf en 2017 avec 0,04%**
Taux de TEOM	**19,18%**	**12,55%**	**19,68%**	**15,51%**	**18,83%**	**16,88%**	**11,93%**	**14,88%**	**10,28%**	**8,78%**	**15,61%**	**16,13%**	**13,45%**	**12,50%**	**12,50%**	**12,50%**	**12,50%**	**12,50%**	**Taux de TEOM nécessaire Zone unique en 2016**
TEOM prévisionnelle	**64 911,00 €**	**241 095,00 €**	**43 261,00 €**	**8 999,00 €**	**71 015,00 €**	**32 729,00 €**	**111 568,00 €**	**277 793,00 €**	**157 362,00 €**	**54 280,00 €**	**29 896,00 €**	**102 005,00 €**	**1 194 914,00 €**	**1 114 859,00 €**	**1 126 007,00 €**	**1 137 267,00 €**	**1 148 640,00 €**	**1 160 126,00 €**	

DIEPPE MARITIME
BP 50166
76204 Dieppe Cedex
Tel : 02 32 90 20 25
Fax : 02 32 90 92 06

09-05-17/03

COMMUNAUTÉ D'AGGLOMÉRATION DE LA RÉGION DIEPPOISE

EXTRAIT DU REGISTRE DES DÉLIBÉRATIONS

CONSEIL COMMUNAUTAIRE DU 9 MAI 2017

L'an deux mil dix-sept, le neuf mai à dix-huit heures, le Conseil communautaire, légalement convoqué le trois mai deux mil dix-sept, s'est réuni en la commune de Saint-Aubin-sur-Scie, sous la présidence de Monsieur Patrick BOULIER.

Présents : Patrick BOULIER, Sébastien JUMEL, Gili GERYL, Nicolas LANGLOIS, François LEFEBVRE, Bruno BIENAIME, Daniel LEFEVRE, Guy SENECAL, Frédéric WEISZ, Annie PIMONT, Jean-Claude GROUT, Emmanuelle CARU-CHARRETON, Christophe LOUCHEL, Maryline FOURNIER, Michel MENAGER, Isabelle DUBUFRESNIL, Marie-Laure DUFOUR, Marie-Luce BUICHE, Frédéric ELOY, Sabine AUDIGOU, Florent BUSSY, Lucien LECANU, Jolanta AVRIL, Patrick CAREL, Marie-Catherine GAILLARD, Joël MENARD, André GAUTIER, Annie OUVRY, Jean BAZIN, Virginie LEVASSEUR, Bernard BREBION, Sandra JEANVOINE, Jean-Jacques BRUMENT, Christine GODEFROY, Véronique MPANDOU, Imelda VANDECANDELAERE, René DESPREZ, Bérénice AMOURETTE, Bernard MACHEMEHL, Odile VILLARD, Claude PETITEVILLE, Franck SOTTOU, Lionel AVISSE.

Absents : Patricia RIDEL (donne procuration à Emmanuelle CARU-CHARRETON), Paquita CLAPISSON (donne procuration à Lucien LECANU), Isabelle BOUVIER-LAFOSSE (donne procuration à Marie-Luce BUICHE), Elodie ANGER (donne procuration à Nicolas LANGLOIS), Claude FERCHAL.

Secrétaire de séance : Michel MENAGER.

Nombre de membres	
Composant le conseil :	48
En exercice :	48
Présents :	43
Procurations :	4
Votants :	47

FINANCES

Budget principal et budgets annexes de Dieppe Maritime – Rapport d'orientations budgétaires pour 2017

EXPOSE DES MOTIFS

Conformément aux dispositions de L'article L.2312-1, alinéa 2, du Code Général des Collectivités Territoriales, par renvoi de l'article L.5211-1, « dans les établissements publics de 3 500 habitants et plus, un débat a lieu sur les orientations générales du budget, dans un délai de deux mois précédant l'examen de celui-ci et dans les conditions fixées par le règlement intérieur prévu à l'article L.2121-8 ».

Le décret 2016-841 du 24 juin 2016 précise le contenu ainsi que les modalités de publication et de transmission du rapport d'orientation budgétaire.

Il présente en outre l'évolution prévisionnelle de la structure des effectifs et des dépenses de personnel pour l'exercice auquel se rapporte le projet de budget.

Le rapport, ci-annexé, doit être transmis dans un délai de 15 jours à compter de son examen, au représentant de l'Etat ainsi qu'aux maires des communes membres et mis à disposition du public qui doit en être informé par tout moyen. Le rapport sera publié sur le site internet de Dieppe-Maritime.

Ref. 201503 Berger-Levrault (1012)

Le DOB constitue donc une étape essentielle du cycle budgétaire de la collectivité. Il permet d'informer les élus sur la situation économique et financière de la collectivité afin d'éclairer leur choix de vote du budget primitif 2017.

Il se présente sous la forme de notes d'information spécifiques à chaque budget de l'agglomération auxquelles sont jointes des prospectives financières jusqu'à la fin de ce mandat, en 2020.

Ce débat donne lieu à une délibération spécifique qui donne lieu à un vote.

PAR CES MOTIFS

LE CONSEIL COMMUNAUTAIRE,

VU la loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République,

VU les articles L.5211-1 et L.2312-1, alinéa 2, du Code Général des Collectivités Territoriales,

VU les instructions budgétaires et comptables M14, M4 et M49 applicables aux budgets de Dieppe-Maritime,

VU l'avis du Bureau communautaire 28 février 2017,

VU l'avis de la Commission « Finances – Administration » du 9 mars 2017,

VU la présentation des orientations pour l'exercice 2017,

SUR le rapport de M. le Président,

PREND ACTE de la tenue du débat d'orientations budgétaires pour 2017 du budget principal et des budgets annexes,

PREND ACTE de l'existence du rapport d'orientation Budgétaire sur la base duquel se tient le débat d'orientations budgétaires du budget principal et des budgets annexes,

APRES en avoir délibéré, Isabelle DUBUFRESNIL, Marie-Laure DUFOUR, André GAUTIER, Annie OUVRY, Jean BAZIN, Virginie LEVASSEUR, Jean-Jacques BRUMENT, Christine GODEFROY, Imelda VANDECANDELAERE, René DESPREZ, Bérénice AMOURETTE, Franck SOTTOU ne prenant pas part au vote,

A la majorité des suffrages exprimés (34 voix pour ; 1 abstention),

ADOPTE les orientations budgétaires 2017 sur la base du rapport d'orientations budgétaires du budget principal et des budgets annexes tel que joint à la présente délibération.

FAIT ET DELIBERE EN SEANCE LES JOUR, MOIS ET AN SUSDITS.

Pour extrait certifié conforme au registre,

Pour le Président absent,

Le 1er Vice-président,

COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION DE LA RÉGION DIEPPOISE (76)

Sébastien JUMEL

Acte exécutoire en application de la loi du 2 mars 1982 modifiée.
Déposé au contrôle de légalité le 15 MAI 2017
Affiché le 12 MAI 2017
Notifié le
Informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif de Rouen dans un délai de deux mois à compter de la date exécutoire.